

Consultation à la demande de la Ministre de l'Action et de la Modernisation publiques concernant un avant-projet de loi et un projet d'arrêté royal relatifs aux preuves électroniques

Comment réagir au présent document ?

Jusqu'au 17/09/2025
Uniquement par e-mail à consultation.sg@ibpt.be
Avec la référence Consult-2025-B7

Personne de contact : Pierre-Yves Dethy, Premier conseiller (pierre-yves.dethy@ibpt.be; +32 2 226 87 66)

Les réponses sont attendues uniquement par voie électronique à consultation.sg@ibpt.be.

Merci de joindre ce [formulaire de couverture](#) à votre réponse.

Vos commentaires devraient se référer aux paragraphes et/ou sections auxquels ils se rapportent et indiquer clairement ce qui est confidentiel.

La présente consultation est faite à la demande de la Ministre de l'Action et de la Modernisation publiques. En conséquence, il est à noter que l'ensemble des informations communiquées à l'IBPT en réponse à cette consultation seront considérées comme lui étant directement destinées et pourront lui être intégralement transmises en l'état dans lequel elles ont été communiquées, sans autre traitement ou vérification.

1. Objet

1. A la demande de la Ministre de l'Action et de la Modernisation publiques, Madame Vanessa Matz, l'IBPT organise la présente consultation publique concernant :
 - 1.1. Un avant-projet de loi relative aux points de contact de certaines entreprises qui sont chargés de répondre aux demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques des autorités et mettant en œuvre le règlement relatif aux preuves électroniques ;
 - 1.2. Un projet d'arrêté royal d'exécution de cet avant-projet de loi.
2. Cet avant-projet de loi a pour objet principal :
 - 2.1. de transposer en droit belge la Directive (UE) 2023/1544 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 établissant des règles harmonisées concernant la désignation d'établissements désignés et de représentants légaux aux fins de l'obtention de preuves électroniques dans le cadre des procédures pénales (directive connue sous les termes anglais « e-evidence directive »), et ;
 - 2.2. de mettre en œuvre en droit belge le Règlement (UE) 2023/1543 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 relatif aux injonctions européennes de production et aux injonctions européennes de conservation concernant les preuves électroniques dans le cadre des procédures pénales et aux fins de l'exécution de peines privatives de liberté prononcées à l'issue d'une procédure pénale (règlement connu sous les termes anglais « e-evidence regulation »).
3. Dans l'avant-projet de loi et le projet d'arrêté royal, le contenu des dispositions qui mettent en œuvre le règlement « e-evidence » est vide mais il devrait être complété ultérieurement.

2. Annexes

- 1) Dispositif de l'avant-projet de loi ;
- 2) Exposé des motifs de l'avant-projet de loi ;
- 3) Version coordonnée de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, avec les modifications envisagées ;
- 4) Version coordonnée de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, avec les modifications envisagées ;
- 5) Dispositif du projet d'arrêté royal ;
- 6) Rapport au Roi du projet d'arrêté royal ;
- 7) Version coordonnée de l'arrêté royal du 9 janvier 2003 déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes judiciaires concernant les communications électroniques, avec les modifications envisagées ;
- 8) Version coordonnée de l'arrêté royal du 12 octobre 2010 déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes concernant les communications

électroniques par les services de renseignement et de sécurité, avec les modifications envisagées.

Bernardo Herman
Membre du Conseil

Peggy Valcke
Membre du Conseil

Stefaan Vyverman
Membre du Conseil

Michel Van Bellinghen
Président du Conseil

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE
MINISTERE DE LA DEFENSE	MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING
SERVICE PUBLIC FEDERAL INTÉRIEUR	FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN
[DATE]. - Avant-projet de loi relative aux points de contact de certaines entreprises qui sont chargés de répondre aux demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques des autorités et mettant en œuvre le règlement relatif aux preuves électroniques	[DATUM]. - Voorontwerp van wet betreffende de contactpunten van bepaalde ondernemingen die zijn belast met het beantwoorden van de verzoeken om verstrekking of bevrozing van elektronisch bewijsmateriaal van de overheden en tot tenuitvoerbrenging van de verordening inzake elektronisch bewijsmateriaal
Philippe, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
À tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna zullen wezen, Onze Groet.
Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, §§ 1 ^{er} et 2 ;	Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, §§ 1 en 2;
Vu l'avis xxx du Conseil d'Etat, donné le [DATE] ;	Gelet op het advies xxx van de Raad van State, gegeven op [DATUM];
Sur la proposition de la Ministre de l'Action et de la Modernisation publiques, de la Ministre de la Justice, du Ministre de la Défense et du Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur ;	Op de voordracht van de Minister van Modernisering van de Overheid, van de Minister van Justitie, van de Minister van Defensie en de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken;
NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :	HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:
La Ministre de l'Action et de la Modernisation publiques, la Ministre de la Justice, le Ministre de la Défense et le Ministre de la Sécurité et l'Intérieur sont chargés de présenter en Notre nom à la Chambre des représentants le projet de loi dont la teneur suit:	De Minister van Modernisering van de Overheid, de minister van Justitie, de Minister van Defensie en de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken zijn ermee belast in onze naam bij de Kamer van volksvertegenwoordigers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst hierna volgt:
CHAPITRE 1^{er}. Dispositions introductives et définitions	HOOFDSTUK 1. Inleidende bepalingen en definities
Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.	Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Elle transpose la Directive (UE) 2023/1544 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 établissant des règles harmonisées concernant la désignation d'établissements désignés et de représentants légaux aux fins de l'obtention de preuves électroniques dans le cadre des procédures pénales.	Dit vormt de omzetting van Richtlijn (EU) 2023/1544 van het Europees Parlement en de Raad van 12 juli 2023 tot vaststelling van geharmoniseerde regels inzake de aanwijzing van aangewezen vestigingen en de aanstelling van wettelijke vertegenwoordigers ten behoeve van de vergaring van elektronisch bewijsmateriaal in strafprocedures.
Art. 2. Aux fins de la présente loi, l'on entend par :	Art. 2. In deze wet wordt verstaan onder:
1° « fournisseur de services » : toute personne physique ou morale qui fournit une ou plusieurs des catégories de services suivants, à l'exception des services financiers visés à l'article 2, paragraphe 2, point b), de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur :	1° "dienstaanbieder": een natuurlijke persoon of rechtspersoon die een of meer van de volgende categorieën diensten verleent, met uitzondering van financiële diensten als bedoeld in artikel 2, lid 2, punt b), van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad betreffende diensten op de interne markt:
a) des services de communications électroniques tels qu'ils sont définis à l'article 2, point 4), de la directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen ;	a) elektronische-communicatiediensten zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 4, van Richtlijn (EU) 2018/1972 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie;
b) des services d'attribution de noms de domaine sur l'internet et de numérotation IP, tels que l'attribution d'adresses IP, les services du registre de noms de domaine, les services du bureau d'enregistrement de noms de domaine et les services d'anonymisation et d'enregistrement fiduciaire liés aux noms de domaine ;	b) diensten in verband met internetdomeinnamen en IP-nummering, zoals de toewijzing van IP-adressen, domeinnaamregisters en -registrators en met domeinnamen verband houdende privacy- en proxydiensten;
c) d'autres services de la société de l'information visés à l'article 1er, paragraphe 1, point b), de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information qui:	c) andere diensten van de informatiemaatschappij zoals bedoeld in artikel 1, lid 1, punt b), van Richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij, die:
i) permettent à leurs utilisateurs de communiquer entre eux ; ou	i) hun gebruikers in staat stellen met elkaar te communiceren, of
ii) permettent de stocker ou de traiter d'une autre manière des données pour le compte des utilisateurs auxquels le service est fourni, à condition que le stockage des données soit une composante déterminante du service fourni à l'utilisateur ;	ii) het mogelijk maken gegevens op te slaan of anderszins te verwerken namens de gebruikers aan wie de dienst wordt aangeboden, op voorwaarde dat gegevensopslag een wezenlijk onderdeel is van de aan de gebruiker aangeboden dienst;
2° « proposer des services sur le territoire d'un État membre » :	2° "diensten aanbieden op het grondgebied van een lidstaat":

a) permettre aux personnes physiques ou morales dans un État membre d'utiliser les services énumérés au point 1) ; et	a) natuurlijke of rechtspersonen in een lidstaat in staat stellen om gebruik te maken van de in punt 1 vermelde diensten, en
b) avoir un lien substantiel, fondé sur des critères factuels spécifiques, avec l'État membre visé au point a); un tel lien substantiel est réputé exister lorsque le fournisseur de services dispose d'un établissement dans ledit État membre ou, en l'absence d'un tel établissement, lorsqu'il existe un nombre significatif d'utilisateurs dans ledit État membre ou lorsqu'il existe un ciblage des activités sur ledit État membre ;	b) beschikken over een op specifieke feitelijke criteria gebaseerde wezenlijke band met de in punt a) bedoelde lidstaat; een dergelijke wezenlijke band wordt geacht te bestaan wanneer de dienst aanbieder een vestiging in die lidstaat heeft of, als dat niet het geval is, wanneer er sprake is van een aanzienlijk aantal gebruikers in die lidstaat of wanneer zijn of haar activiteiten op die lidstaat zijn gericht;
3° « proposer des services dans l'Union » :	3° "diensten aanbieden in de Unie":
a) permettre aux personnes physiques ou morales dans un État membre d'utiliser les services énumérés au point 1) ; et	a) natuurlijke of rechtspersonen in een lidstaat in staat stellen om gebruik te maken van de in punt 1 vermelde diensten, en
b) avoir un lien substantiel, fondé sur des critères factuels spécifiques, avec l'État membre visé au point a); un tel lien substantiel est réputé exister lorsque le fournisseur de services dispose d'un établissement dans un État membre ou, en l'absence d'un tel établissement, lorsqu'il existe un nombre significatif d'utilisateurs dans un ou plusieurs États membres ou lorsqu'il existe un ciblage des activités sur un ou plusieurs États membres ;	b) beschikken over een op specifieke feitelijke criteria gebaseerde wezenlijke band met de in punt a) bedoelde lidstaat; een dergelijke wezenlijke band wordt geacht te bestaan wanneer de dienst aanbieder een vestiging in een lidstaat heeft of, als dat niet het geval is, wanneer er sprake is van een aanzienlijk aantal gebruikers in één of meer lidstaten of wanneer activiteiten op één of meer lidstaten zijn gericht;
4° « établissement » : une entité qui exerce de manière effective une activité économique pendant une durée indéterminée au moyen d'une infrastructure stable à partir de laquelle l'activité de fourniture de services est réalisée ou à partir de laquelle l'activité est gérée ;	4° "vestiging": een entiteit die daadwerkelijk voor onbepaalde tijd een economische activiteit uitoefent door middel van een duurzame infrastructuur van waaruit diensten worden verstrekt of van waaruit het bedrijf wordt geleid;
5° « fournisseur de services national » : un fournisseur de services qui est établi sur le territoire d'un seul État membre et qui propose ses services exclusivement sur ce territoire ;	5° "nationale dienst aanbieder": een dienst aanbieder die op het grondgebied van een enkele lidstaat is gevestigd en zijn diensten uitsluitend op dat grondgebied aanbiedt;
6° « fournisseur de services transnational » : un fournisseur de services autre qu'un fournisseur de services national, qui propose ses services dans l'Union ;	6° "transnationale dienst aanbieder": een andere dienst aanbieder dan een nationale dienst aanbieder die zijn diensten in de Unie aanbiedt;
7° « véhicule connecté » : un véhicule ou un engin de déplacement dont les données peuvent être transmises à distance par voie électronique à une banque de données, à l'exception d'un véhicule ou d'un engin de déplacement utilisé par les autorités suivantes dans l'exercice de leurs missions :	7° "Geconnecteerd voertuig" : een voertuig of een voortbewegingstoestel waarvan gegevens op afstand kunnen worden doorgestuurd via elektronische weg naar een databank, met uitzondering van een voertuig of een voortbewegingstoestel dat door de volgende overheden wordt gebruikt in de uitvoering van hun opdrachten:

a) le Ministère de la Défense visé à l'article 1 ^{er} de l'arrêté royal du 2 décembre 2018 déterminant la structure générale du Ministère de la Défense et fixant les attributions de certaines autorités ;	a) het Ministerie van Landsverdediging bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 december 2018 tot bepaling van de algemene structuur van het Ministerie van Landsverdediging en tot vaststelling van de bevoegdheden van bepaalde autoriteiten;
b) les services de renseignement et de sécurité visés à l'article 2 de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité ;	b) de inlichtingen- en veiligheidsdiensten bedoeld in artikel 2 van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten;
c) les services de la police intégrée visés à l'article 3 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux;	c) de politiediensten van de geïntegreerde politie zoals bedoeld in artikel 3 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;
8° « fabricants et loueurs de certains véhicules connectés » : les entreprises suivantes:	8° "fabrikanten en verhuurders van bepaalde geconnecteerde voertuigen": de volgende ondernemingen:
a) les fabricants de véhicules connectés, et ;	a) de fabrikanten van geconnecteerde voertuigen, en;
b) les loueurs suivants de véhicules connectés : les personnes qui mettent ces véhicules à disposition du public, quel que soit le type de contrat sous-jacent, qui ont installé ou ont fait installer un système qui permet à ces véhicules d'être connectés et qui font partie d'une des deux catégories suivantes :	b) de volgende verhuurders van geconnecteerde voertuigen: de personen die deze voertuigen voor het publiek beschikbaar stellen, ongeacht het type onderliggend contract, die een systeem hebben geïnstalleerd of hebben laten installeren waarmee deze voertuigen kunnen worden verbonden en die binnen een van de volgende twee categorieën vallen:
i) les loueurs des véhicules connectés qui peuvent être loués à partir de la voie publique, en ce compris les cycles et les trottinettes motorisées ;	i) de verhuurders van geconnecteerde voertuigen die vanaf de openbare weg kunnen worden gehuurd, rijwielen en steps inbegrepen;
ii) les sociétés de location de véhicules connectés ;	ii) de verhuurbedrijven van geconnecteerde voertuigen;
9° « entreprises concernées » : les fournisseurs de services, les opérateurs qui fournissent des réseaux de communications électroniques et les fabricants et loueurs de certains véhicules connectés ;	9° "betrokken ondernemingen": dienstaanbieders, operatoren die elektronische-communicatienetwerken aanbieden en fabrikanten en verhuurders van bepaalde geconnecteerde voertuigen;
10° « preuves électroniques » : les données relatives aux abonnés ou aux utilisateurs, à un véhicule connecté, aux métadonnées, ou au contenu de communications électroniques, traitées ou générées par une entreprise concernée ou pour le compte de cette entreprise, sous une forme numérique ;	10° "elektronisch bewijsmateriaal": gegevens betreffende de abonnees of gebruikers, geconnecteerde voertuigen, metagegevens of de inhoud van elektronische communicatie, verwerkt of gegenereerd door of namens een betrokken onderneming, in digitale vorm;

11° « instruments juridiques de l'Union européenne visant à obtenir ou geler des preuves électroniques » :	11° "rechtsinstrumenten van de Europese Unie voor het verkrijgen of bevroren van elektronisch bewijsmateriaal":
a) le Règlement (UE) 2023/1543 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 relatif aux injonctions européennes de production et aux injonctions européennes de conservation concernant les preuves électroniques dans le cadre des procédures pénales et aux fins de l'exécution de peines privatives de liberté prononcées à l'issue d'une procédure pénale ;	a) de Verordening (EU) 2023/1543 van het Europees Parlement en de Raad van 12 juli 2023 betreffende het Europees verstrekingsbevel en het Europees bewaringsbevel voor elektronisch bewijsmateriaal in strafzaken en de tenuitvoerlegging van vrijheidsstraffen als gevolg van een strafprocedure;
b) la Directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale ;	b) de Richtlijn 2014/41/EU van het Europees Parlement en de Raad van 3 april 2014 betreffende het Europees onderzoeksbevel in strafzaken;
c) la Convention établie par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne, relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne ;	c) de Overeenkomst die door de Raad is opgesteld overeenkomstig artikel 34 van het Verdrag betreffende de Europese Unie, wat betreft de wederzijdse rechtshulp in strafzaken tussen de lidstaten van de Europese Unie;
12° « Règlement relatif aux preuves électroniques » : le Règlement (UE) 2023/1543 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 relatif aux injonctions européennes de production et aux injonctions européennes de conservation concernant les preuves électroniques dans le cadre des procédures pénales et aux fins de l'exécution de peines privatives de liberté prononcées à l'issue d'une procédure pénale ;	12° "Verordening betreffende het elektronisch bewijsmateriaal": Verordening (EU) 2023/1543 van het Europees Parlement en de Raad van 12 juli 2023 betreffende het Europees verstrekingsbevel en het Europees bewaringsbevel voor elektronisch bewijsmateriaal in strafzaken en de tenuitvoerlegging van vrijheidsstraffen als gevolg van een strafprocedure;
13° « autorité belge compétente » : l'autorité belge qui est habilitée par la législation belge à exiger d'au moins une catégorie d'entreprises concernées de lui fournir des preuves électroniques ;	13° "bevoegde Belgische autoriteit": de Belgische autoriteit die krachtens het Belgische recht bevoegd is om ten minste één categorie van betrokken ondernemingen te verplichten om haar elektronisch bewijsmateriaal te verstrekken;
14° « autorités judiciaires » : les autorités qui sont habilitées par le Code d'instruction criminelle à exiger d'au moins une catégorie d'entreprises concernées de leur fournir des preuves électroniques ;	14° "gerechtelijke autoriteiten": de autoriteiten die krachtens het Wetboek van Strafvordering bevoegd zijn om ten minste één categorie van betrokken ondernemingen te verplichten om hen elektronisch bewijsmateriaal te verstrekken;
15° « services de renseignement et de sécurité » : les autorités visées à l'article 2, § 1 ^{er} , de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité, à savoir la Sûreté de l'État, le service civil de renseignement et de sécurité et le Service général du renseignement et de la sécurité des Forces armées, service militaire de renseignement et de sécurité.	15° "inlichtingen- en veiligheidsdiensten": de autoriteiten bedoeld in artikel 2, § 1, van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, namelijk de Veiligheid van de Staat, burgerlijke inlichtingen- en veiligheidsdienst, en de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht, militaire inlichtingen- en veiligheidsdienst.

Le Roi peut, après avis des autorités de protection des données compétentes au niveau fédéral et de l'Institut, préciser ce qu'il faut entendre par :	De Koning kan, na advies van de gegevensbeschermingsautoriteiten die op federaal niveau bevoegd zijn, en het Instituut, verder preciseren wat moet worden verstaan onder:
1° « véhicules connectés » ;	1° "geconnecteerde voertuigen";
2° « fabricants et loueurs de certains véhicules connectés ».	2° "fabrikanten en verhuurders van bepaalde geconnecteerde voertuigen".
Pour l'application de la présente loi, les mots « Institut », « opérateur », « réseau de communications électroniques », « métadonnées », « contenu de communications électroniques », « données de communications électroniques », « MNO » et « MVNO » ont le sens qui leur est attribué par l'article 2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.	Voor de toepassing van deze wet worden de woorden "Instituut", "operator", "elektronische-communicatienetwerk", "metagegevens", "inhoud van elektronische communicatie", "elektronische-communicatiegegevens", "MNO" en "MVNO" verstaan volgens de definities in artikel 2 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
CHAPITRE 2. Points de contact des entreprises concernées qui sont chargés de répondre aux demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques des autorités	HOOFDSTUK 2. Contactpunten van bepaalde ondernemingen die zijn belast met het beantwoorden van de verzoeken om verstrekking of bevestiging van elektronisch bewijsmateriaal van de overheden
Section 1. Règles spécifiques aux points de contact des fournisseurs de services transnationaux qui sont chargés de répondre aux demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques des autorités des Etats membres de l'Union européenne dans le cadre de procédures pénales	Afdeling 1. Specifieke regels in verband met de toegangspunten van transnationale dienstverleners die belast zijn met het beantwoorden van verzoeken tot verstrekking of bevestiging van elektronisch bewijsmateriaal van de autoriteiten van de lidstaten van de Europese Unie in het kader van strafprocedures
Art. 3. Chaque fournisseur de services transnational qui fournit des services en Belgique, qui y est établi et qui est doté de la personnalité juridique désigne par écrit au moins un établissement désigné dans un ou plusieurs Etat(s) membre(s) de l'Union européenne, en respectant les exigences suivantes :	Art. 3. Elke transnationale dienstverlener die in België diensten verleent, die er gevestigd is en rechtspersoonlijkheid bezit, wijst schriftelijk ten minste één aangewezen vestiging in een of meer lidstaten van de Europese Unie aan, met inachtneming van de volgende vereisten:
1° au moins un de ces Etats membres participe à chaque instrument juridique de l'Union européenne visant à obtenir ou geler des preuves électroniques, et ;	1° ten minste één van deze lidstaten neemt deel aan elk rechtsinstrument van de Europese Unie dat gericht is op het verkrijgen of bevestigen van elektronisch bewijsmateriaal, en;
2° l'établissement désigné est établi dans un Etat membre où le fournisseur de service transnational propose ses services.	2° de aangewezen vestiging is gevestigd in een lidstaat waar de transnationale dienstverlener zijn diensten aanbiedt.
L'établissement désigné est doté de la personnalité juridique et est chargé par le fournisseur de services de la réception, du	De aangewezen vestiging heeft rechtspersoonlijkheid en wordt door de dienstverlener belast met de ontvangst,

respect et de l'exécution des demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques, émises par les autorités compétentes des États membres dans le cadre de procédures pénales conformément :	naleving en tenuitvoerlegging van verzoeken voor de verstrekking of bevrozing van elektronisch bewijsmateriaal die door de bevoegde autoriteiten van de lidstaten in het kader van strafprocedures worden uitgevaardigd overeenkomstig:
1° à un instrument juridique de l'Union européenne visant à obtenir ou geler des preuves électroniques, ou	1° een rechtsinstrument van de Europese Unie om elektronisch bewijsmateriaal te verkrijgen of te bevrozen, of
2° au droit national lorsque l'établissement désigné est établi sur le territoire de l'Etat membre où se trouve l'autorité d'émission de cette demande.	2° het nationale recht, wanneer de aangewezen vestiging is gevestigd op het grondgebied van de lidstaat waar de autoriteit die het verzoek heeft uitgevaardigd, is gevestigd.
Art. 4. Chaque fournisseur de services transnational qui fournit des services en Belgique et qui soit est établi dans un État membre qui ne participe pas à au moins un instrument juridique de l'Union européenne visant à obtenir ou geler des preuves électroniques, soit n'est pas établi dans l'Union mais est doté d'une personnalité juridique désigne par écrit au moins un représentant légal dans un ou plusieurs États membres de l'Union européenne, en respectant les conditions suivantes :	Art. 4. Elke transnationale dienst aanbieder die in België diensten verleent en die gevestigd is in een lidstaat die niet deelneemt aan ten minste één rechtsinstrument van de Europese Unie dat gericht is op het verkrijgen of bevrozen van elektronisch bewijsmateriaal, of die niet in de Unie is gevestigd maar rechtspersoonlijkheid heeft, wijst schriftelijk ten minste één wettelijke vertegenwoordiger aan in een of meer lidstaten van de Europese Unie, met inachtneming van de volgende vereisten:
1° au moins un des Etats membres participe à chaque instrument juridique de l'Union européenne visant à obtenir ou geler des preuves électroniques ;	1° ten minste één van de lidstaten neemt deel aan elk rechtsinstrument van de Europese Unie dat gericht is op het verkrijgen of bevrozen van elektronisch bewijsmateriaal;
2° le représentant légal réside dans un État membre où le fournisseur de service transnational propose ses services.	2° de wettelijke vertegenwoordiger verblijft in een lidstaat waar de transnationale dienst aanbieder zijn diensten aanbiedt.
Le représentant légal est une personne physique ou morale qui est chargée par le fournisseur de services de la réception, du respect et de l'exécution des demandes de fourniture ou de gel des preuves électroniques, émises par les autorités compétentes des États membres dans le cadre de procédures pénales conformément :	De wettelijke vertegenwoordiger is een natuurlijke of rechtspersoon die door de dienst aanbieder is belast met de ontvangst, naleving en tenuitvoerlegging van verzoeken voor de verstrekking of bevrozing van elektronisch bewijsmateriaal die door de bevoegde autoriteiten van de lidstaten in het kader van strafprocedures worden uitgevaardigd overeenkomstig:
1° à un instrument juridique de l'Union européenne visant à obtenir ou geler des preuves électroniques, ou	1° een rechtsinstrument van de Europese Unie dat gericht is op het verkrijgen of bevrozen van elektronisch bewijsmateriaal, of
2° au droit national lorsque ce représentant légale réside sur le territoire de l'Etat membre où se trouve l'autorité d'émission de cette demande.	2° het nationale recht, wanneer de wettelijke vertegenwoordiger verblijft op het grondgebied van de lidstaat waar de autoriteit die het verzoek heeft uitgevaardigd, is gevestigd.

Art. 5. Les fournisseurs de services transnationaux effectuent les désignations visées aux articles 3 et 4 dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle ils commencent à proposer leurs services dans l'Union.	Art. 5. Transnationale dienstenaanbieders verrichten de in de artikelen 3 en 4 bedoelde aanwijzingen binnen zes maanden na de datum waarop zij hun diensten in de Unie beginnen aan te bieden.
Art. 6. § 1^{er}. Dans un délai fixé par le Roi, qui ne peut pas être supérieur à 5 jours ouvrables, à compter du premier jour ouvrable suivant la désignation de l'établissement désigné qui est établi en Belgique ou le représentant légal qui y réside, le fournisseur de services notifie par écrit à l'Institut les coordonnées de contact de cet établissement ou de ce représentant.	Art. 6. § 1. Binnen een door de Koning vastgestelde termijn van ten hoogste vijf werkdagen, te rekenen vanaf de eerste werkdag volgend op de aanwijzing van de in België gevestigde aangewezen vestiging of de aldaar verblijvende wettelijke vertegenwoordiger, stelt de dienstenaanbieder het Instituut schriftelijk in kennis van de contactgegevens van die vestiging of vertegenwoordiger.
Ce fournisseur de services, ce représentant légal ou cet établissement désigné notifie à l'Institut par écrit toute modification de ces coordonnées, dans un délai fixé par le Roi, qui ne peut pas être supérieur à 5 jours ouvrables à compter du premier jour ouvrable suivant cette modification.	Deze dienstenaanbieder, wettelijke vertegenwoordiger of aangewezen vestiging stelt het Instituut schriftelijk in kennis van elke wijziging van deze contactgegevens binnen een door de Koning vastgestelde termijn, te rekenen vanaf de eerste werkdag volgend op deze wijziging.
Les notifications visées aux alinéas 1 et 2 sont effectuées à l'aide du formulaire établi par la Commission européenne et que l'Institut publie sur son site Internet et à l'aide de la plateforme informatique mise en place par la Commission européenne. L'Institut fixe les autres modalités pratiques de cette notification.	De in het eerste en tweede lid bedoelde kennisgevingen worden gedaan door middel van het door de Europese Commissie vastgestelde formulier dat door het Instituut op zijn website wordt gepubliceerd, en door middel van het door de Europese Commissie opgerichte IT-platform. Het Instituut stelt de nadere regels van deze kennisgeving vast.
§ 2. La notification visée au paragraphe 1 ^{er} précise la ou les langues officielles de l'Union, visées dans le règlement n° 1 du Conseil portant fixation du régime linguistique de la Communauté économique européenne, dans lesquelles il est possible de s'adresser au représentant légal ou à l'établissement désigné.	§ 2. In de in het eerste lid bedoelde kennisgeving wordt (worden) de officiële taal of talen van de Unie gepreciseerd, beoogd in Verordening nr. 1 van de Raad tot regeling van het taalgebruik in de Europese Economische Gemeenschap, waarin contact kan worden opgenomen met de wettelijke vertegenwoordiger of de aangewezen vestiging.
Ces langues comprennent une ou plusieurs des langues officielles du Royaume de Belgique.	Deze talen omvatten een of meer van de officiële talen van het Koninkrijk België.
§ 3. Lorsqu'un fournisseur de services désigne plusieurs établissements désignés ou plusieurs représentants légaux, la notification visée au paragraphe 1 ^{er} indique la portée territoriale précise de la désignation de ces établissements désignés ou de ces représentants légaux.	§ 3. Wanneer een dienstenaanbieder meer dan één aangewezen vestiging of wettelijke vertegenwoordiger aanwijst, wordt in de in het eerste lid bedoelde kennisgeving het precieze territoriale toepassingsgebied van de aanwijzing van die aangewezen vestiging of wettelijke vertegenwoordiger vermeld.
La notification précise la ou les langues officielles de l'Union ou des États membres dans lesquelles il est possible de s'adresser à chacun des établissements désignés ou des représentants légaux.	In de kennisgeving wordt vermeld in welke officiële taal of talen van de Unie of van de lidstaten contact kan worden opgenomen met elk van de aangewezen vestigingen of wettelijke vertegenwoordigers.

<p>§ 4. L'Institut veille à ce que les informations qui lui sont notifiées conformément au présent article soient mises à la disposition du public sur une page internet spécifique du Réseau judiciaire européen en matière pénale.</p>	<p>§ 4. Het Instituut zorgt ervoor dat de informatie waarvan het overeenkomstig dit artikel kennis heeft gekregen, op een specifieke internetpagina van het Europees justitieel netwerk in strafzaken voor het publiek beschikbaar wordt gesteld.</p>
<p>Il veille à ce que ces informations soient régulièrement mises à jour. Ces informations peuvent être diffusées davantage pour en faciliter l'accès par les autorités compétentes.</p>	<p>Het zorgt ervoor dat deze informatie regelmatig wordt bijgewerkt. Deze informatie kan verder worden verspreid om de toegang voor de bevoegde autoriteiten te vergemakkelijken.</p>
<p>Art. 7. Sous réserve de l'alinéa 2, les autorités belges compétentes qui peuvent faire usage d'un instrument juridique de l'Union européenne visant à obtenir ou à gèler des preuves électroniques adressent à l'établissement désigné ou au représentant légal :</p>	<p>Art. 7. Onverminderd het tweede lid bezorgen de bevoegde Belgische autoriteiten die gebruik kunnen maken van een rechtsinstrument van de Europese Unie om elektronisch bewijsmateriaal te verkrijgen of te bevriezen, de aangewezen vestiging of wettelijke vertegenwoordiger:</p>
<p>1° leurs demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques sur base d'un de ces instruments ;</p>	<p>1° hun verzoeken voor de verstrekking of bevoogding van elektronisch bewijsmateriaal op basis van een van deze instrumenten;</p>
<p>2° leurs demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques sur base du droit belge lorsque l'établissement désigné est établi en Belgique ou lorsque le représentant légal y réside.</p>	<p>2° hun verzoeken voor de verstrekking of bevoogding van elektronisch bewijsmateriaal op grond van het Belgisch recht wanneer de aangewezen vestiging in België is gevestigd of wanneer de wettelijke vertegenwoordiger daar verblijft.</p>
<p>Lorsque cet établissement désigné n'est pas établi en Belgique ou lorsque ce représentant légal n'y réside pas mais que le fournisseur de services transnational y dispose d'un établissement, ces autorités peuvent lui adresser directement ces demandes, conformément à leurs pouvoirs découlant du droit de l'Union et du droit belge.</p>	<p>Indien die aangewezen vestiging niet in België is gevestigd of indien die wettelijke vertegenwoordiger daar niet verblijft, maar de transnationale dienst aanbieder daar een vestiging heeft, kunnen deze autoriteiten deze verzoeken rechtstreeks tot hem richten, overeenkomstig hun bevoegdheden krachtens het Europese en het Belgische recht.</p>
<p>Art. 8. L'Institut est l'autorité centrale au sens de l'article 6.1 de la Directive (UE) 2023/1544 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 établissant des règles harmonisées concernant la désignation d'établissements désignés et de représentants légaux aux fins de l'obtention de preuves électroniques dans le cadre des procédures pénales.</p>	<p>Art. 8. Het Instituut is de centrale autoriteit in de zin van artikel 6.1 van Richtlijn (EU) 2023/1544 van het Europees Parlement en de Raad van 12 juli 2023 tot vaststelling van geharmoniseerde regels inzake de aanwijzing van aangewezen vestigingen en de aanstelling van wettelijke vertegenwoordigers ten behoeve van de vergaring van elektronisch bewijsmateriaal in strafprocedures.</p>
<p><u>Section 2. Règles spécifiques aux points de contact des entreprises concernées qui sont chargés de répondre aux demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques des autorités belges compétentes</u></p>	<p><u>Afdeling 2. Specifieke regels voor de contactpunten van de betrokken ondernemingen die zijn belast met het beantwoorden van de verzoeken om verstrekking of bevoogding van elektronisch bewijsmateriaal van de bevoegde Belgische autoriteiten</u></p>

Art. 9. § 1^{er}. Dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle l'entreprise concernée commence ses activités en Belgique, elle désigne par écrit une cellule de coordination.	Art. 9. § 1. Binnen een termijn van zes maanden na de datum waarop de betrokken onderneming haar activiteiten in België aanvangt, wijst zij schriftelijk een Coördinatieceel aan.
Le Roi peut déterminer, après avis des autorités de protection des données compétentes au niveau fédéral et de l'Institut, les hypothèses dans lesquelles il est considéré que l'entreprise concernée commence ses activités en Belgique.	De Koning kan, na advies van de gegevensbeschermingsautoriteiten die op federaal niveau bevoegd zijn, en het Instituut, de hypothesen vastleggen volgens welke wordt beschouwd dat de betrokken onderneming haar activiteiten in België begint.
La cellule de coordination comprend une ou plusieurs personnes physiques ou une personne morale et est chargée par l'entreprise concernée de la réception, du respect et de l'exécution des demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques, émises par les autorités belges compétentes :	De Coördinatieceel bestaat uit een of meer natuurlijke personen of een rechtspersoon en wordt door de betrokken onderneming belast met de ontvangst, naleving en tenuitvoerlegging van de verzoeken voor de verstrekking of bevrozing van elektronisch bewijsmateriaal die door de bevoegde Belgische autoriteiten worden uitgevaardigd :
1° en dehors du cadre des procédures pénales pour ce qui concerne les demandes adressées aux fournisseurs de services transnationaux ;	1° buiten het kader van strafprocedures met betrekking tot verzoeken aan transnationale dienstverleners;
2° dans le cadre de ces procédures et en dehors de ce cadre pour ce qui concerne les demandes adressées aux autres catégories d'entreprises concernées.	2° binnen en buiten het kader van die procedures met betrekking tot verzoeken gericht aan de andere betrokken categorieën ondernemingen.
§ 2. Sans préjudice de réponses envoyées de manière automatisée, seuls les membres de la cellule de coordination peuvent répondre aux demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques des autorités belges compétentes.	§ 2. Onverminderd geautomatiseerde antwoorden mogen alleen leden van de Coördinatieceel reageren op verzoeken van de bevoegde Belgische autoriteiten om elektronisch bewijsmateriaal te verstrekken of te bevrozen.
Ils peuvent cependant, sous leur surveillance et responsabilité et dans la limite du strict nécessaire, obtenir une aide technique de préposés de l'entreprise concernée.	Ze mogen echter, onder hun toezicht en verantwoordelijkheid en binnen de grenzen van het strikt noodzakelijke, technische hulp krijgen van aangestelden van de betrokken onderneming.
§ 3. Pour les demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques des autorités belges compétentes en dehors du cadre de procédures pénales, un fournisseur de services transnational peut désigner comme cellule de coordination son établissement désigné ou son représentant légal dont la portée territoriale couvre au moins la Belgique.	§ 3. Voor de verzoeken van de bevoegde Belgische autoriteiten om buiten het kader van de strafprocedure elektronisch bewijsmateriaal te verstrekken of te bevrozen, kan een transnationale dienstverlener zijn aangewezen vestiging aanwijzen of zijn wettelijke vertegenwoordiger aanstellen als Coördinatieceel waarvan het territoriale toepassingsgebied ten minste België bestrijkt.
Si c'est le cas, il s'assure que les règles de la présente section soient respectées pour cet établissement désigné ou ce représentant légal.	Indien dat het geval is, ziet hij erop toe dat de voorschriften van deze afdeling voor die aangewezen vestiging of wettelijke vertegenwoordiger in acht worden genomen.

Si ce n'est pas le cas, il s'assure que sa cellule de coordination offre aux autorités belges compétentes un niveau de qualité de service qui est équivalent à celui offert par cet établissement désigné ou ce représentant légal.	Indien dat niet het geval is, ziet hij erop toe dat zijn Coördinatieceel de bevoegde Belgische autoriteiten een kwaliteitsniveau van dienstverlening biedt dat gelijkwaardig is aan dat van die aangewezen vestiging of wettelijke vertegenwoordiger.
Art. 10. § 1^{er}. La cellule de coordination des fournisseurs de services nationaux qui fournissent des services en Belgique y est établie.	Art. 10. § 1. De Coördinatieceel van de nationale dienstaanbieders die diensten verlenen in België, dient daar gevestigd te zijn.
La cellule de coordination des entreprises concernées qui répondent à au moins une des conditions suivantes est établie en Belgique :	De Coördinatieceel van de betrokken ondernemingen die aan ten minste een van de volgende voorwaarden voldoen, dient in België gevestigd te zijn:
1° l'entreprise concernée dispose en Belgique d'un établissement auquel les autorités judiciaires et/ou les services de renseignement et de sécurité adressent des demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques ;	1° de betrokken onderneming heeft een vestiging in België waaraan de gerechtelijke autoriteiten en/of inlichtingen- en veiligheidsdiensten verzoeken om verstrekking of bevrozing van elektronisch bewijsmateriaal kunnen richten;
2° l'opérateur est un « MNO » (« Mobile Network Operator ») en Belgique ;	2° de operator is een "MNO" ("Mobile Network Operator") in België;
3° l'opérateur est un « full MVNO » en Belgique, à savoir un « MVNO » qui dispose d'au moins un élément du cœur de réseau.	3° de operator is een "full MVNO" in België, d.w.z. een "MVNO" met ten minste één corenetwerkelement.
La cellule de coordination des autres entreprises concernées est établie sur le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne, où l'entreprise concernée déploie ses activités.	De Coördinatieceel voor de andere betrokken ondernemingen is gevestigd op het grondgebied van een lidstaat van de Europese Unie, waar de betrokken onderneming haar activiteiten uitoefent.
§ 2. Les entreprises concernées dont la cellule de coordination doit être établie en Belgique conformément au paragraphe 1 ^{er} , et qui doivent notifier les coordonnées de cette cellule conformément à l'article 11, § 1 ^{er} , s'assurent que chaque membre de cette cellule ait reçu un avis de sécurité positif, visé à l'article 36, § 1 ^{er} , 1 ^o , de la loi 11 décembre 1998 relative à la classification, aux habilitations de sécurité, aux avis de sécurité et au service public réglementé, sans être un avis de sécurité positif avec avertissement administratif ou mise en garde individuelle.	§ 2. De betrokken ondernemingen waarvan de Coördinatieceel overeenkomstig paragraaf 1 in België moet zijn gevestigd en die de contactgegevens van deze cel moeten meedelen overeenkomstig artikel 11, § 1, vergewissen zich ervan dat elk lid van deze cel een positief veiligheidsadvies heeft ontvangen, zoals bedoeld in artikel 36, § 1, 1 ^o , van de wet 11 december 1998 betreffende de classificatie, de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten, veiligheidsadviezen en de publiek gereguleerde dienst, zonder dat dit een positief veiligheidsadvies met administratieve waarschuwing of individuele waarschuwing is.
L'Institut, en sa qualité d'autorité administrative compétente, ne prend pas de décision à la suite de la réception de cet avis.	Het Instituut neemt, in de hoedanigheid van bevoegde administratieve overheid, na ontvangst van dit advies geen beslissing.
§ 3. La cellule de coordination est organisée de manière à pouvoir répondre dans le délai imparti	§ 3. De Coördinatieceel moet zodanig zijn opgezet dat binnen de gestelde termijn kan worden

aux demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques des autorités belges compétentes.	gereageerd op verzoeken van de bevoegde Belgische autoriteiten om elektronisch bewijsmateriaal te verstrekken of te bevroren.
La cellule de coordination des opérateurs qui permettent l'accès aux services d'urgence offrant de l'aide sur place, visés à l'article 107, § 1 ^{er} , de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, est disponible en permanence.	De Coördinatieceel van de operatoren die toegang verlenen tot nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, zoals bedoeld in artikel 107, § 1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, is permanent beschikbaar.
Art. 11. § 1^{er}. Les entreprises concernées suivantes ou leur cellule de coordination notifient à l'Institut, conformément aux modalités pratiques qu'il fixe, les coordonnées de contact de cette cellule que le Roi fixe, après avis des autorités de protection des données compétentes au niveau fédéral et de l'Institut, ainsi que toute modification de ces coordonnées :	Art. 11. § 1. De volgende betrokken ondernemingen of hun Coördinatieceel stellen het Instituut, overeenkomstig de door het Instituut vastgestelde praktische bepalingen, in kennis van de contactgegevens van deze cel die de Koning vaststelt, na advies van de gegevensbeschermingsautoriteiten die op federaal niveau bevoegd zijn, en het Instituut, alsmede van elke wijziging van deze gegevens:
1° les opérateurs qui sont des fournisseurs de services transnationaux et qui ont choisi de désigner comme cellule de coordination un autre point de contact que leur établissement désigné ou leur représentant légal ;	1° de operatoren die transnationale dienstenaanbieders zijn en die ervoor hebben gekozen om als Coördinatieceel een ander contactpunt aan te wijzen dan hun aangewezen vestiging of wettelijke vertegenwoordiger;
2° les opérateurs qui sont des fournisseurs de services transnationaux et dont la cellule de coordination doit être établie en Belgique conformément à l'article 10, § 1 ^{er} ;	2° de operatoren die transnationale dienstenaanbieders zijn en waarvan de Coördinatieceel overeenkomstig artikel 10, § 1, in België moet zijn gevestigd;
3° les opérateurs qui sont des fournisseurs de services nationaux et qui permettent l'accès aux services d'urgence offrant de l'aide sur place, visés à l'article 107, § 1 ^{er} , de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;	3° de operatoren die nationale dienstenaanbieders zijn en toegang verlenen tot nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, als bedoeld in artikel 107, § 1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;
4° les entreprises concernées auxquelles l'Institut a demandé de se notifier.	4° de betrokken ondernemingen aan wie het Instituut verzocht heeft zich aan te melden.
La notification visée à l'alinéa 1 ^{er} se fait dans le délai fixé par le Roi, qui ne peut être supérieur à 5 jours ouvrables à compter du premier jour ouvrable suivant, selon ce qui est applicable :	De in het eerste lid bedoelde kennisgeving geschiedt binnen de door de Koning vastgestelde termijn van ten hoogste vijf werkdagen vanaf, afhankelijk van wat van toepassing is, de eerste werkdag die volgt op:
1° la désignation de la cellule de coordination ;	1° de aanwijzing van de Coördinatieceel;
2° la modification des coordonnées de la cellule de coordination, ou ;	2° de wijziging van de contactgegevens van de leden van de Coördinatieceel, of;
3° la demande de l'Institut.	3° het verzoek van het Instituut.
L'Institut adresse à une entreprise concernée la demande visée à l'alinéa 1 ^{er} , 4°, après avoir reçu une demande dans ce sens du service désigné	Het Instituut zendt het in het eerste lid, 4°, bedoelde verzoek aan de betrokken onderneming, na ontvangst van een daartoe

par le Roi ou des services de renseignement et de sécurité. Ce service motive cette demande dans un acte interne, le cas échéant de manière succincte.	strekking verzoek van de door de Koning aangewezen dienst of van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten. Deze dienst vermeldt, in voorkomend geval op beknopte wijze, de motivering van het verzoek in een interne handeling.
L'Institut communique à une entreprise concernée à laquelle il a demandé de lui notifier les coordonnées de sa cellule de coordination, qu'elle ne doit plus le faire, lorsque le service désigné par le Roi et les services de renseignement et de sécurité ont indiqué à l'Institut qu'il n'est plus nécessaire qu'ils puissent consulter ces coordonnées.	Het Instituut meldt de betrokken onderneming aan wie het heeft verzocht om de contactgegevens van haar Coördinatiecel te verstrekken, dat dat niet langer hoeft wanneer de door de Koning aangewezen dienst en de inlichtingen- en veiligheidsdiensten het Instituut hebben meegedeeld dat het niet langer nodig is om deze contactgegevens te kunnen raadplegen.
§ 2. L'Institut peut procéder aux adaptations nécessaires des coordonnées de contact des cellules de coordination qui lui ont été notifiées afin qu'elles correspondent à la réalité, lorsque l'entreprise concernée ou cette cellule n'est pas en mesure ou en défaut d'adapter ces coordonnées.	§ 2. Het Instituut kan de aan het Instituut meegedeelde contactgegevens van de coördinatiecellen zo aanpassen dat deze overeenstemmen met de werkelijkheid, indien de betrokken onderneming of die cel deze contactgegevens niet kan aanpassen of niet heeft aangepast.
En respectant les restrictions fixées par le Roi, après avis des autorités de protection des données compétentes au niveau fédéral et de l'Institut, ce dernier permet aux autorités belges compétentes et au service désigné par le Roi de consulter les coordonnées de contact des cellules de coordination.	Met inachtneming van de beperkingen die door de Koning zijn vastgesteld, na advies van de gegevensbeschermingsautoriteiten die op federaal niveau bevoegd zijn, en het Instituut, machtigt het Instituut de bevoegde Belgische autoriteiten en de door de Koning aangewezen dienst, de contactgegevens van de coördinatiecellen te raadplegen.
L'Institut détermine les modalités pratiques de cette consultation.	Het Instituut stelt de praktische regelingen voor deze raadpleging vast.
Art. 12. Une autorité belge compétente adresse à la cellule de coordination ses demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques, sauf lorsqu'elle justifie, dans un acte interne et le cas échéant de manière succincte, que ce n'est pas opportun en raison d'un manque de fiabilité de cette cellule ou d'un de ses membres.	Art. 12. Een bevoegde Belgische autoriteit richt haar verzoeken om het verstrekken of bevroren van elektronisch bewijsmateriaal tot de Coördinatiecel, tenzij zij in een interne handeling en, in voorkomend geval op beknopte wijze, rechtvaardigt dat dit niet passend is wegens een gebrek aan betrouwbaarheid van die cel of van een van haar leden.
<u>Section 3. Règles communes aux différents types de points de contact des entreprises concernées</u>	<u>Afdeling 3. Gemeenschappelijke voorschriften voor de verschillende types contactpunten van de betrokken ondernemingen</u>
Art. 13. Plusieurs entreprises concernées peuvent constituer une cellule de coordination commune, un établissement désigné commun ou un représentant légal commun.	Art. 13. Verscheidene betrokken ondernemingen kunnen een gemeenschappelijke Coördinatiecel, een gemeenschappelijke aangewezen vestiging of een gemeenschappelijke wettelijke vertegenwoordiger oprichten.

Dans ce cas, chaque entreprise concernée prend les mesures nécessaires pour que le point de contact commun réponde aux exigences de la présente loi et soit en mesure de répondre aux demandes qui lui sont adressées.	In een dergelijk geval neemt elke betrokken onderneming de nodige maatregelen opdat dit gemeenschappelijk contactpunt voldoet aan de vereisten van deze wet en in staat is om te antwoorden op de verzoeken die eraan worden gericht.
Art. 14. Les entreprises concernées dotent leurs établissements désignés et leurs représentants légaux des pouvoirs et des ressources nécessaires pour se conformer aux demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques que les autorités compétentes des Etats membres leur adressent.	Art. 14. De betrokken ondernemingen voorzien hun aangewezen vestigingen en wettelijke vertegenwoordigers van de nodige bevoegdheden en middelen om zich te schikken naar de verzoeken voor de verstrekking of bevrozing van elektronisch bewijsmateriaal die de bevoegde autoriteiten van de lidstaten tot hen richten.
Les entreprises concernées dotent leur cellule de coordination des pouvoirs et des ressources nécessaires pour se conformer aux demandes relatives à la fourniture ou au gel de preuves électroniques que les autorités belges compétentes leur adressent.	De betrokken ondernemingen voorzien hun Coördinatieceel van de nodige bevoegdheden en middelen om zich te schikken naar de verzoeken betreffende de verstrekking of bevrozing van elektronisch bewijsmateriaal die de bevoegde autoriteiten van de lidstaten tot hen richten.
Lorsqu'une autorité belge compétente adresse une demande de fourniture ou de gel de preuves électroniques à un fabricant ou loueur de certains véhicules connectés et que ce dernier ne peut répondre à cette demande sans l'aide d'un tiers, tel un sous-traitant ou un fournisseur, ce fabricant ou ce loueur prend les mesures suivantes :	Wanneer een bevoegde Belgische autoriteit een verzoek tot het verstrekken of bevrozen van elektronisch bewijsmateriaal richt tot een fabrikant of verhuurder van bepaalde geconnecteerde voertuigen en deze laatste het verzoek niet kan beantwoorden zonder de hulp van een derde, zoals een onderaannemer of leverancier, neemt die fabrikant of verhuurder de volgende maatregelen:
1° soit sa cellule de coordination obtient l'aide de ce tiers de manière à pouvoir répondre à la demande de l'autorité, ou ;	1° ofwel wordt zijn Coördinatieceel door die derde partij bijgestaan om op het verzoek van de autoriteit te kunnen antwoorden, of;
2° soit il fait en sorte que ce tiers dispose d'une cellule de coordination conforme aux exigences de la présente loi.	2° hij zorgt ervoor dat die derde een Coördinatieceel heeft die aan de eisen van deze wet voldoet.
Art. 15. § 1^{er}. L'établissement désigné établi en Belgique et le représentant légal qui y réside coopèrent avec les autorités compétentes des Etats membres lorsqu'ils reçoivent des demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques qu'elles leur adressent, conformément au cadre légal applicable.	Art. 15. § 1. De aangewezen vestiging die in België is gevestigd en de wettelijke vertegenwoordiger die daar verblijft, werken samen met de bevoegde autoriteiten van de lidstaten wanneer zij verzoeken voor de verstrekking of bevrozing van elektronisch bewijsmateriaal van hen ontvangen, overeenkomstig het toepasselijke rechtskader.
La cellule de coordination coopère avec les autorités belges compétentes lorsqu'elle reçoit de ces dernières de telles demandes et ce, conformément au cadre juridique applicable desdites autorités.	De Coördinatieceel werkt samen met de bevoegde Belgische autoriteiten wanneer zij dergelijke verzoeken ontvangt van hen, overeenkomstig het toepasselijke rechtskader van die autoriteiten.

<p>§ 2. Les personnes physiques que l'entreprise concernée charge d'examiner les demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques ou d'y répondre, et les préposés leur apportant une aide technique, sont soumis au secret professionnel. Ces personnes physiques ne communiquent à ces préposés que les données strictement nécessaires pour obtenir cette aide.</p>	<p>§ 2. Natuurlijke personen die door de betrokken onderneming belast zijn met het onderzoeken of het beantwoorden van verzoeken tot het verstrekken of bevrozen van elektronisch bewijsmateriaal, alsmede de aangestelden die hen technische bijstand verlenen, zijn onderworpen aan het beroepsgeheim. Deze natuurlijke personen delen aan deze aangestelden enkel de gegevens mee die strikt noodzakelijk zijn om die bijstand te krijgen.</p>
<p>Chaque entreprise concernée dont le point de contact répond à une demande de fourniture ou de gel de preuves électroniques d'une autorité belge compétente veille à la confidentialité des données traitées lors de l'examen de cette demande ou de sa réponse.</p>	<p>Elke betrokken onderneming waarvan het contactpunt een verzoek beantwoordt van een bevoegde Belgische autoriteit om elektronisch bewijsmateriaal te verstrekken of te bevrozen, waarborgt de vertrouwelijkheid van de gegevens die bij het onderzoek van dat verzoek of het antwoord erop worden verwerkt.</p>
<p>§ 3. Tant l'établissement désigné, le représentant légal et la cellule de coordination que l'entreprise concernée sont tenus solidairement responsables du non-respect d'obligations découlant du cadre légal applicable lors de la réception de demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques, de sorte que chacun d'entre eux peut être soumis à des sanctions en cas de manquement de l'un d'entre eux.</p>	<p>§ 3. Zowel de aangewezen vestiging, de wettelijke vertegenwoordiger en de Coördinatiecel als de betrokken onderneming zijn gezamenlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de niet-naleving van de uit het toepasselijke rechtskader voortvloeiende verplichtingen bij de ontvangst van verzoeken tot het verstrekken of bevrozen van elektronisch bewijsmateriaal, zodat elk van hen kan worden onderworpen aan sancties in geval van niet-nakoming door een van hen.</p>
<p>La responsabilité solidaire ne s'applique pas aux actions ou omissions de l'entreprise concernée, de l'établissement désigné, du représentant légal ou de la cellule de coordination, qui constituent une infraction pénale en droit belge.</p>	<p>Er geldt geen gezamenlijke en hoofdelijke aansprakelijkheid voor het handelen of niet-handelen van de betrokken onderneming, de aangewezen vestiging, de wettelijke vertegenwoordiger of de Coördinatiecel, indien die een strafbaar feit vormen volgens Belgisch recht.</p>
<p>L'entreprise concernée, d'une part, et l'établissement désigné, le représentant légal ou la cellule de coordination, d'autre part, ne peuvent invoquer l'absence de procédures internes appropriées entre eux pour justifier le non-respect des demandes visées à l'alinéa 1^{er} ou des obligations du présent chapitre et du chapitre 7.</p>	<p>De betrokken onderneming, enerzijds, en de aangewezen vestiging, wettelijke vertegenwoordiger of Coördinatiecel, anderzijds, mogen het ontbreken van passende interne procedures tussen hen niet aanvoeren als rechtvaardiging voor de niet-naleving van de in het eerste lid bedoelde verzoeken of van de verplichtingen van dit hoofdstuk en hoofdstuk 7.</p>
<p>CHAPITRE 3. Modalités de l'obligation de collaboration légale et mise en œuvre du règlement relatif aux preuves électroniques</p>	<p>HOOFDSTUK 3. Nadere bepalingen van de wettelijke medewerkingsplicht en tenuitvoerlegging van de verordening inzake elektronisch bewijsmateriaal</p>
<p>Art. 16 Le Roi peut déterminer, après avis des autorités fédérales compétentes pour la protection des données et de l'Institut, les règles régissant la collaboration entre, d'une part, les</p>	<p>Art. 16 De Koning kan, na advies van de bevoegde federale gegevensbeschermingsautoriteiten en het Instituut, de regels vaststellen voor de</p>

entreprises concernées ou certaines catégories d'entre elles et, d'autre part, le service désigné par le Roi et les autorités belges compétentes ou certaines d'entre elles, concernant les modalités pratiques pour la fourniture des preuves électroniques et leur gel.	samenwerking tussen de betrokken ondernemingen of bepaalde categorieën ervan enerzijds en de door de Koning aangewezen dienst en de bevoegde Belgische autoriteiten of een deel daarvan anderzijds, met betrekking tot de praktische regelingen voor de verstrekking van elektronisch bewijsmateriaal en de bevrozing ervan.
Le non-respect par une entreprise concernée de l'arrêté royal est puni par les sanctions prévues à l'article 655 ou à l'article 656 du nouveau Code pénal.	De niet-naleving van het koninklijk besluit door een betrokken onderneming wordt bestraft met de in artikel 655 of artikel 656 van het nieuwe Strafwetboek bedoelde sancties.
Art. 17. Les autorités d'émission au sens de l'article 3, 15), du Règlement relatif aux preuves électroniques sont :	Art. 17. De uitvaardigende autoriteiten in de zin van artikel 3, 15) van de Verordening inzake elektronisch bewijsmateriaal zijn:
[sera complété ultérieurement]	[zal later worden aangevuld]
L'autorité chargée de la mise en œuvre au sens de l'article 3, 17), du règlement relatif aux preuves électroniques est [sera complété ultérieurement].	De uitvoerende autoriteit in de zin van artikel 3, 17), van de verordening inzake elektronisch bewijsmateriaal is [zal later worden aangevuld].
CHAPITRE 4. Dispositions modificatrices et transitoires	HOOFDSTUK 4. Wijzigings- en overgangsbepalingen
Section 1^{er}. Modification de la loi 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges	Afdeling 1. Wijzigingen aan de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector
Art. 18. L'article 1 ^{er} /1 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges, remplacé par la loi du 21 décembre 2021 et modifié par la loi du 26 avril 2024, est complété par le 3 ^o rédigé comme suit :	Art. 18. Artikel 1/1 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, vervangen bij de wet van 21 december 2021 en gewijzigd bij de wet van 26 april 2024, wordt aangevuld met de bepaling onder 3 ^o , luidende:
« 3 ^o la directive (UE) 2023/1544 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 établissant des règles harmonisées concernant la désignation d'établissements désignés et de représentants légaux aux fins de l'obtention de preuves électroniques dans le cadre des procédures pénales. ».	"3 ^o Richtlijn (EU) 2023/1544 van het Europees Parlement en de Raad van 12 juli 2023 tot vaststelling van geharmoniseerde regels inzake de aanwijzing van aangewezen vestigingen en de aanstelling van wettelijke vertegenwoordigers ten behoeve van de vergaring van elektronisch bewijsmateriaal in strafprocedures."
Art. 19. Dans l'article 14, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 26 avril 2024, les modifications suivantes sont apportées :	Art. 19. Artikel 14, § 1 ^{er} , eerste lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 april 2024, worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1 ^o le mot "et" est supprimé entre les mots « en ce qui concerne l'article XI.216/2, § 2, du Code	1 ^o het woord "en" wordt opgeheven tussen de woorden "wat betreft artikel XI.216/2, § 2, van

de droit économique, » et les mots « en ce qui concerne les services postaux et les réseaux postaux publics tels que définis à l'article 2 de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux » ;	het Wetboek van economisch recht,“ en de woorden “met betrekking tot de postdiensten en openbare postnetwerken zoals gedefinieerd door artikel 2 van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten”;
2° les mots « et en ce qui concerne les fournisseurs de services, les opérateurs de réseaux et les fabricant et loueurs de certains véhicules connectés » sont insérés après les mots « en ce qui concerne les services postaux et les réseaux postaux publics tels que définis à l'article 2 de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux » ;	2° de woorden “en wat betreft de dienstaanbieders, de netwerkoperatoren en de fabrikanten en verhuurders van bepaalde geconnecteerde voertuigen” worden ingevoegd na de woorden “met betrekking tot de postdiensten en openbare postnetwerken zoals gedefinieerd door artikel 2 van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten”;
3° le 3° est complété par le n), rédigé comme suit :	3° de 3° wordt aangevuld met de bepaling onder n), luidende:
« n) la loi [intitulé de la nouvelle loi] ; ».	“n) de wet [titel van de nieuwe wet];”.
Art. 20. A l'article 21, § 5, de la même loi, modifié par la loi du 20 juillet 2022, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1 ^{er} et 2 :	Art. 20. In artikel 21, § 5, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2022, worden, tussen het eerste en het tweede lid twee leden ingevoegd, luidende:
« Par dérogation à l'alinéa 1 ^{er} et pour l'application de la loi du [...] et de ses mesures d'exécution, le montant maximal de l'amende est le suivant :	“In afwijking van het eerste lid en voor de toepassing van de wet van [...] en de bijbehorende uitvoeringsbesluiten, bedraagt de boete maximaal:
1° pour les personnes qui ne développent pas d'activités leur faisant réaliser un chiffre d'affaires : 1.000.000 euros pour les personnes morales et 10.000 euros pour les personnes physiques ;	1° voor personen die geen activiteiten ontwikkelen waarmee een omzet wordt behaald: 1.000.000 euro voor rechtspersonen en 10.000 euro voor natuurlijke personen;
2° pour les personnes qui réalisent un chiffre d'affaires: [2]% du chiffre d'affaires mondial annuel.	2° voor personen die een omzet behalen: [2]% van de jaarlijkse wereldwijde omzet.
Par dérogation à l'alinéa 1 ^{er} et pour l'application de cette même loi et de ses mesures d'exécution, le montant maximal de l'astreinte par jour de retard est le suivant :	In afwijking van het eerste lid en voor de toepassing van diezelfde wet en de bijbehorende uitvoeringsbesluiten, bedraagt de dwangsom maximaal per dag van vertraging:
1° pour les personnes qui ne développent pas d'activités leur faisant réaliser un chiffre d'affaires : 100.000 euros pour les personnes morales et 1.000 euros pour les personnes physiques ;	1° voor personen die geen activiteiten ontwikkelen waarmee een omzet wordt behaald: 100 000 euro voor rechtspersonen en 1.000 euro voor natuurlijke personen;
2° pour les personnes qui réalisent un chiffre d'affaires : [2] % du chiffre d'affaires mondial journalier moyen. ».	2° voor personen die een omzet behalen: [2]% van de gemiddelde wereldwijde omzet per dag.”.

Section 2. Modification de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques	Afdeling 2. Wijziging aan de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie
<p>Art. 21. A l'article 122, § 5, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, remplacé par la loi du 20 juillet 2022, les mots « visée à l'article 127/3 » sont remplacés par les mots « , de son représentant légal, de son établissement désigné ou de l'établissement en Belgique tels que visés dans la loi [à compléter] ».</p>	<p>Art. 21. In artikel 122, § 5, van de wet van 13 juni betreffende de elektronische communicatie, vervangen bij de wet van 20 juli 2022, worden de woorden "bedoeld in artikel 127/3" vervangen door de woorden ", zijn wettelijke vertegenwoordiger, zijn aangewezen vestiging of de vestiging in België zoals bedoeld in de wet [aan te vullen]."</p>
<p>Art. 22. A l'article 123, § 4, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 20 juillet 2022, les mots « visée à l'article 127/3 » sont remplacés par les mots « , le représentant légal, l'établissement désigné ou l'établissement en Belgique de l'opérateur, tels visés dans la loi [à compléter] ».</p>	<p>Art. 22. In artikel 123, § 4, eerste lid van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 20 juli 2022, worden de woorden "bedoeld in artikel 127/3" vervangen door de woorden ", de wettelijke vertegenwoordiger, de aangewezen vestiging of de vestiging in België zoals bedoeld in de wet [aan te vullen]".</p>
<p>Art. 23. A l'article 127 de la même loi, remplacé par la loi du 20 juillet 2022, les modifications suivantes sont apportées :</p>	<p>Art. 23. In artikel 127 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 20 juli 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:</p>
<p>1°) dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « Par dérogation à l'alinéa 2 » sont remplacés par les mots « Par dérogation à l'alinéa 1^{er} » ;</p>	<p>1°) in het tweede lid van paragraaf 3 wordt de woorden "In afwijking van het tweede lid" vervangen door de woorden "In afwijking van het eerste lid";</p>
<p>2°) dans le paragraphe 7, les modifications suivantes sont apportées :</p>	<p>2°) in paragraaf 7 worden de volgende wijzigingen aangebracht:</p>
<p>a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :</p>	<p>a) het eerste lid wordt vervangen als volgt:</p>
<p>« § 7. Sans préjudice de l'article 126, lorsqu'un opérateur identifie l'abonné qui est une personne physique à l'aide d'une méthode d'identification directe qui permet de collecter son numéro de registre national de manière fiable, il conserve ce numéro, son nom et son prénom. » ;</p>	<p>"§ 7. Bij de identificatie van een abonnee die een natuurlijke persoon is, aan de hand van een directe identificatiemethode waarbij diens rijksregisternummer op betrouwbare wijze kan worden vergaard, bewaart de operator onverminderd artikel 126 dat nummer, de naam en de voornaam van de abonnee."</p>
<p>3°) dans l'alinéa 2, les mots « lorsqu'un opérateur identifie l'abonné à partir d'un autre document que la carte d'identité électronique belge ou au moyen d'une autre méthode d'identification directe que la présentation d'un document d'identification, il conserve parmi les données suivantes » sont remplacés par les mots « lorsque l'alinéa 1^{er} n'est pas applicable, l'opérateur conserve parmi les données suivantes ».</p>	<p>3°) in het tweede lid worden de woorden "bewaart de operator, bij het identificeren van de abonnee via een ander document dan de Belgische elektronische identiteitskaart of aan de hand van een andere directe identificatiemethode dan de overlegging van een identificatiedocument, tussen de volgende gegevens," vervangen door de woorden "wanneer het eerste lid niet van toepassing is, bewaart de operator van de volgende gegevens".</p>
<p>Art. 24. A l'article 127/2, § 3, 4^o, de la même loi, inséré par la loi du 20 juillet 2022, les mots « visée à l'article 127/3, § 1^{er} » sont remplacés</p>	<p>Art. 24. In artikel 127/2, § 3, 4^o, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2022, worden de woorden "bedoeld in artikel 127/3,</p>

par les mots « , du représentant légal, de l'établissement désigné ou de l'établissement en Belgique tels que visés dans la loi [à compléter]».	§ 1" remplacer par de woorden ", van de wettelijke vertegenwoordiger, de aangewezen vestiging of de vestiging in België, zoals bedoeld in de wet van [aan te vullen]".
Art. 25. Dans l'article 127/3 de la même loi, inséré par la loi du 20 juillet 2022, les paragraphes 1 ^{er} , 2 et 4 sont abrogés.	Art. 25. In artikel 127/3 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2022, worden de paragrafen 1, 2 en 4 opgeheven.
Art. 26. Dans l'article 145, § 1 ^{er} , de la même loi, les mots « ,127/2 et 127/3 » sont remplacés par les mots « et 127/2 ».	Art. 26. In artikel 145, § 1, van dezelfde wet worden de woorden ", 127/2 en 127/3" vervangen door de woorden "en 127/2".
Section 3. Dispositions transitoires	Afdeling 3. Overgangsbepalingen
Art. 27. Les fournisseurs de services transnationaux qui proposent des services dans l'Union au 18 février 2026 désignent des établissements désignés ou des représentants légaux au plus tard le 18 août 2026.	Art. 27. De transnationale dienstverleners die op 18 februari 2026 in de Unie diensten aanbieden, wijzen uiterlijk op 18 augustus 2026 aangewezen vestigingen of wettelijke vertegenwoordigers aan.
Les entreprises concernées qui, au jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, proposent des services en Belgique ou mettent des véhicules connectés sur le marché belge, désignent leur cellule de coordination dans les 6 mois à compter de cette entrée en vigueur.	De betrokken ondernemingen die op de dag van de inwerkingtreding van deze wet diensten aanbieden in België of geconnecteerde voertuigen op de Belgische markt brengen, wijzen hun Coördinatiecel aan binnen zes maanden na de inwerkingtreding van deze wet.
Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur belge.	Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.
Donné à Bruxelles, le	Gegeven te Brussel,
PHILIPPE	FILIP
Par le Roi :	Van Koningswege:
La Ministre de l'Action et de la Modernisation publiques,	De Minister van Modernisering van de Overheid,
Vanessa MATZ	Vanessa MATZ

La Ministre de la Justice,	De Minister van Justitie,
Annelies VERLINDEN	Annelies VERLINDEN
Le Ministre de la Défense,	De Minister van Defensie,
Theo FRANCKEN	Theo FRANCKEN
Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,	De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
Bernard QUINTIN	Bernard QUINTIN

ROYAUME DE BEGIQUE	KONINKRIJK BELGIE
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE
MINISTERE DE LA DEFENSE	MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING
SERVICE PUBLIC FEDERAL INTÉRIEUR	FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN
Avant-projet de loi relative aux points de contact de certaines entreprises qui sont chargés de répondre aux demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques des autorités et mettant en œuvre le règlement relatif aux preuves électroniques	Voorontwerp van wet betreffende de contactpunten van bepaalde ondernemingen die zijn belast met het beantwoorden van de verzoeken om verstrekking of bevrozing van elektronisch bewijsmateriaal van de overheden en tot tenuitvoerbrenging van de verordening inzake elektronisch bewijsmateriaal
EXPOSÉ DES MOTIFS	MEMORIE VAN TOELICHTING
EXPOSÉ GÉNÉRAL	ALGEMENE TOELICHTING
<u>1. Le paquet relatif aux preuves électroniques (« e-evidence ») de l'Union européenne</u>	<u>1. Het pakket met betrekking tot het elektronisch bewijsmateriaal ("e-evidence") van de Europese Unie</u>
En 2023, l'Union européenne s'est doté du paquet relatif aux preuves électroniques (en anglais « e-evidence »), qui est composé :	In 2023 heeft de Europese Unie het pakket inzake elektronisch bewijsmateriaal ("e-evidence" in het Engels) aangenomen, dat bestaat uit:
- du Règlement (UE) 2023/1543 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 relatif aux injonctions européennes de production et aux injonctions européennes de conservation concernant les preuves électroniques dans le cadre des procédures pénales et aux fins de l'exécution de peines privatives de liberté prononcées à l'issue d'une procédure pénale (ci-après le règlement relatif aux preuves électroniques, qui est connu en anglais sous la dénomination « e-evidence Regulation »), et	- Verordening (EU) 2023/1543 van het Europees Parlement en de Raad van 12 juli 2023 betreffende het Europees verstrekingsbevel en het Europees bewaringsbevel voor elektronisch bewijsmateriaal in strafzaken en de tenuitvoerlegging van vrijheidsstraffen als gevolg van een strafprocedure (hierna "de verordening inzake elektronisch bewijsmateriaal", in het Engels bekend als "E-evidence Regulation"), en

<ul style="list-style-type: none"> - de la Directive (UE) 2023/1544 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 établissant des règles harmonisées concernant la désignation d'établissements désignés et de représentants légaux aux fins de l'obtention de preuves électroniques dans le cadre des procédures pénales (ci-après la directive relative aux preuves électroniques, qui est connue en anglais sous la dénomination « e-evidence Directive »). 	<ul style="list-style-type: none"> - Richtlijn (EU) 2023/1544 van het Europees Parlement en de Raad van 12 juli 2023 tot vaststelling van geharmoniseerde regels inzake de aanwijzing van aangewezen vestigingen en de aanstelling van wettelijke vertegenwoordigers ten behoeve van de vergaring van elektronisch bewijsmateriaal in strafprocedures (hierna de "de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal", in het Engels bekend als "E-evidence Directive").
<p>L'idée générale du règlement relatif aux preuves électroniques est de permettre à une autorité d'un Etat membre, qui agit dans le cadre d'une procédure pénale, de demander des preuves électroniques directement à un fournisseur de services qui est établi dans un autre Etat membre.</p>	<p>Het algemene idee van de verordening inzake elektronisch bewijsmateriaal is dat een autoriteit van een lidstaat die in een strafprocedure optreedt, rechtstreeks elektronisch bewijsmateriaal kan opvragen bij een in een andere lidstaat gevestigde dienst aanbieder.</p>
<p>La directive relative aux preuves électroniques prévoit des règles relatives à la désignation par le fournisseur de services d'un établissement désigné ou d'un représentant légal pour la réception, le respect et l'exécution des décisions et des injonctions visant à obtenir des preuves électroniques dans le cadre de procédures pénales, ces décisions et injonctions étant émises par les autorités compétentes des États membres conformément :</p>	<p>De richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal stelt regels vast voor de aanwijzing door de dienst aanbieder van een aangewezen vestiging of de aanstelling van een wettelijke vertegenwoordiger voor de ontvangst, naleving en tenuitvoerlegging van beslissingen en bevelen om in strafprocedures elektronisch bewijsmateriaal te verkrijgen, waarbij dergelijke beslissingen en bevelen door de bevoegde autoriteiten van de lidstaten worden uitgevaardigd overeenkomstig:</p>
<ul style="list-style-type: none"> - au règlement relatif aux preuves électroniques ; 	<ul style="list-style-type: none"> - de verordening inzake elektronisch bewijsmateriaal;
<ul style="list-style-type: none"> - à la Directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Richtlijn 2014/41/EU van het Europees Parlement en de Raad van 3 april 2014 betreffende het Europees onderzoeksbevel in strafzaken;
<ul style="list-style-type: none"> - à la Convention établie par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne, relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne ; 	<ul style="list-style-type: none"> - de Overeenkomst die door de Raad is opgesteld overeenkomstig artikel 34 van het Verdrag betreffende de Europese Unie, op het stuk van de wederzijdse rechtshulp in strafzaken tussen de lidstaten van de Europese Unie;
<ul style="list-style-type: none"> - au droit national lorsque le représentant légal ou l'établissement désigné du fournisseur de services est établi ou réside sur le territoire de l'État membre où se trouve l'autorité qui a émis cette décision ou injonction. 	<ul style="list-style-type: none"> - het nationale recht, wanneer de wettelijke vertegenwoordiger of de aangewezen vestiging van de dienst aanbieder is gevestigd of verblijft op het grondgebied van de lidstaat waar de autoriteit die deze beslissing of dit bevel heeft uitgevaardigd, is gevestigd.

<p>Il en résulte que la directive relative aux preuves électroniques vise à faciliter la mise en œuvre du règlement du même nom mais qu'elle a une portée plus large.</p>	<p>Als gevolg daarvan beoogt de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal de tenuitvoerlegging van de gelijknamige verordening te vergemakkelijken, maar heeft zij een ruimer toepassingsgebied.</p>
<p>La directive relative aux preuves électroniques vise les décisions et injonctions aux fins de l'obtention de preuves électroniques (voir par exemple l'article 1.1). Le présent projet de loi précise que l'on vise par là une demande d'une autorité envers une entreprise concernée de lui fournir des preuves électroniques ou de les geler. En cas de gel de ces preuves, en principe, l'autorité demandera (ultérieurement) qu'elles lui soient fournies.</p>	<p>De richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal beoogt de beslissingen en bevelen ten behoeve van het verkrijgen van elektronisch bewijsmateriaal (zie bijv. artikel 1.1). In het onderhavige wetsontwerp wordt verduidelijkt dat dit betrekking heeft op een verzoek van een autoriteit aan een betrokken onderneming om hem elektronisch bewijsmateriaal te verstrekken of te bevriezen. In het geval van bevrozing van dergelijk bewijsmateriaal zal de autoriteit (later) om de verstrekking ervan verzoeken.</p>
<p>Le projet de loi vise la fourniture de preuves électroniques, étant donné qu'en Belgique les entreprises concernées ne peuvent pas donner accès aux autorités (belges ou étrangères) à leurs bases de données pour leur permettre d'obtenir des données ou le gel de ces données. Il n'y a que (les officiers de police judiciaire de) l'IBPT qui a/ont accès à une base de données d'un opérateur, conformément aux dispositions applicables. Mais cet accès vise exclusivement à contrôler le respect par cet opérateur de ses obligations légales en matière de conservation de données (voir les articles 15 et 25/1 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges).</p>	<p>Het wetsontwerp beoogt de verstrekking van elektronisch bewijsmateriaal, aangezien de betrokken ondernemingen in België de (Belgische of buitenlandse) autoriteiten geen toegang kunnen verlenen tot hun databanken om hen in staat te stellen gegevens te verkrijgen of te bevriezen. Enkel (de officieren van gerechtelijke politie van) het BIPT (hebben) heeft toegang tot de databank van een operator, overeenkomstig de toepasselijke bepalingen. Deze toegang is echter uitsluitend bedoeld om na te gaan of deze operator zijn wettelijke verplichtingen met betrekking tot het bewaren van gegevens naleeft (zie de artikelen 15 en 25/1 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector).</p>
<p>Alors que la directive vise les « décisions et injonctions », l'avant-projet de loi vise les « demandes », étant donné que seules les demandes contraignantes doivent être prises en compte. Le choix du mot « demandes » permet de simplifier le texte et de ne pas rentrer dans les détails de la qualification juridique de la demande, qui peut porter un nom différent selon la loi organique de l'autorité belge compétente concernée (ex. réquisitoire, réquisition, requête, etc.).</p>	<p>Terwijl de richtlijn de "beslissingen en bevelen" beoogt, beoogt het voorontwerp van wet de "verzoeken", aangezien alleen de dwingende verzoeken in overweging moeten worden genomen. De keuze voor het woord "verzoeken" maakt het mogelijk de tekst te vereenvoudigen en niet in te gaan op de details van de juridische kwalificatie van het verzoek, die afhankelijk van de organieke wet van de betrokken bevoegde Belgische autoriteit een andere naam kan hebben (bijv. vordering, opvordering, verzoekschrift, enz.).</p>

<p>Le présent avant-projet de loi utilise une terminologie différente de celle utilisée dans le règlement relatif aux preuves électroniques. Les injonctions de conservation concernant les preuves électroniques qui sont visées dans ce règlement correspondent aux demandes de gel de preuves électroniques dans l'avant-projet de loi. Le choix d'une autre terminologie que celle employée dans le règlement s'explique par le fait qu'une injonction de conservation nécessite des explications et n'est donc pas autoportante. En effet, dans certains cas, l'entreprise conserve déjà les données sur lesquelles l'injonction porte, de sorte que cette injonction signifie en pratique non pas un ordre de conserver des données mais de prolonger la conservation de ces dernières. Par ailleurs, le gel des données (« data freeze » en anglais) est un concept bien connu des entreprises et des autorités.</p>	<p>Het onderhavige voorontwerp van wet gebruikt een andere terminologie dan in de verordening inzake elektronisch bewijsmateriaal. De bewaringsbevelen betreffende het elektronisch bewijsmateriaal die onder deze verordening vallen, komen overeen met de verzoeken om bevrozing van elektronisch bewijsmateriaal in het voorontwerp van wet. De keuze voor een andere terminologie dan die welke in de verordening wordt gebruikt, wordt verklaard door het feit dat een bewaringsbevel moet worden toegelicht en derhalve niet zelfdragend is. In sommige gevallen bewaart de onderneming immers reeds de gegevens waarop het bevel betrekking heeft, zodat het bevel in de praktijk niet betekent dat de gegevens moeten worden bewaard, maar dat de bewaring ervan moet worden verlengd. Bovendien is het bevrozen van gegevens ("data freeze" in het Engels) een concept dat ondernemingen en autoriteiten goed kennen.</p>
<p>Les injonctions de production concernant les preuves électroniques qui sont visées dans ce règlement correspondent aux demandes de fourniture de preuves électroniques. Cette dernière terminologie est plus simple et correspond mieux à la terminologie utilisée dans la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (voir par exemple l'article 127/3, § 1^{er}).</p>	<p>De in deze verordening bedoelde bevelen tot verstrekking van elektronisch bewijsmateriaal komen overeen met de verzoeken tot het verstrekken van elektronisch bewijsmateriaal. Deze laatste terminologie is eenvoudiger en komt beter overeen met de terminologie die wordt gebruikt in de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (zie bijvoorbeeld artikel 127/3, § 1).</p>
<p>2. Objets du présent projet de loi</p>	<p>2. Voorwerpen van dit wetsontwerp</p>
<p>Le présent projet de loi a les objets suivants.</p>	<p>Het voorontwerp van wet handelt over het volgende.</p>
<p>Il prévoit des règles relatives aux points de contact de certaines entreprises qui sont chargés de répondre aux demandes des autorités de fourniture ou de gel de preuves électroniques (voir les chapitres 1, 2, et 4). A cet égard, le projet de loi transpose la directive relative aux preuves électroniques. Il prévoit également des règles qui s'appliquent pour certains cas de figure qui tombent en dehors du champ d'application de cette directive.</p>	<p>Het bevat voorschriften voor de contactpunten van bepaalde ondernemingen die belast zijn met het beantwoorden van de verzoeken van de autoriteiten om elektronisch bewijsmateriaal te verstrekken of te bevrozen (zie de hoofdstukken 1, 2, et 4). In dit verband zet het wetsontwerp de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal om. Het voorziet ook in regels die van toepassing zijn in bepaalde gevallen die buiten het toepassingsgebied van deze richtlijn vallen.</p>
<p>Le présent projet de loi met en œuvre le règlement relatif aux preuves électroniques (voir chapitre 3).</p>	<p>Met dit wetsontwerp wordt uitvoering gegeven aan de verordening inzake elektronisch bewijsmateriaal (zie hoofdstuk 3).</p>

<p>Finalemment, le présent projet de loi modifie la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques pour apporter des corrections à certaines dispositions introduites dans cette loi par la loi du 20 juillet 2022 relative à la collecte et à la conservation des données d'identification et des métadonnées dans le secteur des communications électroniques et à la fourniture de ces données aux autorités (loi connue comme la loi « conservation des données ») (voir chapitre 4, section 2).</p>	<p>Tot slot wijzigt dit wetsontwerp de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie ter correctie van een aantal bepalingen die in deze wet zijn opgenomen bij de wet van 20 juli 2022 betreffende het verzamelen en het bewaren van de identificatiegegevens en van metagegevens in de sector van de elektronische communicatie en de verstrekking ervan aan de autoriteiten (de "gegevensbewaringswet") (zie hoofdstuk 4, afdeling 2).</p>
<p><u>3. Points de contact de certaines entreprises qui sont chargés de répondre aux demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques des autorités</u></p>	<p><u>3. Contactpunten van bepaalde ondernemingen die zijn belast met het beantwoorden van de verzoeken om verstrekking of bevrozing van elektronisch bewijsmateriaal van de autoriteiten</u></p>
<p><u>3.1 Dispositions de droit belge déjà existantes</u></p>	<p><u>3.1 Reeds bestaande Belgische wettelijke bepalingen</u></p>
<p>Les dispositions de droit belges actuelles concernant le point de contact d'entreprises qui est chargé de répondre à une demande d'une autorité belge compétente de fournir des preuves électroniques ou de les geler sont les suivantes :</p>	<p>De huidige Belgische wettelijke bepalingen betreffende het contactpunt van ondernemingen dat verantwoordelijk is voor het beantwoorden van een verzoek van een bevoegde Belgische autoriteit om elektronisch bewijsmateriaal te verstrekken of te bevrozen, zijn de volgende:</p>
<p>- L'article 127/3 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, son paragraphe 1^{er} prévoyant ce qui suit : « Auprès de chaque opérateur est constituée une Cellule de coordination, chargée de fournir aux autorités légalement habilitées, à leur demande, des données de communications électroniques. » ;</p>	<p>- Artikel 127/3, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie aangezien zijn paragraaf 1 het volgende bepaalt: "Bij elke operator wordt een Coördinatie-cel opgericht, belast met het verstrekken aan de wettelijk bevoegde autoriteiten, op hun verzoek, van de elektronische-communicatiegegevens.";</p>
<p>- L'article 2 de l'arrêté royal du 9 janvier 2003 déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes judiciaires concernant les communications électroniques (exécution de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques et du Code d'instruction criminelle), qui impose à chaque opérateur de communications électroniques de mettre en place une "Cellule de coordination de la Justice" ;</p>	<p>- Artikel 2 van het koninklijk besluit van 9 januari 2003 houdende modaliteiten voor de wettelijke medewerkingsplicht bij gerechtelijke vorderingen met betrekking tot elektronische communicatie (tenuitvoerlegging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en het Wetboek van Strafvordering), waarin elke operator van elektronische communicatie wordt verplicht een "Coördinatiecel Justitie" op te richten;</p>

<p>- L'article 2 de l'arrêté royal du 12 octobre 2010 déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes concernant les communications électroniques par les services de renseignement et de sécurité (exécution de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques et de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité), qui permet aux services de renseignement et de sécurité d'adresser leur demande de preuves électroniques à la Cellule de coordination de la Justice.</p>	<p>- Artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 houdende de nadere regels voor de wettelijke medewerkingsplicht bij vorderingen door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten met betrekking tot elektronische communicatie (uitvoering van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst), dat de inlichtingen- en veiligheidsdiensten in staat stelt hun verzoek om elektronisch bewijsmateriaal aan de Coördinatiecel Justitie te richten.</p>
<p>Ces différentes règles doivent être revues en profondeur pour transposer la directive relative aux preuves électroniques.</p>	<p>Deze verschillende regels moeten grondig worden herzien om de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal om te zetten.</p>
<p>Certaines idées qui se trouvent dans ces différentes règles ont été reprises dans le présent projet de loi.</p>	<p>Een aantal van de ideeën die in deze verschillende regels zijn vervat, werden in dit wetsontwerp verwerkt.</p>
<p><u>3.2. La nécessité d'être plus large que la directive relative aux preuves électroniques</u></p>	<p><u>3.2. De noodzaak om breder te zijn dan de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal</u></p>
<p><u>Le champ d'application de la directive relative aux preuves électroniques</u></p>	<p><u>Het toepassingsgebied van de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal</u></p>
<p>Il ressort de cette directive que sont exclus de son champ d'application :</p>	<p>Uit die richtlijn volgt dat deze zaken van het toepassingsgebied zijn uitgesloten:</p>
<p>- les fournisseurs de services établis sur le territoire d'un seul Etat membre et fournissant exclusivement leurs services sur ce territoire (voir article 1.5 de cette directive), qui sont désignés dans le projet de loi comme « les fournisseurs de services nationaux » (voir article 2, 5) du projet de loi);</p>	<p>- de dienstaanbieders gevestigd op het grondgebied van een enkele lidstaat die hun diensten uitsluitend op dat grondgebied aanbieden (zie artikel 1.5 van deze richtlijn), aangeduid in het wetsontwerp als "nationale dienstaanbieders" (zie artikel 2.5 van het wetsontwerp);</p>
<p>- les demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques par des autorités en dehors du cadre de procédures pénales (comme les demandes des services de renseignement et de sécurité).</p>	<p>- de verzoeken om verstrekking of bevrozing van elektronisch bewijsmateriaal door autoriteiten buiten de strafprocedures (zoals verzoeken van inlichtingen- en veiligheidsdiensten).</p>
<p>Alors que ces exclusions ont du sens dans le cadre de cette directive, elles ne sont pas justifiées dans le cadre du présent projet de loi, qui a vocation à couvrir tous les cas de figure rencontrés en Belgique. Ainsi, ces exclusions ne se trouvent pas dans les dispositions de droit belge existantes en matière de point de contact (voir point 3.1).</p>	<p>Hoewel deze uitsluitingen in het kader van deze richtlijn zinvol zijn, zijn zij niet gerechtvaardigd in het kader van dit wetsontwerp, dat alle situaties in België wil bestrijken. Deze uitsluitingen zijn dus niet terug te vinden in de bestaande bepalingen van het Belgische recht inzake contactpunten (zie punt 3.1).</p>

<p>Alors que l'on comprend que la directive exclut de son champ d'application les fournisseurs de services nationaux (vu que plusieurs Etats membres ne sont pas concernés), il est tout à fait possible que des autorités belges compétentes doivent adresser une demande de preuves électroniques à un fournisseur de services national, à savoir un fournisseur qui est exclusivement actif en Belgique. Il est dès lors nécessaire de prévoir les règles adéquates en la matière.</p>	<p>Hoewel het duidelijk is dat de richtlijn nationale dienstverleners uitsluit van het toepassingsgebied (aangezien het niet om verschillende lidstaten gaat), is het heel goed mogelijk dat de bevoegde Belgische autoriteiten een verzoek om elektronisch bewijsmateriaal moeten richten aan een nationale dienstverlener, namelijk een dienstverlener die uitsluitend in België actief is. Het is derhalve noodzakelijk passende regels op dit gebied vast te stellen.</p>
<p>Alors que l'on comprend que la directive se limite aux procédures pénales, le présent projet ne peut pas s'y limiter. En effet, il n'est pas admissible que les autorités belges compétentes qui n'agissent pas dans le cadre de procédures pénales, comme les services de renseignement et de sécurité, ne puissent pas bénéficier d'un point de contact des fournisseurs de services pour leur adresser leur demande de fourniture ou de gel de preuves électroniques.</p>	<p>Hoewel de richtlijn weliswaar beperkt is tot strafprocedures, kan het onderhavige ontwerp niet tot deze procedures worden beperkt. Het is namelijk niet toegestaan dat bevoegde Belgische autoriteiten die niet bij strafprocedures betrokken zijn, zoals de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, geen gebruik kunnen maken van een contactpunt van de dienstverleners om hun verzoek tot verstrekking of bevroering van elektronisch bewijsmateriaal in te dienen.</p>
<p>En droit belge, les services de renseignement et de sécurité disposent dans la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité, en matière d'obtention et de gel de preuves électroniques, de pouvoirs similaires aux pouvoirs en la matière que le Code d'instruction criminelle attribue aux autorités judiciaires. Cela est aussi reflété par le fait, comme il a été exposé plus haut (voir point 3.1.), que les services de renseignement et de sécurité peuvent s'adresser à la Cellule de coordination de la Justice des opérateurs de communications électroniques.</p>	<p>Volgens het Belgische recht beschikken de inlichtingen- en veiligheidsdiensten op het vlak van het verkrijgen en bevroeren van elektronisch bewijsmateriaal krachtens de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst over bevoegdheden die vergelijkbaar zijn met de bevoegdheden die het Wetboek van Strafvordering op dit gebied toekent aan de gerechtelijke autoriteiten. Dit komt ook tot uiting in het feit, zoals hierboven uiteengezet (zie punt 3.1), dat de inlichtingen- en veiligheidsdiensten zich kunnen richten op de Coördinatiecellen Justitie van elektronische-communicatieoperatoren.</p>

<p>De plus, il convient également de tenir compte de l'importance que la Cour de Justice de l'Union européenne (ci-après la CJUE) attribue à la sauvegarde de la sécurité nationale. Ainsi, dans son arrêt La Quadrature du Net du 6 octobre 2020 (affaires C-511/18, C-512/18 et C-520/18), la CJUE a décidé ce qui suit :</p> <p>"136 Or, l'importance de l'objectif de sauvegarde de la sécurité nationale, lu à l'aune de l'article 4, paragraphe 2, TUE, dépasse celle des autres objectifs visés à l'article 15, paragraphe 1, de la directive 2002/58, notamment des objectifs de lutte contre la criminalité en général, même grave, ainsi que de sauvegarde de la sécurité publique. En effet, des menaces telles que celles visées au point précédent se distinguent, par leur nature et leur particulière gravité, du risque général de survenance de tensions ou de troubles, même graves, à la sécurité publique. Sous réserve du respect des autres exigences prévues à l'article 52, paragraphe 1, de la Charte, l'objectif de sauvegarde de la sécurité nationale est dès lors susceptible de justifier des mesures comportant des ingérences dans les droits fondamentaux plus graves que celles que pourraient justifier ces autres objectifs."</p>	<p>Bovendien moet ook rekening worden gehouden met het belang dat het Hof van Justitie van de Europese Unie (hierna "het HvJ-EU") hecht aan de vrijwaring van de nationale veiligheid. In zijn arrest La Quadrature du Net van 6 oktober 2020 (zaken C-511/18, C-512/18 en C-520/18) heeft het HvJ-EU derhalve het volgende beslist:</p> <p>"136 Het belang van de doelstelling van bescherming van de nationale veiligheid, gelezen in het licht van artikel 4, lid 2, VEU, overstijgt dat van de andere doelstellingen die worden genoemd in artikel 15, lid 1, van richtlijn 2002/58, met name de doelstellingen van bestrijding van – zelfs ernstige – criminaliteit in het algemeen, en van bescherming van de openbare veiligheid. Bedreigingen als die waaraan in het voorgaande punt wordt gerefereerd, verschillen door hun aard en hun bijzondere ernst immers van het algemene risico dat zich – zelfs ernstige – spanningen of wanordelijkheden zullen voordoen die de openbare veiligheid ondermijnen. Mits aan de overige in artikel 52, lid 1, van het Handvest geformuleerde vereisten wordt voldaan, kan de doelstelling van bescherming van de nationale veiligheid derhalve maatregelen rechtvaardigen die ernstigere inmengingen in de grondrechten met zich brengen dan die welke door die andere doelstellingen zouden kunnen worden gerechtvaardigd."</p>
<p>Il serait difficilement compatible avec ces considérations de prévoir dans le présent projet de loi des règles moins favorables pour les services de renseignement et de sécurité par rapport à celles applicables aux autorités judiciaires, concernant la possibilité de s'adresser à un point de contact d'une entreprise concernée afin d'obtenir des preuves électroniques.</p>	<p>Het zou moeilijk zijn deze overwegingen te verzoenen met regels in dit wetsontwerp die minder gunstig zijn voor de inlichtingen- en veiligheidsdiensten dan deze die van toepassing zijn op de gerechtelijke autoriteiten, met betrekking tot de mogelijkheid om zich te richten tot een contactpunt van een betrokken onderneming om elektronisch bewijsmateriaal te verkrijgen.</p>
<p><u>Les opérateurs de réseaux</u></p>	<p><u>De netwerkkoperatoren</u></p>
<p>La directive relative aux preuves électroniques vise les fournisseurs de services et donc entre autres les opérateurs qui fournissent des services de communications électroniques. Pour être certain de ne pas oublier des acteurs importants pour les autorités, le présent projet de loi vise aussi expressément les opérateurs qui fournissent des réseaux de communications électroniques. Il convient cependant de noter que ces opérateurs sont généralement également des opérateurs qui fournissent des services de communications électroniques.</p>	<p>De richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal is gericht op dienstverleners en dus onder meer op operatoren die elektronische-communicatiediensten aanbieden. Om ervoor te zorgen dat er geen belangrijke spelers voor de autoriteiten over het hoofd gezien worden, is dit wetsontwerp ook specifiek gericht op de operatoren die elektronische-communicatienetwerken aanbieden. Er zij echter op gewezen dat deze operatoren over het algemeen ook operatoren zijn die elektronische-communicatiediensten aanbieden.</p>

<u>Les fabricants et loueurs de certains véhicules connectés</u>	<u>De fabrikanten en verhuurders van bepaalde geconnecteerde voertuigen</u>
<p>Alors que la directive relative aux preuves électroniques vise uniquement les fournisseurs de services, le présent projet de loi vise en plus les fabricants et loueurs de certains véhicules connectés. Dans le projet de loi, ces différentes entreprises (d'une part les fournisseurs de services et d'autre part les fabricants et loueurs de certains véhicules connectés) sont désignées ensemble comme les entreprises concernées.</p>	<p>Hoewel de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal alleen van toepassing is op dienstaanbieders, is dit wetsontwerp ook van toepassing op de fabrikanten en verhuurders van bepaalde geconnecteerde voertuigen. In het wetsontwerp worden deze verschillende ondernemingen (enerzijds dienstaanbieders en anderzijds fabrikanten en verhuurders van bepaalde geconnecteerde voertuigen) samen als de betrokken ondernemingen aangewezen.</p>
<p>L'ajout de ces fabricants et loueurs s'expliquent par le fait que dans les enquêtes des services de police et des services de renseignement et de sécurité, il est de plus en plus indispensable de s'adresser à ces fabricants et loueurs pour obtenir des informations. Cela s'explique entre autres par le fait que de plus en plus de voitures connectées ont des fonctions similaires aux téléphones mobiles ou aux ordinateurs et peuvent être reliées à différents réseaux de communications électroniques (ex. réseaux mobiles, réseaux de satellites).</p>	<p>De toevoeging van deze fabrikanten en verhuurders wordt verklaard door het feit dat het bij onderzoeken door politie-, inlichtingen- en veiligheidsdiensten steeds belangrijker wordt om zich tot deze fabrikanten en verhuurders te richten om informatie te verkrijgen. Dit is deels te wijten aan het feit dat steeds meer geconnecteerde auto's soortgelijke functies hebben als mobiele telefoons of computers en kunnen worden verbonden met verschillende elektronische-communicatienetwerken (bijv. mobiele netwerken, satellietnetwerken).</p>
<p>Ces fabricants ou loueurs de véhicules connectés traitent des données de communications électroniques, tout comme le font les opérateurs de communications électroniques. Les données que les autorités judiciaires ou les services de renseignement et de sécurité peuvent obtenir de ces fabricants ou loueurs de voitures connectés sont complémentaires par rapport aux données qu'ils peuvent obtenir des opérateurs de communications électroniques.</p>	<p>Deze fabrikanten of verhuurders van geconnecteerde voertuigen verwerken elektronische-communicatiegegevens, net zoals elektronische-communicatieoperatoren dat doen. De gegevens die gerechtelijke autoriteiten of inlichtingen- en veiligheidsdiensten van deze fabrikanten of verhuurders van geconnecteerde voertuigen kunnen verkrijgen, vormen een aanvulling op de gegevens die zij van elektronische-communicatieoperatoren kunnen verkrijgen.</p>
<p>Ainsi, le projet de loi vise également un point de contact auprès du fabricant ou loueur de véhicules connectés pour fournir aux autorités belges compétentes entre autres des données "machine-to-machine", comme les données relatives au fonctionnement ou de l'utilisation du véhicule connecté, si elles sont transmises par le véhicule.</p>	<p>Het wetsontwerp beoogt aldus ook een contactpunt van de fabrikant of de verhuurder van geconnecteerde voertuigen om aan de bevoegde Belgische autoriteiten onder meer "machine-to-machine"-gegevens, zoals gegevens over de werking of het gebruik van het geconnecteerde voertuig, te verstrekken indien deze door het voertuig worden doorgestuurd.</p>

<p>L'ajout des fabricants et loueurs de certains véhicules connectés dans le présent projet de loi s'inscrit dans la continuité de l'article 127, § 11, alinéa 3, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, qui prévoit ce qui suit : « <i>L'opérateur qui offre une carte SIM ou toute carte équivalente, destinée à être intégrée dans un véhicule, conserve le numéro de châssis de ce véhicule ainsi que le lien entre ce numéro et le numéro de cette carte. A la demande d'une autorité, l'opérateur ne lui communique que ce numéro de châssis ou le numéro de cette carte.</i></p> <p><i>Le Roi peut fixer les modalités de l'obligation visée à l'alinéa 3 et peut imposer aux entreprises qui disposent du numéro de châssis de le transmettre aux opérateurs. »</i></p>	<p>De toevoeging van de fabrikanten en verhuurders van bepaalde geconnecteerde voertuigen in dit wetsontwerp is in overeenstemming met artikel 127, § 11, derde lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, dat het volgende bepaalt: "<i>De operator die een simkaart of een gelijkwaardige kaart aanbiedt die bestemd is om in een voertuig te worden ingebouwd, bewaart het chassisnummer van dat voertuig, evenals de link tussen het chassisnummer en het nummer van deze kaart. Op verzoek van een autoriteit deelt de operator haar enkel dat chassisnummer of het nummer van deze kaart mee.</i></p> <p><i>De Koning kan de nadere regels van de verplichting bedoeld in het derde lid vastleggen en kan de ondernemingen die over het chassisnummer beschikken, verplichten om dat door te geven aan de operatoren."</i></p>
<p>Alors qu'une bonne collaboration s'est installée entre certaines autorités belges et certains fabricants de marques de voitures connectées, cela n'est pas le cas pour d'autres fabricants, qui renvoient parfois les autorités belges vers des sous-traitants établis en dehors de l'Union européenne, avec toutes les difficultés de collaboration que cela implique. Le présent projet de loi vise donc à encadrer et stimuler cette collaboration. Il convient cependant de noter que la présente loi ne donne pas aux autorités belges compétentes le pouvoir d'exiger des loueurs et fabricants de certaines véhicules connectés la fourniture ou le gel de preuves électroniques. C'est la loi organique de l'autorité concernée qui doit lui donner un tel pouvoir (par exemple le Code d'instruction criminelle ou la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité).</p>	<p>Er is weliswaar een goede samenwerking tot stand gebracht tussen een aantal Belgische autoriteiten en een aantal fabrikanten van merken van geconnecteerde voertuigen, maar dit geldt niet voor andere fabrikanten, die de Belgische autoriteiten soms doorverwijzen naar buiten de Europese Unie gevestigde onderaannemers, met alle moeilijkheden van dien voor de samenwerking. Het doel van dit wetsontwerp is dan ook deze samenwerking te omkaderen en te stimuleren. Er zij echter op gewezen dat deze wet de bevoegde Belgische autoriteiten niet machtigt om van de verhuurders en de fabrikanten van bepaalde geconnecteerde voertuigen te eisen dat zij elektronisch bewijsmateriaal verstrekken of bevroren. Het is de organieke wet van de betrokken autoriteit die haar deze bevoegdheid moet geven (bijvoorbeeld het Wetboek van Strafvordering of de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst).</p>
<p>Dans certains cas, il est possible que d'un point de vue juridique le fabricant ou loueur d'un véhicule connecté soit considéré comme un fournisseur de services et tombe donc déjà dans le champ d'application de la directive relative aux preuves électroniques et donc de la présente loi. Cependant, pour que l'application de la présente loi ne soit pas tributaire de questions juridiques complexes, les fabricants et loueurs de certains véhicules connectés ont été ajoutés dans le champ d'application de le projet de loi en plus des fournisseurs de services.</p>	<p>In sommige gevallen is het mogelijk dat vanuit juridisch oogpunt de fabrikant of verhuurder van een geconnecteerd voertuig wordt beschouwd als een dienstaanbieder en bijgevolg al binnen het toepassingsgebied van de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal en dus van deze wet valt. Om ervoor te zorgen dat de toepassing van deze wet niet afhankelijk is van complexe juridische kwesties, werden de fabrikanten en de verhuurders van bepaalde geconnecteerde voertuigen naast dienstaanbieders aan het toepassingsgebied van het wetsontwerp toegevoegd.</p>

<u>Conséquences d'un champ d'application plus large que celui de la directive relative aux preuves électroniques</u>	<u>Gevolgen van een breder toepassingsgebied dan dat van de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal</u>
Selon la directive relative aux preuves électroniques, une autorité doit adresser sa demande à l'établissement désigné, au représentant légal ou à l'établissement du fournisseur de services qui se trouve dans l'Etat membre où se situe cette autorité (article 1 ^{er} , 3) de la directive). Pour les hypothèses qui sortent du champ d'application de la directive, le présent projet de loi prévoit que l'autorité doit adresser sa demande à la cellule de coordination de l'entreprise concernée.	Volgens de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal moet een autoriteit haar verzoek richten tot de aangewezen vestiging, wettelijke vertegenwoordiger of vestiging van de dienst aanbieder die zich in de lidstaat bevindt waar de autoriteit gevestigd is (artikel 1, 3) van de richtlijn). In gevallen die buiten het toepassingsgebied van de richtlijn vallen, bepaalt dit wetsontwerp dat de autoriteit haar verzoek moet richten tot de Coördinatiecel van de betrokken onderneming.
Le présent projet de loi utilise la notion de « points de contact » des entreprises concernées et non la notion de « destinataires », qui est une notion utilisée dans l'article 3.2 de la directive relative aux preuves électroniques mais sans y être définie. La notion de points de contact englobe tous les types possibles de point de contact des entreprises concernées, que cela soit dans le champ d'application de la directive (à savoir l'établissement désigné, le représentant légal et l'établissement en Belgique) ou en dehors de ce champ d'application (à savoir la cellule de coordination).	In dit wetsontwerp wordt het begrip "contactpunten" van de betrokken ondernemingen gebruikt en niet het begrip "geadresseerden", dat in artikel 3.2 van de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal wordt gebruikt, maar daar niet wordt gedefinieerd. Het begrip "contactpunten" omvat alle mogelijke soorten contactpunten van de betrokken ondernemingen, hetzij binnen het toepassingsgebied van de richtlijn (met name de aangewezen vestiging, de wettelijke vertegenwoordiger en de vestiging in België) hetzij buiten dat toepassingsgebied (met name de Coördinatiecel).
La structure du chapitre 2 du présent projet a été conçue pour refléter le fait qu'il a un champ d'application plus large que celui de la directive relative aux preuves électroniques.	Hoofdstuk 2 van dit ontwerp is zodanig gestructureerd dat duidelijk blijkt dat het een breder toepassingsgebied heeft dan de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal.
La section 1 du chapitre 2 comprend des règles qui transposent cette directive (règles pour les demandes aux fournisseurs de services transnationaux dans le cadre de procédures pénales). La section 2 comprend des règles couvrant les hypothèses qui tombent en dehors du champ d'application de cette directive. La section 3 reprend des règles communes aux sections 1 et 2, soit des règles qui s'appliquent tant dans le cadre du champ d'application de la directive qu'en dehors de ce champ d'application.	Afdeling 1 van hoofdstuk 2 bevat regels ter omzetting van deze richtlijn (regels voor de verzoeken aan de transnationale dienst aanbieder in het kader van strafprocedures). Afdeling 2 bevat regels betreffende de hypothesen die buiten het toepassingsgebied van deze richtlijn vallen. Afdeling 3 bevat gemeenschappelijke regels voor de afdelingen 1 en 2, namelijk regels die zowel binnen als buiten het toepassingsgebied van de richtlijn gelden.
<u>Considérations générales</u>	<u>Algemene beschouwingen</u>

<p>L'élargissement du champ d'application dans le projet de loi par rapport à celui de la directive relative aux preuves électroniques est positif sur un point pour les entreprises concernées : à savoir que les autorités belges compétentes doivent s'adresser à leur point de contact officiel et que cela permet donc d'éviter que les demandes de preuves électroniques soient adressées à la mauvaise société ou au mauvais service au sein d'une société.</p>	<p>De uitbreiding van het toepassingsgebied van het wetsontwerp ten opzichte van dat van de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal is positief voor de betrokken ondernemingen: de bevoegde Belgische autoriteiten moeten met name contact opnemen met hun officiële contactpunt en voorkomen dat verzoeken om elektronisch bewijsmateriaal worden gericht aan de verkeerde onderneming of de verkeerde afdeling binnen een onderneming.</p>
<p>Le fait que la directive relatives aux preuves électroniques soit, comme son nom l'indique, une directive et non un règlement, permet de prévoir en droit belge un champ d'application plus large.</p>	<p>Het feit dat de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal, zoals de naam al aangeeft, een richtlijn is en geen verordening, maakt een ruimer toepassingsgebied in het Belgisch recht mogelijk.</p>
<p><u>3.3. Les objectifs de la directive relative aux preuves électroniques</u></p>	<p><u>3.3. De doelstellingen van de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal</u></p>
<p>Les objectifs de la directive relative aux preuves électroniques sont exposés dans son considérant 5 : « <i>La mise en place de règles harmonisées relatives à la désignation d'établissements désignés et de représentants légaux de certains fournisseurs de services [...] devrait permettre de lever les obstacles existants à la libre prestation des services et d'éviter que des approches nationales divergentes en la matière ne soient imposées à l'avenir. Il y a donc lieu de mettre en place des conditions de concurrence équitables pour les fournisseurs de services. [...] En outre, il convient de faciliter une application plus efficace du droit pénal au sein l'espace de liberté, de sécurité et de justice de l'Union.</i> »</p>	<p>De doelstellingen van de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal zijn uiteengezet in considerans 5: "<i>Door geharmoniseerde regels inzake de aanwijzing van aangewezen vestigingen en de aanstelling van wettelijke vertegenwoordigers van bepaalde dienstverleners [...] moeten de bestaande belemmeringen voor het vrij verrichten van diensten worden weggenomen en moet worden voorkomen dat er in de toekomst uiteenlopende nationale benaderingen worden gevolgd. Daarom moet er een gelijk speelveld voor dienstverleners worden gecreëerd. [...] Bovendien moet er in de ruimte van vrijheid, veiligheid en recht van de Unie worden gezorgd voor een meer effectieve handhaving van het strafrecht.</i>"</p>
<p>Pour atteindre l'objectif d'éviter des obstacles au marché intérieur, l'article 1.4 de la directive prévoit que « <i>Les États membres n'imposent pas aux fournisseurs de services d'autres obligations que celles découlant de la présente directive, notamment en ce qui concerne la désignation d'établissements désignés ou de représentants légaux, aux fins énoncées au paragraphe 1.</i> » Il en résulte que la directive est d'harmonisation maximale. Cette exigence d'harmonisation maximale ne vaut cependant pas pour les règles du présent projet de loi qui sortent du champ d'application de cette directive.</p>	<p>Om de doelstelling van het wegnemen van belemmeringen voor de interne markt te verwezenlijken, bepaalt artikel 1.4 van de richtlijn: "<i>De lidstaten leggen, met het oog op de in lid 1 vermelde doelstellingen, dienstverleners geen andere verplichtingen op dan de uit deze richtlijn voortvloeiende verplichtingen, met name met betrekking tot de aanwijzing van aangewezen vestigingen of de aanstelling van wettelijke vertegenwoordigers.</i>" Hieruit volgt dat de richtlijn zorgt voor een maximale harmonisatie. Deze vereiste van maximale harmonisatie is echter niet van toepassing op de regels van dit wetsontwerp die buiten het toepassingsgebied van deze richtlijn vallen.</p>

Dans le présent projet de loi, les objectifs suivants ont été poursuivis : éviter de créer des obstacles inutiles au marché intérieur pour les entreprises concernées tout en essayant d'apporter des solutions satisfaisantes aux besoins des autorités belges compétentes.	Met het onderhavige wetsontwerp worden de volgende doelstellingen nagestreefd: vermijden dat de betrokken ondernemingen onnodige belemmeringen voor de interne markt opwerpen en tegelijkertijd proberen oplossingen te vinden die aan de behoeften van de bevoegde Belgische autoriteiten voldoen.
<u>3.4. Quelques précisions</u>	<u>3.4. Enkele verduidelijkingen</u>
<u>Les tâches du point de contact</u>	<u>De taken van de contactpunten</u>
Les dispositions relatives aux établissements désignés, aux représentants légaux et aux cellules de coordination indiquent qu'ils doivent effectuer certaines tâches. En pratique, les personnes physiques qui travaillent dans ce point de contact peuvent, si leur emploi du temps le leur permet, effectuer d'autres tâches. Par exemple, il est possible que le point de contact d'un fournisseur de services reçoive très peu de demandes des autorités, de sorte que le traitement de ces demandes ne représente qu'une petite partie des activités de la personne physique qui travaille au sein de ce point de contact.	De bepalingen inzake aangewezen vestigingen, wettelijke vertegenwoordigers en coördinatiecellen geven aan dat zij bepaalde taken moeten uitvoeren. In de praktijk kunnen natuurlijke personen die in dit contactpunt werken, andere taken uitvoeren, indien mogelijk volgens hun planning. Het is bijvoorbeeld mogelijk dat het contactpunt van een dienstaanbieder zeer weinig verzoeken van de autoriteiten ontvangt, zodat de verwerking van deze verzoeken slechts een klein deel vertegenwoordigt van de activiteiten van de natuurlijke persoon die in dat contactpunt werkt.
<u>Les procédures d'exécution à charge des destinataires</u>	<u>Tenuitvoerleggingsprocedures die door de geadresseerden moeten worden uitgevoerd</u>
L'article 3.2., b), de la directive relative aux preuves électroniques prévoit ce qui suit : « Les États membres veillent à ce que les destinataires visés au paragraphe 1: [...] b) puissent faire l'objet de procédures d'exécution. »	Artikel 3.2, b), van de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal bepaalt het volgende: "De lidstaten zien erop toe dat de in lid 1 bedoelde geadresseerden: [...] b) kunnen worden onderworpen aan tenuitvoerleggingsprocedures."
Dans cette directive, les destinataires sont les établissements désignés et les représentants légaux. Cette disposition a été mise en œuvre en prévoyant dans le projet de loi des obligations à charge de ces derniers et dès lors que l'IBPT peut imposer des sanctions pour non-respect de la loi (voir les modifications apportées aux articles 14 et 21 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges).	In deze richtlijn zijn de aangewezen vestigingen en de wettelijke vertegenwoordigers de geadresseerden. Deze bepaling is ten uitvoer gelegd door in het wetsontwerp verplichtingen voor laatstgenoemden vast te stellen en het BIPT kan dan ook sancties opleggen bij niet-naleving van de wet (zie de wijzigingen van de artikelen 14 en 21 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector).
COMMENTAIRE PAR ARTICLES	ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING
Article 1^{er}	Artikel 1
Cet article reprend la mention imposée par l'article 83 de la Constitution.	Dit artikel neemt de door artikel 83 van de Grondwet opgelegde vermelding over.
Article 2	Artikel 2

<p>La définition de fournisseur de services dans le projet de loi reprend telle quelle la définition de ces mêmes termes dans la directive relative aux preuves électroniques, étant donné que la Commission européenne a expliqué lors d'une réunion d'experts des Etats membres le 8 mars 2024 qu'il n'est pas autorisé de dévier de cette définition lors de la transposition de cette directive.</p>	<p>De definitie van dienstaanbieder in het wetsontwerp herhaalt in haar huidige vorm de definitie van deze zelfde termen in de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal, aangezien de Europese Commissie tijdens een vergadering van deskundigen van de lidstaten op 8 maart 2024 heeft uitgelegd dat afwijkingen van deze definitie niet zijn toegestaan bij de omzetting van deze richtlijn.</p>
<p>Les considérants 10 et 11 de cette directive reprennent les explications suivantes concernant la fourniture de services sur le territoire de l'Union européenne ou sur le territoire d'un Etat membre :</p>	<p>In de consideransen 10 en 11 van die richtlijn wordt de volgende toelichting gegeven bij het verrichten van diensten op het grondgebied van de Europese Unie of op het grondgebied van een lidstaat:</p>

« 10 Pour déterminer si un fournisseur de services propose des services dans l'Union, il est nécessaire d'évaluer si le fournisseur de services permet à des personnes physiques ou morales dans un ou plusieurs États membres d'utiliser ses services. Toutefois, la seule accessibilité d'une interface en ligne dans l'Union, comme par exemple l'accessibilité d'un site internet, d'une adresse électronique ou d'autres coordonnées de contact d'un fournisseur de services ou d'un intermédiaire, prise isolément, devrait être considérée comme insuffisante pour déterminer si un fournisseur de services propose des services dans l'Union au sens de la présente directive.

11 Pour déterminer si un fournisseur de services propose des services dans l'Union, il faut non seulement évaluer si le fournisseur de services permet à des personnes physiques ou morales dans un ou plusieurs États membres d'utiliser ses services, mais aussi déterminer s'il existe un lien substantiel avec l'Union. Un tel lien substantiel avec l'Union devrait être considéré exister lorsque le fournisseur de services dispose d'un établissement dans l'Union. En l'absence d'un tel établissement, le critère de lien substantiel devrait être basé sur des critères factuels spécifiques, tels que l'existence d'un nombre significatif d'utilisateurs dans un ou plusieurs États membres, ou le ciblage des activités sur un ou plusieurs États membres. Le ciblage des activités sur un ou plusieurs États membres devrait être déterminé sur la base de toutes les circonstances pertinentes, et notamment de facteurs comme l'utilisation d'une langue ou d'une monnaie généralement utilisées dans cet État membre, ou la possibilité de commander des biens ou des services.

Le ciblage des activités sur un État membre pourrait également être constaté sur la base de la disponibilité d'une application ("appli") dans la boutique d'applications nationale correspondante, de la diffusion de publicité locale ou de publicité dans la langue généralement utilisée dans cet État membre ou de la gestion des relations avec la clientèle, comme, par exemple, la fourniture d'un service à la clientèle dans la langue généralement utilisée dans cet État membre. Un lien substantiel devrait également être considéré exister lorsqu'un fournisseur de services dirige ses activités vers un ou plusieurs États membres comme le mentionne le règlement (UE) no 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil (8). En revanche, la fourniture d'un service dans le

"10 Om te bepalen of een dienst aanbieder diensten aanbiedt in de Unie, moet worden nagegaan of de dienst aanbieder natuurlijke personen of rechtspersonen in een of meer lidstaten de mogelijkheid biedt om gebruik te maken van zijn of haar diensten. Enkel de toegankelijkheid van een online-interface in de Unie, zoals de toegankelijkheid van een website of een e-mailadres of andere contactgegevens van een dienst aanbieder of tussenpersoon, moet echter onvoldoende worden geacht om te bepalen dat een dienst aanbieder diensten in de Unie aanbiedt in de zin van deze richtlijn.

11 Om te bepalen of een dienst aanbieder diensten aanbiedt in de Unie, moet niet alleen worden nagegaan of de dienst aanbieder natuurlijke personen of rechtspersonen in een of meer lidstaten de mogelijkheid biedt om gebruik te maken van zijn of haar diensten, maar ook worden vastgesteld of er een wezenlijke band met de Unie bestaat. Een dergelijke wezenlijke band met de Unie moet worden geacht te bestaan wanneer de dienst aanbieder een vestiging in de Unie heeft. Wanneer er geen dergelijke vestiging in de Unie is, moet het criterium van een wezenlijke band worden gebaseerd op specifieke feitelijke criteria zoals het bestaan van een aanzienlijk aantal gebruikers in een of meer lidstaten, of de toespitsing van activiteiten op een of meer lidstaten. De toespitsing van activiteiten op een of meer lidstaten moet worden bepaald op basis van alle relevante omstandigheden, waaronder factoren zoals het gebruik van een taal of een munteenheid die in die lidstaat algemeen gangbaar is of de mogelijkheid om goederen of diensten te bestellen.

De toespitsing van activiteiten op een lidstaat zou ook kunnen worden afgeleid uit de beschikbaarheid van een applicatie ("app") in de desbetreffende nationale appstore, uit het feit dat er plaatselijk wordt geadverteerd of wordt geadverteerd in de in die lidstaat algemeen gangbare taal, of uit de wijze van beheer van relaties met cliënten, zoals het verstrekken van klantenservice in de taal die in die lidstaat algemeen gangbaar is. Een wezenlijke band moet ook worden aangenomen wanneer een dienst aanbieder zijn of haar activiteiten richt op een of meer lidstaten, als uiteengezet in Verordening (EU) nr. 1215/2012 van het Europees Parlement en de Raad (8). Het verlenen van een dienst met het oog op de loutere naleving van het in Verordening (EU)

<p>simple but de se conformer à l'interdiction de discrimination prévue par le règlement (UE) 2018/302 du Parlement européen et du Conseil (9) ne devrait pas, en l'absence d'autres motifs, être considérée comme constitutive d'activités dirigées ou ciblées sur un territoire donné au sein de l'Union. Les mêmes considérations devraient s'appliquer pour déterminer si un fournisseur de services propose des services sur le territoire d'un État membre donné. »</p>	<p>2018/302 van het Europees Parlement en de Raad (9) neergelegde discriminatieverbod mag daarentegen niet, zonder aanvullende gronden, worden beschouwd als het richten of toespitsen van activiteiten op een bepaald grondgebied binnen de Unie. Dezelfde overwegingen moeten gelden bij het bepalen of een dienst aanbieder diensten aanbiedt op het grondgebied van een lidstaat."</p>
<p>Les définitions de fournisseurs de services nationaux et de fournisseurs de services transnationaux ne se trouvent pas dans la directive relative aux preuves électroniques mais ont été ajoutées pour faciliter la lecture du projet de loi. La définition de fournisseur de services national fait référence à l'article 1.5 de cette directive, qui prévoit entre autres ce qui suit : « Elle ne s'applique pas aux fournisseurs de services qui sont établis sur le territoire d'un seul État membre et proposent des services exclusivement sur le territoire de cet État membre. »</p>	<p>De definities van nationale dienstverleners en transnationale dienstverleners zijn niet opgenomen in de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal, maar zijn toegevoegd om het lezen van het wetsontwerp te vergemakkelijken. De definitie van nationale dienstverlener verwijst naar artikel 1.5 van die richtlijn, dat onder meer de volgende bepalingen bevat: "Deze richtlijn is niet van toepassing op dienstverleners die zijn gevestigd op het grondgebied van een enkele lidstaat en uitsluitend diensten aanbieden op het grondgebied van die lidstaat."</p>
<p>La définition de « véhicule connecté » prévoit une exception afin de tenir compte de l'utilisation des véhicules par des autorités belges, dans des situations spécifiques. Il est essentiel que la définition de « véhicule connecté » ne s'applique pas pour ce qui concerne les véhicules utilisés par les services de renseignement et de sécurité, par le Ministère de la Défense, ainsi que par les services de la police intégrée. En effet, étendre cette définition pourrait entraîner l'application des obligations imposées aux opérateurs et fournisseurs de services de communication aux activités des services précités. De plus, cela pourrait compromettre la protection des données sensibles traitées par ces véhicules, en introduisant des contraintes supplémentaires qui nuiraient à la sécurité et à la confidentialité de ces informations. Il est donc pertinent de maintenir dans la définition une distinction claire pour garantir un cadre juridique adapté et sécurisé.</p>	<p>De definitie van "geconnecteerd voertuig" bevat een uitzondering die houdt rekening met het voertuiggebruik door Belgische overheden in specifieke situaties. Het is immers van essentieel belang dat de voertuigen die worden gebruikt door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, door het Ministerie van Landsverdediging alsook door de politiediensten van de geïntegreerde politie uitgezonderd blijven van de toepassing van deze wet. Zo niet zouden de verplichtingen die het wetsontwerp oplegt aan de operatoren en de dienstverleners ook van toepassing kunnen zijn op de activiteiten van de vermelde diensten. Bovendien zou het invoeren van bijkomende beperkingen die de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de gegevens kunnen schaden, de bescherming van de gevoelige gegevens die deze voertuigen verwerken in gevaar kunnen brengen. In de definitie wordt dus een helder onderscheid gemaakt, zodat een passend en veilig juridisch kader kan worden geboden.</p>

<p>La définition de preuves électroniques pour l'application de la présente loi est plus large que la définition de ces mêmes termes dans le règlement relatif aux preuves électroniques (chapitre 3). En effet, alors que ce règlement ne vise que les fournisseurs de services, le projet de loi vise les entreprises concernées, ce qui est plus large. Alors que ce règlement exclut de son champ d'application les preuves électroniques collectées en temps réel, le projet de loi ne fait pas cette exclusion, vu qu'une demande de preuves électroniques peut être adressée au point de contact de l'entreprise concernée sur base du droit belge (Code d'instruction criminelle), qui vise tout type de preuves électroniques. Par ailleurs, la définition de preuves électroniques dans ce règlement vise « un certificat d'injonction européenne de production (EPOC) » et « un certificat d'injonction européenne de conservation (EPOC-PR) », qui sont des termes spécifiques à ce règlement, alors que la directive relative aux preuves électroniques couvre d'autres instruments juridiques que ce règlement (voir exposé général, point 1).</p>	<p>De definitie van elektronisch bewijsmateriaal voor de toepassing van ^{de} onderhavige wet is ruimer dan de definitie van dezelfde termen in de verordening inzake elektronisch bewijsmateriaal (hoofdstuk 3). Hoewel deze verordening alleen van toepassing is op dienstaanbieders, is het wetsvoorstel van toepassing op de betrokken ondernemingen, wat ruimer is. Hoewel deze verordening elektronisch bewijsmateriaal dat in realtime is verzameld, van haar werkingssfeer uitsluit, voorziet het wetsontwerp niet in deze uitsluiting, aangezien een verzoek om elektronisch bewijsmateriaal kan worden gericht aan het contactpunt van de betrokken onderneming op grond van het Belgisch recht (Wetboek van Strafvordering), dat alle soorten elektronisch bewijsmateriaal beoogt. Voorts verwijst de definitie van elektronisch bewijsmateriaal in deze verordening naar "een certificaat inzake het Europees verstrekingsbevel (CEV)" of "een certificaat inzake het Europees bewaringsbevel (CEB)", die specifieke termen zijn voor deze verordening, terwijl de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal andere rechtsinstrumenten dan deze verordening bestrijkt (zie algemene toelichting, punt 1).</p>
<p>Dans le projet de loi, la définition de preuves électroniques fait référence aux métadonnées plutôt qu'aux données de trafic (notion reprise dans le règlement relatif aux preuves électroniques) et ce pour les raisons suivantes.</p>	<p>In het wetsontwerp verwijst de definitie van elektronisch bewijsmateriaal om de volgende redenen naar metagegevens in plaats van naar verkeersgegevens (een begrip dat is opgenomen in de verordening inzake elektronisch bewijsmateriaal).</p>
<p>D'abord, la notion de métadonnées est une notion plus moderne que la notion de données de trafic. Ainsi, la notion de métadonnées remplace progressivement la notion de trafic dans la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p>	<p>Ten eerste is het begrip 'metagegevens' een moderner begrip dan het begrip 'verkeersgegevens'. Het begrip 'metagegevens' vervangt dus geleidelijk het begrip 'verkeersgegevens' in de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p>
<p>La notion de métadonnées permet de prendre en compte les données de signalisation en dehors d'une communication de contenu. Il est par exemple possible que des signaux soient échangés entre un téléphone mobile et le réseau d'un opérateur de communications électroniques sans qu'il n'y ait une communication de contenu. Ces échanges de signaux techniques permettent au réseau de l'opérateur de rendre possible un appel d'un de ses clients à tout moment (voir à cet égard l'article 123 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques).</p>	<p>Het begrip 'metagegevens' maakt het mogelijk rekening te houden met signalisatiegegevens buiten een communicatie van inhoud. Het is bijvoorbeeld mogelijk signalen uit te wisselen tussen een mobiele telefoon en het netwerk van een elektronische-communicatieoperator zonder dat inhoud wordt gecommuniceerd. Dankzij deze uitwisseling van technische signalen kan het netwerk van een operator zijn klanten de mogelijkheid bieden om te allen tijde te bellen (zie in dit verband artikel 123 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie).</p>

<p>La définition d' « instrument juridique de l'Union européenne visant à geler ou obtenir des preuves électroniques » ne se trouve pas dans la directive relative aux preuves électroniques mais a été ajoutée pour faciliter la lecture du projet de loi. Ces instruments sont énumérés à l'article 1.2 de cette directive. La Belgique participe à tous ces instruments.</p>	<p>De definitie van "rechtsinstrument van de Europese Unie voor het bevroren of verkrijgen van elektronisch bewijsmateriaal" is niet opgenomen in de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal, maar werd toegevoegd om het lezen van het wetsontwerp te vergemakkelijken. Deze instrumenten worden opgesomd in artikel 1.2 van die richtlijn. België neemt deel aan al deze instrumenten.</p>
<p>L'article 2 définit l'« autorité belge compétente ». Conceptuellement, cette catégorie d'autorités est distincte des catégories d'autorités suivantes :</p>	<p>Artikel 2 definieert de "bevoegde Belgische autoriteit". Deze categorie autoriteiten onderscheidt zich conceptueel van de volgende categorieën autoriteiten:</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Les autorités belges qui mettent en œuvre le règlement relatif aux preuves électroniques (voir chapitre 3 de l'avant-projet de loi) ; 	<ul style="list-style-type: none"> - de Belgische autoriteiten die de verordening inzake elektronisch bewijsmateriaal ten uitvoer leggen (zie hoofdstuk 3 van het voorontwerp van wet);
<ul style="list-style-type: none"> - L'autorité centrale belge pour l'application de la directive relative aux preuves électroniques. 	<ul style="list-style-type: none"> - de Belgische centrale autoriteit voor de toepassing van de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal.
<p>Cependant, en pratique, une même autorité peut faire partie de plusieurs catégories d'autorité. Ainsi, l'IBPT, en tant qu'autorité administrative, est l'autorité centrale pour l'application de la directive relative aux preuves électroniques (conformément aux dispositions du présent avant-projet de loi) et également une des autorités belges compétentes (conformément à l'article 15 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges). Les autorités judiciaires sont l'autorité belge compétente qui demande le plus de preuves électroniques aux opérateurs de communications électroniques (application du Code d'instruction criminelle et des instruments juridiques de l'Union européenne visant à obtenir ou geler des preuves électroniques) mais joueront également un rôle essentiel pour la mise en œuvre du règlement relatif aux preuves électroniques.</p>	<p>In de praktijk kan dezelfde autoriteit echter tot verschillende categorieën van autoriteiten behoren. Zo is het BIPT, als administratieve autoriteit, de centrale autoriteit voor de toepassing van de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal (overeenkomstig de bepalingen van het onderhavige voorontwerp van wet) en ook een van de bevoegde Belgische autoriteiten (overeenkomstig artikel 15 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector). De rechterlijke autoriteiten zijn de bevoegde Belgische autoriteit die de elektronische-communicatieoperatoren het meeste elektronische bewijsmateriaal vraagt (toepassing van het Wetboek van Strafvordering en de rechtsinstrumenten van de Europese Unie voor het verkrijgen of bevroren van elektronisch bewijsmateriaal), maar zullen ook een essentiële rol spelen bij de tenuitvoerlegging van de verordening inzake elektronisch bewijsmateriaal.</p>

<p>Pour savoir qui sont concrètement les autorités belges compétentes, il est renvoyé à la circulaire de la ministre des Télécommunications qui comprend une liste des autorités belges qui sont habilitées à obtenir d'un opérateur des données conservées en vertu des articles 122, 123, 126, 126/1, 126/3 et 127 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (circulaire publiée au MB du 1/03/2024, p. 29298 et suivantes et sur le site Internet de l'IBPT).</p>	<p>Om te weten wie de bevoegde Belgische autoriteiten concreet zijn, wordt verwezen naar de omzendbrief van de minister van Telecommunicatie, die een lijst bevat van de Belgische autoriteiten die gemachtigd zijn om van een operator gegevens te verkrijgen die zijn bewaard krachtens de artikelen 122, 123, 126, 126/1, 126/3 en 127 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (omzendbrief gepubliceerd in het BS op 1/03/2024, blz. 29298 en volgende en op de website van het BIPT).</p>
<p>La directive relative aux preuves électroniques vise les « autorités compétentes des Etats membres ». Cela vise donc les autorités des différents Etats membres (dont la Belgique) qui peuvent faire usage d'un instrument juridique de l'Union européenne visant à obtenir ou geler des preuves électroniques ou du droit national en matière de procédure pénale (comme le Code d'instruction criminelle belge). La notion d'autorités belges compétentes n'est quant à elle pas limitée aux procédures pénales.</p>	<p>In de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal wordt verwezen naar de "bevoegde autoriteiten van de lidstaten". Dit geldt dus voor de autoriteiten van de verschillende lidstaten (waaronder België) die gebruik kunnen maken van een rechtsinstrument van de Europese Unie dat gericht is op het verkrijgen of bevriezen van elektronisch bewijsmateriaal of van nationaal recht inzake strafvordering (zoals het Belgische Wetboek van Strafvordering). Het begrip 'bevoegde Belgische autoriteiten' beperkt zich niet tot de strafprocedures.</p>
<p>L'avant-projet de loi définit le « véhicule connecté » (article 2, 7°) et les « fabricants et loueurs de certains véhicules connectés » (article 2, 8°). Comme il s'agit d'une toute nouvelle législation et que des questions pourraient se poser en pratique si certains véhicules, fabricants ou loueurs répondent à ces définitions, la possibilité est donnée de trancher ces questions par le biais d'un arrêté royal. Cet arrêté n'a pas pour objet de compléter, avec des critères complémentaires, les définitions susmentionnées, mais d'appliquer ces définitions aux cas qui posent question (trancher les questions d'interprétation de la loi). Ainsi, l'arrêté royal pourrait déterminer des catégories de véhicules connectés, de fabricants ou de loueurs de certains véhicules connectés qui répondent ou non aux définitions visées à l'article 2, 7° et 8°.</p>	<p>Het voorontwerp van wet definieert het "geconnecteerde voertuig" (artikel 2, 7°) en "fabrikanten en verhuurders van bepaalde geconnecteerde voertuigen" (artikel 2, 8°). Aangezien het hier om een geheel nieuwe wetgeving gaat en er in de praktijk vragen kunnen rijzen of bepaalde voertuigen, fabrikanten of huurders aan deze definities voldoen, wordt de mogelijkheid geboden deze vragen bij koninklijk besluit te regelen. Het doel van dit besluit is niet om de bovengenoemde definities aan te vullen met bijkomende criteria, maar om deze definities toe te passen op zaken die vragen oproepen (beslissen over vragen inzake de interpretatie van de wet). Zo zou het koninklijk besluit categorieën van geconnecteerde voertuigen, fabrikanten of huurders van bepaalde geconnecteerde voertuigen kunnen vaststellen die al dan niet voldoen aan de definities beoogd in artikel 2, 7° en 8°.</p>
<p>Art. 3</p>	<p>Art. 3</p>

<p>Le considérant 12 de la directive relative aux preuves électroniques précise ce qui suit : « au moins un établissement désigné ou un représentant légal devrait être désigné dans un État membre qui participe aux instruments juridiques de l'Union concernés, afin d'éviter le risque que l'efficacité de la désignation prévue par la présente directive ne soit affaiblie et afin qu'il soit tiré parti des synergies résultant de l'existence d'un établissement désigné ou d'un représentant légal aux fins de la réception, du respect et de l'exécution des décisions et des injonctions relevant du champ d'application de la présente directive, y compris dans le cadre du règlement (UE) 2023/1543, de la directive 2014/41/UE et de la convention établie par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne, relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne. »</p>	<p>Considerans 12 van de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal preciseert het volgende: "Daarom moet er ten minste één aangewezen vestiging wordt aangewezen of ten minste één wettelijke vertegenwoordiger worden aangesteld in een lidstaat die deelneemt aan de relevante rechtsinstrumenten van de Unie, teneinde het risico te voorkomen dat er afbreuk wordt gedaan aan de doeltreffendheid van de in deze richtlijn bedoelde aanwijzing of aanstelling en teneinde gebruik te maken van de synergie als gevolg van de aanwijzing van een aangewezen vestiging of wettelijke vertegenwoordiger voor de ontvangst, de naleving en de tenuitvoerlegging van beslissingen en bevelen die vallen binnen het toepassingsgebied van deze richtlijn, waaronder Verordening (EU) 2023/1543, Richtlijn 2014/41/EU en de door de Raad overeenkomstig artikel 34 van het Verdrag betreffende de Europese Unie vastgestelde Overeenkomst betreffende de wederzijdse rechtshulp in strafzaken tussen de lidstaten van de Europese Unie."</p>
<p>Ainsi, par exemple, si un fournisseur de services est établi dans un Etat membre qui ne participe pas à un instrument juridique de l'Union européenne, ce fournisseur devra désigner un représentant légal dans un autre Etat membre qui lui participe à cet instrument juridique.</p>	<p>Als een dienst aanbieder bijvoorbeeld is gevestigd in een lidstaat die niet deelneemt aan een rechtsinstrument van de Europese Unie, moet die dienst aanbieder in een andere lidstaat die aan dat rechtsinstrument deelneemt, een wettelijke vertegenwoordiger aanwijzen.</p>
<p style="text-align: center;">Art. 4</p>	<p style="text-align: center;">Art. 4</p>
<p>Cet article n'appelle pas de commentaires.</p>	<p>Dit artikel behoeft geen commentaar.</p>
<p style="text-align: center;">Art. 5</p>	<p style="text-align: center;">Art. 5</p>
<p>Cet article n'appelle pas de commentaires.</p>	<p>Dit artikel behoeft geen commentaar.</p>
<p style="text-align: center;">Art. 6</p>	<p style="text-align: center;">Art. 6</p>
<p>Il a été choisi de demander aux fournisseurs de services transnationaux d'utiliser le formulaire de notification mis au point par la Commission européenne, en concertation avec les Etats membres, ainsi que la plateforme informatique qu'elle a développé pour l'envoi de ce formulaire. Ce choix est entre autres justifié par la volonté de faciliter les démarches administratives que les fournisseurs de services transnationaux doivent effectuer.</p>	<p>Er werd gekozen om transnationale dienst aanbidders te verzoeken gebruik te maken van het aanmeldingsformulier dat de Europese Commissie in overleg met de lidstaten heeft ontwikkeld, en van het IT-platform dat zij voor de verzending van dit formulier heeft ontwikkeld. Deze keuze wordt onder meer gerechtvaardigd door de wens om de administratieve procedures die transnationale dienst aanbidders moeten uitvoeren, te vergemakkelijken.</p>

<p>Le fait que le formulaire de notification des coordonnées de contact de l'établissement désigné et du représentant légal soit publié sur le site internet de l'IBPT (et non au Moniteur belge) s'explique par le fait qu'en ce faisant, l'IBPT ne prend aucune décision, vu qu'il ne fait que publier le formulaire mis au point par la Commission en concertation avec les Etats membres. Cela se justifie également par le fait que ce formulaire pourrait être modifié pour tenir compte de l'expérience de terrain. Une autre raison pour procéder de la sorte est que l'IBPT devra déjà publier sur son site Internet les modalités pratiques pour la notification des coordonnées de contact.</p>	<p>Het feit dat het formulier voor de kennisgeving van de contactgegevens van de aangewezen vestiging en de wettelijke vertegenwoordiger op de website van het BIPT (en niet in het Belgisch Staatsblad) is gepubliceerd, wordt verklaard door het feit dat het BIPT geen enkel besluit neemt, aangezien het slechts het formulier publiceert dat de Commissie in overleg met de lidstaten heeft ontwikkeld. Dit wordt ook gerechtvaardigd door het feit dat dit formulier zou kunnen worden gewijzigd om rekening te houden met de praktijkervaring. Een andere reden hiervoor is dat het BIPT de praktische regelingen voor het melden van contactgegevens al op zijn website zal moet publiceren.</p>
<p>Le considérant 17 de la directive relative aux preuves électroniques précise ce qui suit : « Lorsqu'un fournisseur de services désigne plusieurs établissements désignés ou plusieurs représentants légaux conformément à la présente directive, les États membres devraient veiller à ce que ce fournisseur de services indique, pour chaque établissement désigné ou représentant légal, la portée territoriale précise de sa désignation. Le territoire de tous les États membres participant aux instruments relevant du champ d'application de la présente directive devrait être couvert. »</p>	<p>Considerans 17 van de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal preciseert het volgende: "Wanneer een dienst aanbieder overeenkomstig deze richtlijn meerdere aangewezen vestigingen aanwijst of meerdere wettelijke vertegenwoordigers aanstelt, moeten de lidstaten ervoor zorgen dat die dienst aanbieder voor elke aangewezen vestiging of wettelijke vertegenwoordiger het precieze territoriale toepassingsgebied van de aanwijzing van die vestiging of de aanstelling van die vertegenwoordiger aangeeft. Het grondgebied van alle lidstaten die deelnemen aan de instrumenten die onder het toepassingsgebied van deze richtlijn vallen, dient te worden bestreken."</p>
<p>Un fournisseur de services peut aussi désigner un représentant légal différent par service (ou groupe de services) qu'il offre. Il peut aussi désigner différents représentants légaux en fonction des différents instruments de l'Union européenne concernés.</p>	<p>Een dienst aanbieder kan ook een andere wettelijke vertegenwoordiger aanstellen voor elke dienst (of groep diensten) die hij aanbiedt. Hij kan ook verschillende wettelijke vertegenwoordigers aanstellen, afhankelijk van de verschillende betrokken instrumenten van de Europese Unie.</p>
<p>Art. 7</p>	<p>Art. 7</p>
<p>Le considérant 9 de la directive relative aux preuves électroniques prévoit ce qui suit : « Nonobstant les possibilités actuellement prévues dans le droit national permettant aux États membres de s'adresser à des fournisseurs de services sur leur propre territoire, les États membres ne devraient pas contourner les principes sous-tendant la présente directive ou le règlement (UE) 2023/1543 ».</p>	<p>Considerans 9 van de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal preciseert het volgende: "Niettegenstaande de mogelijkheden die het interne recht momenteel biedt om zich op hun eigen grondgebied tot dienst aanbieder te wenden, mogen de lidstaten de beginselen die ten grondslag liggen aan deze richtlijn of Verordening (EU) 2023/1543 niet omzeilen."</p>
<p>Art. 8</p>	<p>Art. 8</p>

L'IBPT est l'autorité centrale pour l'application de la directive relative aux preuves électroniques.	Het BIPT is de centrale autoriteit voor de toepassing van de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal.
Cela s'explique d'abord par le fait que cette autorité centrale est avant tout une autorité de marché, qui doit connaître les entreprises concernées.	Dit wordt in de eerste plaats verklaard door het feit dat deze centrale autoriteit in de eerste plaats een marktautoriteit is, die de betrokken ondernemingen moet kennen.
Cela s'explique également par le fait que l'IBPT effectue déjà certaines tâches par rapport à la cellule de coordination des opérateurs de communications électroniques (voir l'article 127/3, § 1 ^{er} , de la loi relative aux communications électroniques). Ainsi, l'IBPT contrôle le respect de cet article, collecte les coordonnées de contact de cette cellule et de ses membres et les met à disposition des autorités belges compétentes.	Dat wordt ook verklaard door het feit dat het BIPT reeds bepaalde taken uitvoert met betrekking tot de Coördinatiecel van de elektronische-communicatieoperatoren (zie artikel 127/3, § 1 van de wet betreffende de elektronische communicatie). Zo houdt het BIPT toezicht op de naleving van dit artikel, verzamelt het de contactgegevens van deze cel en haar leden en stelt deze ter beschikking van de bevoegde Belgische autoriteiten.
Finalemment, il est ressorti des réunions avec la Commission européenne et les Etats membres lors de la préparation de la transposition de la directive que des enseignements utiles pour la mise en œuvre de la loi de transposition de cette directive peuvent être retirés de la mise en œuvre des règlements suivants :	Ten slotte is uit de vergaderingen met de Europese Commissie en de lidstaten tijdens de voorbereiding van de omzetting van de richtlijn gebleken dat lessen die nuttig zijn voor de tenuitvoerlegging van de wet tot omzetting van deze richtlijn, kunnen worden getrokken uit de tenuitvoerlegging van de volgende verordeningen:
- Le Règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (« DSA » sur base de l'acronyme en anglais pour « Digital Services Act ») ;	- Verordening (EU) 2022/2065 van het Europees Parlement en de Raad van 19 oktober 2022 betreffende een eengemaakte markt voor digitale diensten en tot wijziging van Richtlijn 2000/31/EG ("DSA", van het Engelse acroniem "Digital Services Act" of digitaledienstenverordening);
- Le Règlement (UE) 2021/784 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 relatif à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère antiterroriste en ligne (« TCOR » sur base de l'acronyme en anglais pour « Terrorist Content Online Regulation »).	- Verordening (EU) 2021/784 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2021 inzake het tegengaan van de verspreiding van terroristische online-inhoud ("TCOR" van het Engelse acroniem voor "Terrorist Content Online Regulation").

<p>En ce qui concerne les compétences fédérales, l'IBPT est chargé de sanctionner le non-respect du DSA et est le coordinateur pour la Belgique. Ainsi, dans plusieurs Etats membres, l'autorité centrale pour l'application de la directive relative aux preuves électroniques est le coordinateur pour le DSA. De plus, l'IBPT est chargé de sanctionner le non-respect du TCOR. Il apparait par ailleurs que dans l'attente de l'entrée en vigueur du règlement relatif aux preuves électroniques, certaines autorités judiciaires se basent sur le DSA pour obtenir certaines preuves électroniques de certaines entreprises.</p>	<p>Wat de federale bevoegdheden betreft, is het BIPT verantwoordelijk voor het bestraffen van de niet-naleving van de DSA en is het de coördinator voor België. In verschillende lidstaten is de centrale autoriteit voor de toepassing van de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal aldus de coördinator voor de DSA. Bovendien is het BIPT verantwoordelijk voor het bestraffen van de niet-naleving van de TCOR. Het lijkt er overigens ook op dat sommige gerechtelijke autoriteiten, in afwachting van de inwerkingtreding van de verordening inzake elektronisch bewijsmateriaal, een beroep doen op de DSA om bepaald elektronisch bewijsmateriaal van bepaalde ondernemingen te verkrijgen.</p>
<p>Le fait que les entreprises concernées puissent s'adresser à une seule autorité centrale en Belgique (et non à différentes autorités selon le service concerné) facilite la tâche de ces entreprises. Cela est d'autant plus pertinent que de nos jours plusieurs entreprises concernées offrent différents services dans le champ d'application de la directive.</p>	<p>Het feit dat de betrokken ondernemingen zich slechts tot één centrale autoriteit in België kunnen richten (en niet tot verschillende autoriteiten, afhankelijk van de betrokken dienst) maakt de taak voor deze ondernemingen gemakkelijker. Dit is des te relevanter omdat verschillende betrokken ondernemingen tegenwoordig verschillende diensten aanbieden die binnen het toepassingsgebied van de richtlijn vallen.</p>
<p>En tant qu'autorité centrale, il ne revient pas à l'IBPT de sanctionner les autorités judiciaires qui ne respecteraient pas l'article 7 du projet de loi (obligation d'adresser leurs demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques à l'établissement désigné ou au représentant légal du fournisseur de services transnational). Il revient à ces autorités de prendre les mesures nécessaires pour respecter cet article.</p>	<p>Als centrale autoriteit is het niet aan het BIPT om gerechtelijke autoriteiten te straffen die niet voldoen aan artikel 7 van het wetsontwerp (verplichting om hun verzoeken tot verstrekking of bevrozing van elektronisch bewijsmateriaal te richten aan de aangewezen vestiging of wettelijke vertegenwoordiger van de transnationale dienst aanbieder). Het is aan deze autoriteiten om de nodige maatregelen te nemen om aan dit artikel te voldoen.</p>

<p>L'article 6.3. de la directive relative aux preuves électroniques prévoit ce qui suit : « Les États membres veillent à ce que leurs autorités centrales se coordonnent et coopèrent entre elles et, le cas échéant, avec la Commission, et à ce que les autorités centrales se transmettent toute information utile et se prêtent une assistance mutuelle afin d'appliquer la présente directive d'une manière cohérente et proportionnée. La coordination, la coopération, la transmission d'informations et la fourniture d'assistance concernent, en particulier, les mesures d'exécution. » Cet article n'est pas transposé, vu qu'il s'agit d'une obligation à charge des Etats membres. Une des difficultés à laquelle l'IBPT pourrait être confronté est le refus d'une entreprise concernée ou d'un point de contact qui n'aurait pas respecté la présente loi ou son arrêté d'exécution de payer une amende ou une astreinte infligée par l'IBPT, lorsque cette entreprise ou ce point de contact ne se trouve pas en Belgique. Dans ce cas, la meilleure solution qui s'offre à l'IBPT est de collaborer avec l'autorité centrale de l'Etat membre où se trouve cette entreprise ou ce point de contact.</p>	<p>Artikel 6.3 van de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal bepaalt het volgende: "De lidstaten zien erop toe dat hun centrale autoriteiten voor coördinatie zorgen en samenwerken met elkaar en, voor zover nodig, met de Commissie, en dat de centrale autoriteiten elkaar relevante informatie en bijstand verstrekken teneinde deze richtlijn op een consistente en evenredige wijze toe te passen. Die coördinatie, samenwerking, informatieverstrekking en bijstand hebben met name betrekking op handhavingsmaatregelen." Dit artikel is niet omgezet aangezien het gaat om een verplichting ten laste van de lidstaten. Een van de moeilijkheden waarmee het BIPT zou kunnen worden geconfronteerd, is de weigering van betrokken ondernemingen of contactpunten die niet zouden hebben voldaan aan deze wet of het uitvoeringsbevel van het BIPT om een door het BIPT opgelegde boete of dwangsom te betalen, wanneer die onderneming of dat contactpunt niet in België is gevestigd. In dit geval is de beste oplossing voor het BIPT om samen te werken met de centrale autoriteit van de lidstaat waar deze onderneming of dit contactpunt zich bevindt.</p>
Art. 9	Art. 9
<p>Pour rappel, la section 2 du chapitre 2 traite des situations qui sont en dehors du champ d'application de la directive relative aux preuves électroniques, à savoir les demandes par les autorités belges compétentes de fourniture ou gel de preuves électroniques:</p>	<p>Ter herinnering, afdeling 2 van hoofdstuk 2 heeft betrekking op situaties die buiten het toepassingsgebied van de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal vallen, namelijk verzoeken van de bevoegde Belgische autoriteiten om elektronisch bewijsmateriaal te verstrekken of te bevroeren:</p>
<p>- aux fournisseurs de services transnationaux en dehors du cadre de procédures pénales ;</p>	<p>- de transnationale dienstverleners buiten het kader van de strafprocedure;</p>
<p>- aux fournisseurs de services nationaux dans le cadre de procédures pénales ou en dehors de ce cadre ;</p>	<p>- de nationale dienstverleners in of buiten het kader van strafprocedures;</p>
<p>- aux fabricants et loueurs de certains véhicules connectés dans le cadre de procédures pénales ou en dehors de ce cadre.</p>	<p>- de fabrikanten en verhuurders van bepaalde geconnecteerde voertuigen in of buiten het kader van strafprocedures.</p>

Les fabricants et loueurs de certains véhicules connectés peuvent mettre ces véhicules sur le marché belge de différentes manières. Par exemple, via la vente, le leasing, la location ou la sous-location.	Fabrikanten en verhuurders van bepaalde geconnecteerde voertuigen kunnen deze voertuigen op verschillende manieren op de Belgische markt brengen. Bijvoorbeeld door verkoop, leasing, verhuur of onderverhuur.
L'article 9, § 2, du projet de loi reprend une idée qui se trouve actuellement dans l'article 127/3, § 1 ^{er} , alinéa 2, de la loi relative aux communications électroniques.	In artikel 9, § 2, van het wetsontwerp is een idee opgenomen dat momenteel vervat zit in artikel 127/3, § 1, tweede lid, van de wet betreffende de elektronische communicatie.
Il n'est pas possible d'obliger un fournisseur de services transnationaux à désigner comme cellule de coordination son représentant légal ou son établissement désigné. En effet, selon la directive relative aux preuves électroniques, ces derniers ne sont mis en place que pour l'objet de la directive, à savoir le cadre de procédures pénales.	Het is niet mogelijk een transnationale dienst aanbieder te verplichten zijn wettelijke vertegenwoordiger of aangewezen vestiging als Coördinatiecel aan te duiden. Volgens de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal worden deze laatste immers enkel ingezet voor de toepassing van de richtlijn, namelijk in het kader van strafprocedures.
Cependant, il est attendu que les fournisseurs de services transnationaux désignent comme cellule de coordination leur établissement désigné ou leur représentant légal, dès lors que cela devrait limiter leurs démarches administratives.	Transnationale dienst aanbidders worden echter geacht hun aangewezen vestiging of wettelijke vertegenwoordiger aan te wijzen als Coördinatiecel aangezien dit hun administratieve procedures zou moeten beperken.
Art. 10	Art. 10
Un fournisseur de service national est uniquement établi en Belgique et ne fournit des services qu'en Belgique. Il serait donc anormal qu'il puisse établir sa cellule de coordination en dehors de la Belgique.	Een nationale dienst aanbieder is alleen in België gevestigd en levert alleen diensten in België. Het zou dan ook abnormaal zijn dat hij zijn Coördinatiecel buiten België zou kunnen vestigen.
Il convient d'éviter que les opérateurs de communications électroniques qui disposent d'un réseau ou d'éléments de réseau en Belgique déplacent leur cellule de coordination en dehors de la Belgique. Cela serait très préjudiciable pour les autorités belges compétentes et ce pour les raisons suivantes.	Er dient te worden vermeden dat elektronische-communicatieoperatoren die een netwerk of netwerkelementen hebben in België, hun Coördinatiecel verhuizen naar elders buiten België. Dit zou om de volgende redenen zeer nadelig zijn voor de bevoegde Belgische autoriteiten.

<p>D'abord, pour les autorités judiciaires, cela signifierait que ce serait le règlement relatif aux preuves électroniques et non plus le Code d'instruction criminelle qui devrait être appliqué pour obtenir les données. Or ce règlement prévoit des délais de réponse aux demandes des autorités de fourniture de preuves électroniques (10 jours, sauf 6 heures en cas d'urgence) beaucoup plus longs que les délais qui peuvent être imposés sur base du Code d'instruction criminelle. Par ailleurs, les mécanismes opérationnels d'envoi des certificats via ce règlement (long formulaire à remplir par fournisseur de services concerné et à signer par le magistrat) sont beaucoup plus complexes que les mécanismes mis en place pour un réquisitoire sur base du Code d'instruction criminelle : le procureur du Roi ou le juge d'instruction rédige un réquisitoire adressé aux opérateurs concernés et ce réquisitoire est exécuté par les enquêteurs au moyen de l'introduction de demandes dans la plateforme informatique d'échange des demandes et des requêtes que le NTSU (le National Technical and Tactical Support Unit des unités spéciales de la police fédérale) a mis en place.</p>	<p>In de eerste plaats zou dit voor de gerechtelijke autoriteiten betekenen dat de verordening inzake elektronisch bewijsmateriaal en niet langer het Wetboek van Strafvordering zou moeten worden toegepast om de gegevens te verkrijgen. Deze verordening voorziet echter in veel langere termijnen voor het beantwoorden van verzoeken van autoriteiten om elektronisch bewijsmateriaal (10 dagen, met uitzondering van zes uur in noodgevallen) dan de termijnen die kunnen worden opgelegd op basis van het Wetboek van Strafvordering. Bovendien zijn de operationele mechanismen voor het verzenden van certificaten via deze verordening (lang formulier dat moet worden ingevuld door de betrokken dienst aanbieder en ondertekend door de magistraat) veel complexer dan de mechanismen die zijn ingevoerd voor een vordering op basis van het Wetboek van Strafvordering: de procureur des Konings of de onderzoeksrechter stelt een vordering op gericht aan de betrokken operatoren en deze vordering wordt uitgevoerd door de onderzoekers door middel van het indienen van verzoeken in het computerplatform voor de uitwisseling van aanvragen en verzoeken van de NTSU (de National Technical and Tactical Support Unit van de speciale eenheden van de federale politie).</p>
<p>Ensuite, il convient d'éviter que les services de renseignement et de sécurité ne doivent s'adresser à une cellule de coordination qui se trouve à l'étranger, alors que l'enquête porte sur une situation belge (par exemple un suspect résidant en Belgique et se préparant à commettre des actes sur le territoire belge) et que les demandes de preuves électroniques peuvent être liées à une affaire relevant de la sécurité nationale.</p>	<p>Vervolgens moet worden vermeden dat de inlichtingen- en veiligheidsdiensten zich moeten richten tot een Coördinatiecel in het buitenland terwijl het onderzoek betrekking heeft op een Belgische situatie (bijvoorbeeld een verdachte die in België verblijft en zich voorbereidt op het plegen van handelingen op Belgisch grondgebied) en dat verzoeken om elektronisch bewijsmateriaal kunnen worden gekoppeld aan een nationale veiligheidszaak.</p>
<p>L'exigence de la localisation de la Cellule de coordination en Belgique se justifie également par le fait que les opérateurs qui disposent d'un réseau ou d'éléments de réseau en Belgique y disposent nécessairement d'une infrastructure et de personnel. En revanche, les opérateurs qui ne disposent pas de réseau en Belgique mais y fournissent des services de communications électroniques (en particulier les opérateurs qui fournissent des services qui ne sont pas fondés sur la numérotation) n'y disposent pas toujours de personnel, ni d'infrastructure.</p>	<p>De eis om de Coördinatiecel in België te vestigen wordt ook gerechtvaardigd door het feit dat de operatoren die een netwerk of netwerkelementen in België hebben, daar noodzakelijkerwijs over infrastructuur en personeel beschikken. Anderzijds beschikken de operatoren die geen netwerk hebben in België maar daar elektronische-communicatiediensten aanbieden (met name de operatoren die nummeronafhankelijke diensten aanbieden) daar niet altijd over personeel of infrastructuur.</p>

<p>Par analogie avec l'exigence de localisation de l'établissement désigné et du représentant légal visés par la directive relative aux preuves électroniques, la cellule de coordination doit être établie sur le territoire de l'Union européenne (sauf les exceptions exposées ci-dessus).</p>	<p>Naar analogie van de eis om de aangewezen vestiging en wettelijke vertegenwoordiger als bedoeld in de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal te lokaliseren, moet de Coördinatiecel gevestigd zijn op het grondgebied van de Europese Unie (met de hierboven genoemde uitzonderingen).</p>
<p>Dans certains cas, à la suite d'un appel vers les services d'urgence offrant de l'aide sur place, ces services contactent par téléphone la cellule de coordination d'un opérateur pour obtenir des informations (ex. problème au niveau des données d'identification de l'appelant ou de la localisation de ce dernier). Dans ce cas de figure, il est évident que ces services d'urgence doivent obtenir une réponse immédiate de cette cellule de coordination, qui doit donc être disponible en permanence.</p>	<p>In sommige gevallen nemen deze diensten, na een oproep aan de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, telefonisch contact op met de Coördinatiecel van een operator om informatie te verkrijgen (bijv. probleem met de identificatiegegevens of locatie van de beller). In dit geval is het duidelijk dat deze hulpdiensten onmiddellijk een reactie moeten krijgen van deze Coördinatiecel, die dus te allen tijde beschikbaar moet zijn.</p>
<p>L'avis de sécurité prévu à l'article 10, § 2, de l'avant-projet de loi appelle les commentaires suivants.</p>	<p>Het veiligheidsadvies zoals bepaald in artikel 10, § 2, van het voorontwerp van wet vraagt de volgende opmerkingen.</p>
<p>Il convient tout d'abord de retracer l'historique de la réglementation en matière d'avis de sécurité dans la législation télécom.</p>	<p>Allereerst moet er worden herinnerd aan de geschiedenis van de regelgeving inzake de veiligheidsadviezen in de telecommunicatiewetgeving.</p>
<p>L'article 2, § 3, de l'arrêté royal du 9 janvier 2003 déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes judiciaires concernant les communications électroniques (ci-après l'arrêté royal du 9 janvier 2003) prévoit ce qui suit : « § 3. Pour la mise en œuvre des tâches résultant de l'application des mesures visées aux articles 46bis, 88bis et 90ter du Code d'instruction criminelle, les membres de la Cellule de coordination de la Justice doivent avoir fait l'objet d'un avis de sécurité conformément à l'article 22quinquies de la loi du 11 décembre 1998. Le Ministre de la Justice demande l'avis de sécurité à l'autorité de sécurité visée à l'article 15, alinéa 1er, de la loi du 11 décembre 1998. Cet avis de sécurité doit être positif et renouvelé tous les cinq ans. Le Ministre de la Justice, par décision motivée, a le droit de refuser des personnes en tant que membres de la Cellule de coordination de la Justice. »</p>	<p>Artikel 2, § 3, van het koninklijk besluit van 9 januari 2003 houdende modaliteiten voor de wettelijke medewerkingsplicht bij gerechtelijke vorderingen met betrekking tot elektronische communicatie (hierna het koninklijk besluit van 9 januari 2003) bepaalt het volgende: "§ 3. Om de taken die voortvloeien uit de toepassing van de maatregelen bedoeld in de artikelen 46bis, 88bis en 90ter van het Wetboek van strafvordering uit te voeren, moeten de leden van de Coördinatiecel Justitie het voorwerp uitgemaakt hebben van een veiligheidsadvies overeenkomstig artikel 22quinquies van de wet van 11 december 1998. De Minister van Justitie vraagt het veiligheidsadvies aan de veiligheidsoverheid bedoeld in artikel 15 van de wet van 11 december 1998. Dit veiligheidsadvies moet positief zijn en om de vijf jaar vernieuwd worden. De Minister van Justitie heeft het recht om, bij gemotiveerde beslissing, personen die deel uitmaken van de Coördinatiecel Justitie te weigeren."</p>

<p>Cet article déroge sur les points suivants à la réglementation générale en matière d'avis de sécurité, à savoir la loi 11 décembre 1998 relative à la classification, aux habilitations de sécurité, aux avis de sécurité et au service public réglementé (ci-après la loi du 11 décembre 1998) et ses arrêtés d'exécution. Cet article doit donc être considéré comme une lex specialis par rapport à cette réglementation générale (lex generalis).</p>	<p>Dit artikel wijkt op de volgende punten af van de algemene regelgeving inzake veiligheidsadviezen, namelijk de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie, de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten, veiligheidsadviezen en de publiek gereguleerde dienst (hierna de wet van 11 december 1998) en de uitvoeringsbesluiten daarvan. Dit artikel moet derhalve worden beschouwd als een lex specialis in verband met deze algemene regelgeving (lex generalis).</p>
<p>Premièrement, alors que selon l'article 27 de cette loi, l'autorité administrative compétente peut adresser une demande générale préalable d'avis de sécurité à la police fédérale, qui prend la décision finale (nécessité ou pas d'imposer un avis de sécurité), dans l'arrêté royal du 9 janvier 2003, c'est le Roi lui-même qui décide qu'un avis de sécurité est nécessaire pour les membres des cellules de coordination.</p>	<p>Ten eerste, terwijl de bevoegde administratieve overheid, overeenkomstig artikel 27 van deze wet, een voorafgaandelijke algemene aanvraag om een veiligheidsadvies kan richten aan de federale politie, die de definitieve beslissing neemt (noodzaak of niet om een veiligheidsadvies op te leggen), beslist in het koninklijk besluit van 9 januari 2003 de Koning zelf dat een veiligheidsadvies noodzakelijk is voor de leden van de coördinatiecellen.</p>
<p>Deuxièmement, l'arrêté royal du 9 janvier 2003 indique que l'autorité administrative compétente est le ministre de la Justice, alors que selon l'arrêté royal du 8 mai 2018 fixant les secteurs d'activités et les autorités administratives compétentes visées à l'article 24, § 2, 1^o, de la loi du 11 décembre 1998, c'est l'IBPT qui est l'autorité administrative compétente pour le secteur "des communications électroniques et infrastructures numériques".</p>	<p>Ten tweede vermeldt het koninklijk besluit van 9 januari 2003 dat de bevoegde administratieve overheid de minister van Justitie is, terwijl volgens het koninklijk besluit van 8 mei 2018 tot vaststelling van de activiteitensectoren en de bevoegde administratieve autoriteiten bedoeld in artikel 24, § 2, 1^o, van de wet van 11 december 1998 is het BIPT de bevoegde administratieve overheid voor de sector "elektronische Communicatie en Digitale infrastructuur".</p>
<p>Troisièmement, alors que selon les articles 24 et 25 de l'arrêté royal du 20 décembre 2024 relatif aux avis de sécurité, l'autorité administrative compétente doit prendre la décision définitive dans les 8 jours suivant la réception de l'avis de sécurité, selon l'arrêté royal du 9 janvier 2003, le ministre de la Justice peut, par décision motivée, refuser des personnes en tant que membres de la Cellule de coordination de la Justice (pas d'obligation de prendre systématiquement une décision).</p>	<p>Ten derde kan de minister van Justitie, overeenkomstig het koninklijk besluit van 9 januari 2003, bij gemotiveerde beslissing, personen weigeren als lid van de Coördinatiecel Justitie (geen verplichting om systematisch een beslissing te nemen), terwijl overeenkomstig de artikelen 24 en 25 van het koninklijk besluit van 20 december 2024 betreffende de veiligheidsadviezen de bevoegde administratieve overheid de definitieve beslissing moet nemen binnen acht dagen na ontvangst van het veiligheidsadvies.</p>

<p>L'article 127/3, § 2, alinéa 3, de la loi relative aux communications électroniques, qui a été inséré dans cette loi par la loi du 20 juillet 2022, prévoit ce qui suit : « § 2. [...] Les membres de la Cellule de coordination disposent d'un avis de sécurité positif et non périmé, visé à l'article 22quinquies/1 de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.</p> <p>L'autorité administrative compétente pour le traitement des avis est le ministre de la Justice. »</p>	<p>Artikel 127/3, § 2, derde lid, van de wet betreffende de elektronische communicatie, die bij de wet van 20 juli 2022 in die wet is ingevoegd, bepaalt het volgende: "§ 2. [...] De leden van de Coördinatiecel beschikken over een positief en niet-achterhaald veiligheidsadvies bedoeld in artikel 22quinquies/1 van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.</p> <p>De administratieve instantie die bevoegd is voor de behandeling van de adviezen is de minister van Justitie. "</p>
<p>Cet article déroge sur les mêmes points que l'article 2, § 3, de l'arrêté royal du 9 janvier 2003 à la loi du 11 décembre 1998 et ses arrêtés d'exécution, sauf qu'il ne prévoit pas si le ministre de la Justice prend ou non une décision après avoir reçu l'avis de sécurité.</p>	<p>Dit artikel wijkt op dezelfde punten als artikel 2, § 3, van het koninklijk besluit van 9 januari 2003 af van de wet van 11 december 1998 en de uitvoeringsbesluiten daarvan, behalve dat niet wordt bepaald of de minister van Justitie al dan niet een beslissing neemt na ontvangst van het veiligheidsadvies.</p>
<p>La présente loi abroge l'article 127/3, § 2, alinéa 3, de la loi relative aux communications électroniques et l'arrêté royal qui sera pris en exécution de la présente loi abrogera l'article 2, § 3, de l'arrêté royal du 9 janvier 2003. Mais les idées dans les dispositions abrogées sont reprises dans la présente loi.</p>	<p>Onderhavige wet heft artikel 127/3, § 2, derde lid, van de wet betreffende de elektronische communicatie op en het koninklijk besluit dat zal genomen worden ter uitvoering van de onderhavige wet, zal artikel 2, § 3, van het koninklijk besluit van 9 januari 2003 opheffen. Maar de ideeën in de opgeheven bepalingen zijn in de onderhavige wet opgenomen.</p>
<p>La présente loi déroge à la loi du 11 décembre 1998 puisqu'elle fixe elle-même l'exigence que les membres de certaines cellules de coordination aient reçu un avis de sécurité.</p>	<p>Onderhavige wet wijkt af van de wet van 11 december 1998, aangezien zij zelf de vereiste vaststelt dat de leden van bepaalde coördinatiecellen een veiligheidsadvies hebben ontvangen.</p>
<p>La présente loi déroge également aux articles 24 et 25 de l'arrêté royal du 20 décembre 2024 relatif aux avis de sécurité, puisque l'IBPT, en sa qualité d'autorité administrative compétente, ne prend pas de décision à la suite de la réception d'un avis de sécurité. Cela s'explique par le fait que c'est le législateur lui-même, dans la présente loi, qui prend la décision (exigence de disposer d'un avis de sécurité « pur » pour faire partie de la cellule de coordination). Cela n'empêche évidemment pas l'IBPT de prendre une décision dans une autre qualité (par exemple comme autorité chargée de contrôler le respect de la présente loi).</p>	<p>Onderhavige wet wijkt ook af van de artikelen 24 en 25 van het koninklijk besluit van 20 december 2024 betreffende de veiligheidsadviezen, aangezien het BIPT, in de hoedanigheid van bevoegde administratieve overheid, geen beslissing neemt na ontvangst van een veiligheidsadvies. Dit wordt verklaard door het feit dat het de wetgever zelf is die, in de onderhavige wet, de beslissing neemt (vereiste om te beschikken over een "zuiver" veiligheidsadvies om deel uit te maken van de coördinatiecel). Dit belet het BIPT uiteraard niet een beslissing te nemen in een andere hoedanigheid (bijvoorbeeld als overheid die verantwoordelijk is voor het toezicht op de naleving van onderhavige wet).</p>

<p>En revanche, la présente loi ne déroge plus à l'arrêté royal du 8 mai 2018 fixant les secteurs d'activités et les autorités administratives compétentes visées à l'article 24, § 2, 1^o, de la loi du 11 décembre 1998, dès lors que la présente loi prévoit que l'IBPT est l'autorité administrative compétente, et non plus le ministre de la Justice. Ce changement est entre autres justifié par le fait que, dans le contexte spécifique des cellules de coordination, l'autorité administrative compétente ne prend plus de décision après avoir reçu l'avis de sécurité.</p>	<p>Daarentegen wijkt onderhavige wet niet meer af van het koninklijk besluit van 8 mei 2018 tot vaststelling van de activiteitensectoren en de bevoegde administratieve overheden bedoeld in artikel 24, § 2, 1^o, van de wet van 11 december 1998, aangezien onderhavige wet bepaalt dat het BIPT de bevoegde administratieve overheid is en niet meer de minister van Justitie. Deze wijziging is onder meer gerechtvaardigd door het feit dat, in de specifieke context van de coördinatiecellen, de bevoegde administratieve overheid geen beslissing meer neemt na ontvangst van het veiligheidsadvies.</p>
<p>Si des éléments se produisent qui peuvent mener à une modification de l'avis de sécurité d'un membre d'une cellule de coordination, il revient au gestionnaire des avis de sécurité ou à l'officier de sécurité de l'entreprise concernée et aux officiers de sécurité de l'IBPT d'en informer la police fédérale, qui pourra, si nécessaire, revoir son avis.</p>	<p>Indien zich elementen voordoen die kunnen leiden tot een wijziging van het veiligheidsadvies van een lid van een coördinatiecel, is het aan de beheerder van de veiligheidsadviezen of de veiligheidsofficier van de betrokken onderneming en de veiligheidsofficieren van het BIPT om de federale politie daarvan in kennis te stellen, die, indien nodig, haar advies zal kunnen herzien.</p>
<p>La présente loi précise qu'il doit s'agir d'un avis de sécurité « pur », vu que l'article 36 de la loi 11 décembre 1998 distingue plusieurs types d'avis de sécurité positif. Les avis de sécurité positifs avec avertissement administratif ou avec mise en garde individuelle ne sont pas suffisants pour faire partie de la cellule de coordination. Il est en effet dans l'intérêt de la protection des valeurs fondamentales de l'Etat belge, de la sécurité nationale, du secret des enquêtes et de l'instruction, de la lutte contre la corruption et l'espionnage que les cellules de coordination soient, comme c'est le cas actuellement, composées de personnes dont le niveau de confiance est très élevé.</p>	<p>Onderhavige wet bepaalt dat het moet gaan om een "zuiver" veiligheidsadvies, aangezien artikel 36 van de wet van 11 december 1998 verschillende soorten positieve veiligheidsadviezen onderscheidt. De positieve veiligheidsadviezen met administratieve waarschuwing of individuele waarschuwingen zijn niet voldoende om deel uit te maken van de coördinatiecel. Het is in het belang van de bescherming van de fundamentele waarden van de Belgische Staat, de nationale veiligheid, het geheim van onderzoeken en vorderingen, de bestrijding van corruptie en spionage dat de coördinatiecellen, zoals nu het geval is, bestaan uit personen met een zeer hoog betrouwbaarheidsniveau.</p>
<p>En principe, la vérification de sécurité, qui précède l'avis, ne pourra être effectuée que si la personne physique qui fait l'objet de cette vérification a résidé depuis suffisamment de temps en Belgique. C'est ce qui explique pourquoi l'avis de sécurité est limité aux cellules de coordination établies en Belgique.</p>	<p>In principe kan de veiligheidscontrole, die voorafgaat aan het advies, alleen worden uitgevoerd als de natuurlijke persoon die het voorwerp van de controle is, gedurende een voldoende lange periode in België is verbleven. Dit verklaart waarom het veiligheidsadvies beperkt is tot coördinatiecellen die in België zijn gevestigd.</p>
<p style="text-align: center;">Art. 11</p>	<p style="text-align: center;">Art. 11</p>

<p>Les opérateurs qui sont des fournisseurs de services nationaux et qui fournissent l'accès aux services d'urgence offrant de l'aide sur place doivent toujours notifier à l'IBPT les coordonnées de contact de leur cellule de coordination. Cela s'explique par le fait que ces services d'urgence doivent toujours être en mesure de pouvoir contacter ces opérateurs lors d'un appel d'urgence si des difficultés se présentent pour identifier ou localiser l'appelant.</p>	<p>De operatoren die nationale dienstverleners zijn en toegang verlenen tot nooddiensten die ter plaatse hulp bieden moeten het BIPT steeds in kennis stellen van de contactgegevens van hun Coördinatiecel. Dat komt doordat deze nooddiensten tijdens een noodoproep altijd contact moeten kunnen opnemen met deze operatoren als zich problemen voordoen bij het identificeren of lokaliseren van de beller.</p>
<p>Cet article prévoit aussi la possibilité pour l'IBPT de demander à une entreprise concernée les coordonnées de contact de sa cellule de coordination. Cette demande fera suite à une demande interne motivée d'une autorité belge compétente (d'une part le NTSU pour les autorités judiciaires et d'autre part les services de renseignement et de sécurité). L'autorité devra donc motiver en interne, le cas échéant de manière succincte, pourquoi il est nécessaire de disposer des coordonnées de contact de la cellule de coordination de l'entreprise en question. Mais cette motivation, qui pourrait être protégée, ne doit pas être transmise à l'IBPT (mais elle peut l'être si l'autorité le souhaite).</p>	<p>Dit artikel voorziet ook in de mogelijkheid voor het BIPT om een betrokken onderneming te verzoeken om de contactgegevens van zijn Coördinatiecel. Dit verzoek volgt op een met redenen omkleed intern verzoek van een bevoegde Belgische autoriteit (enerzijds de NTSU voor de gerechtelijke autoriteiten en anderzijds de inlichtingen- en veiligheidsdiensten). De autoriteit moet derhalve, in voorkomend geval beknopt, intern motiveren waarom de contactgegevens van de Coördinatiecel van de betrokken onderneming moeten worden verstrekt. Maar deze motivering, die beschermd zou kunnen zijn, mag niet aan het BIPT worden bezorgd (al mag dit wel als de autoriteit dat wenst).</p>
<p>Cela assure la proportionnalité du projet de loi et permet de compenser le fait que ce projet a un champ d'application plus large que celui de la directive relative aux preuves électroniques. Ainsi, seules les entreprises concernées qui présentent un intérêt opérationnel pour les autorités judiciaires et les services de renseignement et de sécurité devront communiquer à l'IBPT les coordonnées de contact de leur cellule de coordination. Cela permet aussi d'alléger la tâche de contrôle de l'IBPT, d'autant plus que l'obligation de disposer d'une cellule de coordination touche de très nombreuses entreprises.</p>	<p>Dat garandeert de evenredigheid van het wetsontwerp en maakt het mogelijk te compenseren voor het feit dat dit ontwerp een breder toepassingsgebied heeft dan dat van de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal. Op deze manier hoeven enkel de betrokken ondernemingen die van operationeel belang zijn voor de gerechtelijke autoriteiten en de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, het BIPT de contactgegevens van hun Coördinatiecel mee te delen. Dit maakt het ook mogelijk de controletaak van het BIPT te verlichten, vooral omdat de verplichting om een Coördinatiecel te hebben een zeer groot aantal ondernemingen treft.</p>
<p>Art. 12</p>	<p>Art. 12</p>

<p>Il convient d'éviter que les autorités belges compétentes n'envoient leur demande de preuves électroniques à un autre service de l'entreprise concernée (par exemple au service facturation de cette entreprise) qu'à sa cellule de coordination. Cela n'est pas efficace, ni pour l'autorité, ni pour cette entreprise. Cette règle ne peut cependant pas être absolue car il peut y avoir des hypothèses dans lesquelles il peut ne pas être approprié pour une autorité de s'adresser à la cellule de coordination de l'entreprise concernée, par exemple, car il est apparu qu'un membre de cette cellule n'est pas fiable. Cependant, la déviation par rapport à cette règle devra être motivée dans un document interne de l'autorité.</p>	<p>Er dient te worden vermeden dat de bevoegde Belgische autoriteiten hun verzoek om elektronisch bewijsmateriaal alleen naar een andere dienst van de betrokken onderneming (bijv. de factureringdienst van die onderneming) dan haar Coördinatiecel sturen. Dit is niet efficiënt, noch voor de autoriteit noch voor deze onderneming. Deze regel kan echter niet absoluut zijn, aangezien het in bepaalde omstandigheden niet passend kan zijn dat een autoriteit zich tot de Coördinatiecel van de betrokken onderneming richt, bijvoorbeeld omdat is gebleken dat een lid van die eenheid onbetrouwbaar is. De afwijking van deze regel moet echter in een intern document van de autoriteit worden gemotiveerd.</p>
<p>Le rôle de l'IBPT n'est pas de sanctionner une autorité belge compétente qui ne respecterait pas l'article 12. Il revient à chaque autorité belge compétente de prendre les mesures nécessaires pour respecter cet article.</p>	<p>Het BIPT heeft niet tot taak een bevoegde Belgische autoriteit die niet aan artikel 12 voldoet, te bestraffen. Het is aan elke bevoegde Belgische autoriteit om de nodige maatregelen te nemen om aan dit artikel te voldoen.</p>
Art. 13	Art. 13
<p>La possibilité d'une cellule de coordination commune se trouve déjà dans l'article 127/3 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p>	<p>Artikel 127/3 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie voorziet reeds in de mogelijkheid van een gemeenschappelijke Coördinatiecel.</p>
<p>Le considérant 7 de la directive relative aux preuves électroniques prévoit ce qui suit : « Sans préjudice des garanties en matière de protection des données, cet établissement désigné ou ce représentant légal pourrait se partager entre plusieurs fournisseurs de services, en particulier des fournisseurs de services qui sont des petites ou moyennes entreprises. »</p>	<p>Considerans 7 van de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal preciseert het volgende: "Onverminderd de waarborgen inzake gegevensbescherming kan een dergelijke aangewezen vestiging of wettelijke vertegenwoordiger worden gedeeld tussen verschillende dienstverleners, met name door dienstverleners die kleine of middelgrote ondernemingen zijn."</p>
Art. 14	Art. 14

<p>L'article 3.4 de la directive relative aux preuves électroniques prévoit entre autres ce qui suit : « Les États membres veillent à ce que les fournisseurs de services établis sur leur territoire ou proposant des services sur leur territoire dotent leurs établissements désignés et leurs représentants légaux des pouvoirs et des ressources nécessaires pour se conformer aux décisions et injonctions relevant du champ d'application prévu à l'article 1er, paragraphe 2, reçues d'un État membre. Les États membres vérifient également que les établissements désignés qui sont établis sur leur territoire ou les représentants légaux qui résident sur leur territoire ont reçu de la part des fournisseurs de services les pouvoirs et les ressources nécessaires pour se conformer aux décisions et injonctions reçues d'un État membre [...]. » La première phrase a été reprise dans le projet de loi et a été étendue à la cellule de coordination. La deuxième phrase n'y a pas été reprise, étant donné qu'elle n'est que le miroir de la première phrase et que le pouvoir de contrôle par l'IBPT de la loi ressort déjà de l'article 14, § 1^{er}, 3^o, de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, tel que modifié dans le cadre du présent projet de loi.</p>	<p>Artikel 3.4 van de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal bepaalt onder meer het volgende: "De lidstaten zien erop toe dat dienstaanbieders die zijn gevestigd of diensten aanbieden op hun grondgebied, hun aangewezen vestigingen en wettelijke vertegenwoordigers de nodige bevoegdheden en middelen ter beschikking stellen om te voldoen aan beslissingen en bevelen van een lidstaat die onder het in artikel 1, lid 2, vastgestelde toepassingsgebied vallen. De lidstaten vergewissen zich ook ervan dat de aangewezen vestigingen die op hun grondgebied zijn gevestigd of de wettelijke vertegenwoordigers die op hun grondgebied verblijven, de nodige bevoegdheden en middelen van de dienstaanbieders hebben gekregen om die beslissingen en bevelen van een lidstaat te kunnen naleven [...]." De eerste zin werd opgenomen in het wetsvoorstel en uitgebreid met de Coördinatiecel. De tweede zin werd er niet in opgenomen, aangezien het slechts de spiegel van de eerste zin is en de bevoegdheid van het BIPT om de wet te controleren reeds is opgenomen in artikel 14, § 1, 3^o, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, zoals gewijzigd in het kader van dit wetsvoorstel.</p>
Art. 15	Art. 15
<p>En principe, la législation prévoit déjà des mécanismes de contrôle des entreprises concernées du respect des instruments juridiques de l'Union européenne visant à obtenir ou geler des preuves électroniques et des lois organiques d'une autorité belge compétente ainsi que des mécanismes de sanction en cas de non-respect de ces dispositions.</p>	<p>In beginsel voorziet de wetgeving reeds in mechanismen voor het toezicht op de naleving door de betrokken ondernemingen van de rechtsinstrumenten van de Europese Unie voor het verkrijgen of bevrozen van elektronisch bewijsmateriaal en de organieke wetten van een bevoegde Belgische autoriteit, alsmede in mechanismen voor sancties in geval van niet-naleving van deze bepalingen.</p>

<p>La plus-value de l'article 15, § 1^{er}, du projet de loi par rapport à ces mécanismes de contrôle et de sanction déjà existants est de permettre à l'IBPT d'intervenir en cas de problème structurel de coopération d'un point de contact d'une entreprise concernée avec une ou plusieurs autorités compétentes. En pratique, l'IBPT pourrait ainsi joindre dans une procédure d'infraction pour non-respect de cet article 15 un ou plusieurs griefs qui résultent de différentes demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques. Cela permet à l'IBPT d'identifier plusieurs faits qui sont révélateurs d'un comportement inadéquat du point de contact de l'entreprise concernée.</p>	<p>De toegevoegde waarde van artikel 15, § 1, van het wetsontwerp ten opzichte van deze reeds bestaande controle- en sanctiemechanismen is dat het BIPT kan ingrijpen in geval van een structureel probleem bij de samenwerking tussen een contactpunt van een betrokken onderneming en een of meer bevoegde autoriteiten. In de praktijk zou het BIPT dus een of meer grieven kunnen toevoegen aan een inbreukprocedure wegens niet-naleving van artikel 15, die voortvloeien uit verschillende verzoeken om verstrekking of bevrozing van elektronisch bewijsmateriaal. Hierdoor kan het BIPT verschillende feiten identificeren die wijzen op ongepast gedrag van het contactpunt van de betrokken onderneming.</p>
<p>Bien entendu, comme l'IBPT le fait déjà à l'heure actuelle avec le procureur du Roi en cas de non-respect d'une disposition sanctionnée pénalement (voir l'article 21/1 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges), il se concertera avec les autorités concernées, afin d'assurer le respect du principe <i>ne bis in idem</i>.</p>	<p>Uiteraard zal het BIPT, zoals het reeds doet met de procureur des Konings in geval van niet-naleving van een strafrechtelijk bestrafte bepaling (zie artikel 21/1 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector), overleg plegen met de betrokken autoriteiten om ervoor te zorgen dat het <i>ne bis in idem</i>-beginsel wordt nageleefd.</p>
<p>En vertu de l'article 15, § 1^{er}, du projet de loi, l'établissement désigné, le représentant légal et la cellule de coordination doivent respecter le cadre légal applicable. Pour ce qui concerne la Belgique, il s'agit entre autres du Code d'instructions criminelles et de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité.</p>	<p>Volgens artikel 15, § 1, van het wetsontwerp moeten de aangewezen vestiging, de wettelijke vertegenwoordiger en de Coördinatiecel het toepasselijke rechtskader naleven. In het geval van België gaat het onder andere over het Wetboek van Strafvordering en de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst.</p>
<p>La responsabilité solidaire dont il est question dans cet article ne s'appliquera généralement pas en Belgique, dès lors que le non-respect par le fournisseur de services d'un instrument juridique de l'Union européenne visant à geler ou obtenir des preuves électroniques ou de la législation organique de l'autorité belge compétente (par exemple le Code d'instruction criminelle ou la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité) est, en Belgique, généralement sanctionné pénalement.</p>	<p>De gezamenlijke en hoofdelijke aansprakelijkheid waarnaar in dit artikel wordt verwezen, zal in België over het algemeen niet van toepassing zijn, aangezien het niet naleven van een rechtsinstrument van de Europese Unie ter bevrozing of verkrijging van elektronisch bewijsmateriaal of van de organieke wetgeving van de bevoegde Belgische autoriteit (bijvoorbeeld het Wetboek van Strafvordering of de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst) in België over het algemeen strafrechtelijk wordt bestraft.</p>
<p>CHAPITRE 3. Modalités de l'obligation de collaboration légale et mise en œuvre du règlement relatif aux preuves électroniques</p>	<p>HOOFDSTUK 3. Nadere bepalingen van de wettelijke medewerkingsplicht en tenuitvoerlegging van de verordening inzake elektronisch bewijsmateriaal</p>
<p>Art. 16</p>	<p>Art. 16</p>

<p>Cet article reprend, en la simplifiant et en l'élargissant aux entreprises concernées, la délégation au Roi qui se trouve à l'article 127/3, § 4, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques. L'élargissement opéré dans cette délégation au Roi reflète l'application de certaines dispositions du présent avant-projet aux entreprises concernées (voir la définition à 2, 9°), qui sont plus larges que les opérateurs visés dans la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques. Par ailleurs, il pourrait apparaître de la pratique qu'il est nécessaire de réglementer les modalités pratiques de la collaboration d'autres types d'entreprises que les opérateurs télécoms avec les autorités belges compétentes ou avec le service désigné par le Roi (en pratique, le NTSU, à savoir le National Technical and Tactical Support Unit des unités spéciales de la police fédérale).</p>	<p>Dit artikel omvat de delegatie aan de Koning uit artikel 127/3 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, vereenvoudigt deze en breidt ze uit met de betrokken ondernemingen. De uitbreiding van deze delegatie aan de Koning weerspiegelt de toepassing van een aantal bepalingen van dit voorontwerp op de betrokken vennootschappen (zie definitie onder 2, 9°), die ruimer zijn dan de operatoren waarnaar wordt verwezen in de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie. Bovendien zou uit de praktijk kunnen blijken dat het noodzakelijk is de praktische regelingen voor de samenwerking tussen andere soorten ondernemingen dan de telecomoperatoren met de bevoegde Belgische autoriteiten of met de door de Koning aangewezen dienst (in de praktijk de NTSU, nl. de National Technical and Tactical Support Unit van de speciale eenheden van de federale politie) te regelen.</p>
<p>Les arrêtés royaux suivants retrouvent une base légale dans cette délégation au Roi :</p>	<p>De volgende koninklijke besluiten vormen een rechtsgrondslag voor deze delegatie aan de Koning:</p>
<p>- l'arrêté royal du 12 octobre 2010 déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes concernant les communications électroniques par les services de renseignement et de sécurité (exécution de la présente loi et de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité) ;</p>	<p>- het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 houdende de nadere regels voor de wettelijke medewerkingsplicht bij vorderingen door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten met betrekking tot elektronische communicatie (uitvoering van deze wet en van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst);</p>
<p>- l'arrêté royal du 9 janvier 2003 déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes judiciaires concernant les communications électroniques (exécution de la présente loi et du Code d'instruction criminelle).</p>	<p>- het koninklijk besluit van 9 januari 2003 houdende modaliteiten voor de wettelijke medewerkingsplicht bij gerechtelijke vorderingen met betrekking tot elektronische communicatie (uitvoering van deze wet en van het Wetboek van Strafvordering).</p>
<p>En cas de non-respect par une entreprise concernée de l'arrêté royal pris en exécution de cette délégation au Roi, une sanction pénale (article 655 ou article 656 du nouveau Code pénal) ou une sanction administrative (imposée par l'IBPT) peut être infligée.</p>	<p>In geval van niet-naleving door een betrokken onderneming van het koninklijk besluit dat ter uitvoering van deze delegatie aan de Koning is aangenomen, kan een strafrechtelijke sanctie (artikel 655 of artikel 656 van het nieuwe Strafwetboek) of een administratieve sanctie (opgelegd door het BIPT) worden opgelegd.</p>
<p>Art. 17</p>	<p>Art. 17</p>

L'objet de cet article est de déterminer les autorités compétentes pour l'application du règlement relatif aux preuves électroniques.	Dit artikel heeft tot doel de bevoegde autoriteiten voor de toepassing van de verordening inzake elektronisch bewijsmateriaal te bepalen.
CHAPITRE 4. Dispositions modificatrices et transitoires	HOOFDSTUK 4. Wijzigings- en overgangsbepalingen
Art. 18 -20	Art. 18 -20
L'article 14 de la loi 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges est modifié afin de permettre à l'IBPT de contrôler la présente loi et son arrêté d'exécution. En pratique, l'IBPT n'aura rien à contrôler pour ce qui concerne le chapitre 3 de cette loi (désignation des autorités belges compétentes pour l'application du règlement relatif aux preuves électroniques).	Artikel 14 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector wordt gewijzigd om het BIPT in staat te stellen toezicht te houden op de naleving van deze wet en het uitvoeringsbesluit ervan. In de praktijk zal het BIPT met betrekking tot hoofdstuk 3 van deze wet (aanwijzing van de bevoegde Belgische autoriteiten voor de toepassing van de verordening inzake elektronisch bewijsmateriaal) niks te controleren hebben.
L'article 21 de cette même loi est modifié pour fixer un montant maximum des amendes et des astreintes que l'IBPT peut imposer en cas de non-respect de la présente loi, de son arrêté d'exécution et des décisions éventuelles qu'il prendrait pour mettre en œuvre cette loi ou cet arrêté ou pour les faire respecter.	Artikel 21 van dezelfde wet wordt gewijzigd om een maximumbedrag vast te stellen van de boetes en dwangsommen die het BIPT kan opleggen in geval van niet-naleving van deze wet, het uitvoeringsbevel en alle besluiten die het zou kunnen nemen om deze wet of dit bevel ten uitvoer te leggen of te doen naleven.
Le montant maximal de 2 % du chiffre d'affaires mondial annuel du contrevenant pour l'amende et le montant maximal de 2% du chiffre d'affaires mondial journalier pour les astreintes est inspiré de l'article 15 du règlement relatif aux preuves électroniques, qui prévoit ce qui suit : « Les États membres veillent à ce que des sanctions pécuniaires allant jusqu'à 2 % du chiffre d'affaires annuel mondial total du fournisseur de services pour l'exercice précédent puissent être imposées. »	Het maximumbedrag van 2% van de wereldwijde jaaromzet van de inbreukmaker voor de boete en het maximumbedrag van 2% van de wereldwijde dagomzet voor dwangsommen zijn gebaseerd op artikel 15 van de verordening inzake elektronisch bewijsmateriaal, dat het volgende bepaalt: "De lidstaten zorgen ervoor dat geldelijke sancties kunnen worden opgelegd die maximaal 2 % van de totale mondiale jaaromzet van de dienstaanbieder in het voorgaande boekjaar bedragen."

<p>Il convient à cet égard de tenir compte qu'une procédure d'infraction pour non-respect de la présente loi pourrait concerner un problème structurel d'absence de collaboration ou de mauvaise collaboration d'une entreprise concernée avec une autorité belge compétente. Ce problème structurel peut refléter une absence de réponse ou des réponses incomplètes, incorrectes ou tardives à plusieurs demandes de preuves électroniques d'une autorité ou de plusieurs autorités. Vu ces éléments, il est estimé que le montant maximal de l'amende et de l'astreinte ne peut être inférieur à ce qui est prévu pour le non-respect du règlement relatif aux preuves électroniques (ce non-respect pouvant potentiellement concerner une seule demande de preuves électroniques).</p>	<p>In dit verband moet in gedachten worden gehouden dat een inbreukprocedure wegens niet-naleving van deze wet een structureel probleem zou kunnen betreffen, namelijk het gebrek aan medewerking of de gebrekkige samenwerking met een bevoegde Belgische autoriteit. Dit structurele probleem kan het gevolg zijn van het uitblijven van een antwoord of onvolledige, onjuiste of late reacties op meerdere verzoeken om elektronisch bewijsmateriaal van een of meer autoriteiten. In het licht van deze overwegingen wordt geoordeeld dat het maximumbedrag van de boete en de dwangsom niet lager mag zijn dan het bedrag waarin is voorzien bij niet-naleving van de verordening inzake elektronisch bewijsmateriaal (deze niet-naleving kan mogelijk betrekking hebben op één enkel verzoek om elektronisch bewijsmateriaal).</p>
Art. 21-25	Art. 21-25
<p>Les articles 122, 123 et 127/2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques doivent être complétés, dès lors qu'ils font référence à la notion de cellule de coordination de l'opérateur, alors que selon le présent projet de loi, le point de contact de l'opérateur qui est chargé de répondre aux demandes de fourniture ou de gel de preuves électroniques des autorités peut également être l'établissement désigné, le représentant légal ou l'établissement en Belgique (voir article 7, alinéa 2, du présent projet de loi). Ces derniers peuvent, selon ce que le fournisseur de services décide, être également sa cellule de coordination ou être un point de contact séparé.</p>	<p>De artikelen 122, 123 en 127/2 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie moeten worden aangevuld, aangezien zij verwijzen naar het concept van een Coördinatiecel van de operator, terwijl volgens dit wetsontwerp ook de aangewezen vestiging, de wettelijke vertegenwoordiger of de vestiging in België het contactpunt kan zijn van de operator die verantwoordelijk is voor het beantwoorden van verzoeken om elektronisch bewijsmateriaal (zie artikel 7, tweede lid, van dit wetsontwerp). Dat laatste kan, afhankelijk van wat de dienst aanbieder beslist, ook zijn Coördinatiecel of een afzonderlijk contactpunt zijn.</p>

<p>L'article 127, § 7, alinéas 1 et 2, est modifié pour confirmer que cet alinéa 1^{er} (collecte et conservation uniquement du numéro de registre national et du nom et prénom de l'abonné) est applicable lorsque le numéro de registre national peut être collecté de manière fiable (certitude que ce numéro correspond à l'abonné et est correct). Ainsi, alors que cet alinéa 1^{er} ne visait auparavant que l'identification de l'abonné à partir de sa carte d'identité électronique, le nouveau texte de l'alinéa 1^{er} prend en compte le fait qu'il est possible de collecter le numéro de registre national de manière fiable par d'autres moyens, comme itsme. Cette modification est bénéfique pour les opérateurs et pour la protection de la vie privée des abonnés, vu qu'elle leur apporte une sécurité juridique et qu'elle limite les données à collecter et à conserver et pour les autorités, vu que le numéro de registre national permet d'identifier l'abonné de manière fiable.</p>	<p>Artikel 127, § 7, eerste en tweede lid, wordt gewijzigd om te bevestigen dat dit eerste lid (vergaring en bewaring van enkel het rijksregisternummer en de achternaam en voornaam van de abonnee) van toepassing is wanneer het rijksregisternummer op betrouwbare wijze kan worden verzameld (zekerheid dat dit nummer overeenkomt met de abonnee en juist is). Terwijl dit eerste lid eerder alleen betrekking had op de identificatie van de abonnee met behulp van zijn elektronische identiteitskaart, houdt de nieuwe tekst van het eerste lid er aldus rekening mee dat het mogelijk is het rijksregisternummer op betrouwbare wijze te vergaren via andere middelen, zoals itsme. Deze wijziging is gunstig voor de operatoren en voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de abonnees, aangezien het rechtszekerheid biedt en de te verzamelen en bewaren gegevens beperkt, evenals voor de autoriteiten, aangezien het rijksregisternummer de abonnee op betrouwbare wijze identificeert.</p>
<p>Les dispositions de l'article 127/3 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques qui sont relatives à la cellule de coordination sont supprimées, dès lors que ces dispositions sont réécrites dans le présent projet de loi pour assurer une transposition correcte de la directive.</p>	<p>De bepalingen van artikel 127/3 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie die betrekking hebben op de Coördinatiecel worden geschrapt, aangezien deze bepalingen in dit wetsontwerp worden geherformuleerd om de correcte omzetting van de richtlijn te waarborgen.</p>
<p>La délégation au Roi qui se trouve dans le paragraphe 4 de cet article 127/3 est abrogée et est réécrite dans l'article 16 du présent avant-projet de loi.</p>	<p>De in paragraaf 4 van dit artikel 127/3 vervatte delegatie aan de Koning wordt opgeheven en herschreven in artikel 16 van dit voorontwerp van wet.</p>
<p>Art. 26</p>	<p>Art. 26</p>
<p>Cette modification est la conséquence de l'abrogation de la délégation au Roi dans l'article 127/3, § 4, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p>	<p>Deze wijziging is het gevolg van de opheffing van de delegatie aan de Koning in artikel 127/3, § 4, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p>
<p>Art. 27</p>	<p>Art. 27</p>
<p>Cette disposition transpose l'article 3.6 de la directive relative aux preuves électroniques.</p>	<p>Met deze bepaling wordt artikel 3.6 van de richtlijn inzake elektronisch bewijsmateriaal omgezet.</p>

Version coordonnée de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges	Gecoördineerde versie van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector
---	---

Loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges	Wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector
Art. 1er/1. ^[1] La présente loi transpose partiellement les directives suivantes:	Art. 1/1. ^[1] Deze wet voorziet in de gedeeltelijke omzetting van volgende richtlijnen:
1° la directive (UE) 2022/2555 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de cybersécurité dans l'ensemble de l'Union, modifiant le règlement (UE) n° 910/2014 et la directive (UE) 2018/1972, et abrogeant la directive (UE) 2016/1148;	1° ^[2] Richtlijn (EU) 2022/2555 van het Europees Parlement en de Raad van 14 december 2022 betreffende maatregelen voor een hoog gezamenlijk niveau van cyberbeveiliging in de Unie, tot wijziging van Verordening (EU) nr. 910/2014 en Richtlijn (EU) 2018/1972 en tot intrekking van Richtlijn (EU) 2016/1148; []] ²
2° la directive (UE) 2018/1972 du Parlement Européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen ;-	2° Richtlijn (EU) 2018/1972 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie ;-
3° la directive (UE) 2023/1544 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 établissant des règles harmonisées concernant la désignation d'établissements désignés et de représentants légaux aux fins de l'obtention de preuves électroniques dans le cadre des procédures pénales.	3° Richtlijn (EU) 2023/1544 van het Europees Parlement en de Raad van 12 juli 2023 tot vaststelling van geharmoniseerde regels inzake de aanwijzing van aangewezen vestigingen en de aanstelling van wettelijke vertegenwoordigers ten behoeve van de vergaring van elektronisch bewijsmateriaal in strafprocedures.
Section 2. – Compétences et Missions	Afdeling 2. – Bevoegdheden en opdrachten
Art. 14. <L 2005-07-20/41, art. 73, 005 ; En vigueur : 31-12-2005> § 1er. Sans préjudice de ses compétences légales, les missions de l'Institut en ce qui concerne les réseaux de communications électroniques et les services de communications électroniques, équipement terminal équipement hertzien ^[11] , en ce qui concerne le secteur des infrastructures numériques au sens de la loi du 7 avril 2019 établissant un cadre pour la sécurité des réseaux et des systèmes d'information d'intérêt général pour la sécurité publique, en ce qui concerne les secteurs des communications électroniques et des infrastructures numériques	Art. 14. <W 2005-07-20/41, art. 73, 005; Inwerkingtreding : 31-12-2005> § 1. Onverminderd zijn wettelijke bevoegdheden, heeft het Instituut de volgende taken met betrekking tot elektronische-communicatienetwerken en elektronische-communicatiediensten, eindapparatuur, radioapparatuur ^[11] , met betrekking tot de digitale-infrastructuursector in de zin van de wet van 7 april 2019 tot vaststelling van een kader voor de cyberbeveiliging van netwerken en informatiesystemen van algemeen belang voor de openbare veiligheid, met betrekking tot de sectoren van de elektronische communicatie

au sens de la loi du 1er juillet 2011 relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques,]¹¹ [19 en ce qui concerne la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne au sens du règlement (UE) 2021/784 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 relatif à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne,]¹⁹ [21 en ce qui concerne les services intermédiaires,]²¹ [15 en ce qui concerne l'article XI.216/2, § 2, du Code de droit économique,]¹⁵ ~~et~~ en ce qui concerne les services postaux et les réseaux postaux publics tels que définis à [10 l'article 2 de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux]¹⁰ ~~et en ce qui concerne les fournisseurs de services, les opérateurs de réseaux et les fabricant et loueurs de certains véhicules connectés,~~ sont les suivantes :

1° la formulation d'avis d'initiative, dans les cas prévus par les lois et arrêtés ou à la demande du ministre [21, du ministre qui a l'Economie dans ses attributions et du membre du gouvernement qui a l'Agenda numérique dans ses attributions, dans la limite de leurs attributions respectives,]²¹ [4 ou de la Chambre des représentants]⁴;

2° la prise de décisions administratives;

3° [11 le contrôle du respect des normes suivantes et de leurs arrêtés d'exécution :

a) la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;

b) le Titre Ier, chapitre X et le Titre III de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ;

c) la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux [20 à l'exception des articles 3, § 2, alinéa 5, 5, § 1er, 5/2, 5/3, 5/4, 5/5 et 10/1]²⁰;

d) les articles 14, § 2, 2°, [18 15]¹⁸ [21, 15/1]²¹ et 21, §§ 5 à 7, de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges ;

e) les articles 4 et 4/1 de la loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges ;

f) la loi du 5 mai 2017 relative aux services de médias audiovisuels en région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

g) la loi du 1er juillet 2011 relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques, pour ce qui concerne les secteurs des communications électroniques et des

en digitale infrastructures in de zin van de wet van 1 juli 2011 betreffende de beveiliging en de bescherming van de kritieke infrastructures,]¹¹ [19] met betrekking tot het tegengaan van de verspreiding van terroristische online-inhoud in de zin van Verordening (EU) 2021/784 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2021 inzake het tegengaan van de verspreiding van terroristische online-inhoud,]¹⁹ [21 wat betreft de tussenhandeldiensten,]²¹ [15 wat betreft artikel XI.216/2, § 2, van het Wetboek van economisch recht,]¹⁵ ~~en~~ met betrekking tot de postdiensten en openbare postnetwerken zoals gedefinieerd door [10 artikel 2 van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten en wat betreft de dienstaanbieders, de netwerkoperatoren en de fabrikanten en verhuurders van bepaalde geconnecteerde voertuigen]¹⁰:

1° het formuleren van adviezen op eigen initiatief, in de gevallen waarin de wetten en besluiten voorzien of op verzoek van de minister [21, de minister van Economie en het regeringslid bevoegd voor de digitale agenda, binnen de grenzen van hun respectieve bevoegdheden,]²¹ [4 of van de Kamer van volksvertegenwoordigers]⁴;

2° het nemen van administratieve beslissingen;

3° [11 het toezicht op de naleving van de volgende normen en van de uitvoeringsbesluiten ervan:

a) de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

b) Titel I, hoofdstuk X, en Titel III van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

c) de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten [20, met uitzondering van de artikelen 3, § 2, vijfde lid, 5, § 1, 5/2, 5/3, 5/4, 5/5 en 10/1]²⁰;

d) de artikelen 14, § 2, 2°, [18 15]¹⁸ [21, 15/1]²¹ en 21, §§ 5 tot 7, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector;

e) de artikelen 4 en 4/1 van de wet van 17 januari 2003 betreffende de rechtsmiddelen en de geschillenbehandeling naar aanleiding van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector;

f) de wet van 5 mei 2017 betreffende de audiovisuele mediadiensten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

g) de wet van 1 juli 2011 betreffende de beveiliging en de bescherming van de kritieke

<p>infrastructures numériques ; h) la loi du 7 avril 2019 établissant un cadre pour la sécurité des réseaux et des systèmes d'information d'intérêt général pour la sécurité publique, en ce qui concerne le secteur des infrastructures numériques ; i) le Règlement (UE) 611/2013 de la Commission du 24 juin 2013 concernant les mesures relatives à la notification des violations de données à caractère personnel en vertu de la Directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil sur la vie privée et les communications électroniques; ^[12] j) tout acte juridique contraignant en droit de l'Union européenne, qui attribue des missions à l'autorité réglementaire nationale dans le secteur des postes ou des communications électroniques;^[12] ^[13] k) toute décision contraignante adoptée par : i) l'Institut ; ii) les ministres sur base de l'article 105, § 6, alinéa 1er, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ; iii) la Commission européenne dans le secteur des communications électroniques ou dans le secteur postal;^[13] ^[19] l) le règlement (UE) 2021/784 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 relatif à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère antiterroriste en ligne, sans préjudice de tâches confiées à d'autres autorités compétentes en vertu de l'article 12, paragraphe 1er, a) et b), dudit règlement;^[19] ^[21] m) le règlement sur les services numériques ;⁻</p>	<p>infrastructures, wat de sectoren van de elektronische communicatie en digitale infrastructures betreft; h) de wet van 7 april 2019 tot vaststelling van een kader voor de beveiliging van netwerk- en informatiesystemen van algemeen belang voor de openbare veiligheid, wat de sector van de digitale infrastructures betreft; i) Verordening (EU) 611/2013 van de Commissie van 24 juni 2013 betreffende maatregelen voor het melden van inbreuken in verband met persoonsgegevens op grond van Richtlijn 2002/58/EG van het Europees Parlement en de Raad betreffende privacy en elektronische communicatie; ^[12] j) elke bindende rechtshandeling in het Europees Unierecht, die opdrachten toewijst aan de nationale regelgevende instantie in de sector van de post of elektronische communicatie;^[12] ^[13] k) elke bindende beslissing aangenomen door: i) het Instituut; ii) de ministers op basis van artikel 105, § 6, eerste lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie; iii) de Europese Commissie in de sector van de elektronische communicatie of in de postsector.^[13] ^[19] l) Verordening (EU) 2021/784 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2021 inzake het tegengaan van de verspreiding van terroristische online-inhoud, onverminderd de taken die krachtens artikel 12, lid 1, a) en b), van die verordening aan andere bevoegde autoriteiten zijn toevertrouwd;^[19] ^[21] m) de Digitaal dienstenverordening⁻;</p>
<p>n) la loi [intitulé de la nouvelle loi].</p>	<p>n) de wet [titel van de nieuwe wet].</p>
<p>Art. 21.^[1] § 1er. ^[2] Si le Conseil dispose d'un faisceau d'indices qui pourraient indiquer ^[6] un manquement^[6] à la législation ou à la réglementation dont l'Institut contrôle le respect ^[2], à une décision prise^[2] par l'Institut en exécution de cette législation ou réglementation ^[2] ou à une décision visée à l'article 105, § 6, alinéa 1er, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques^[2], il fait part ^[3] le cas échéant^[3] de ses griefs à l'intéressé ainsi que des mesures envisagées visées au paragraphe 5 qui seront appliquées en cas de confirmation ^[6] du manquement^[6].^[2] ^[6] Les sanctions ainsi prévues sont appropriées, effectives, proportionnées et dissuasives.^[6]</p>	<p>Art. 21.^[1] § 1. ^[2] Indien de Raad over een reeks aanwijzingen beschikt die zouden kunnen wijzen op ^[6] een inbreuk^[6] op de wetgeving of reglementering waarvan de naleving door het Instituut wordt gecontroleerd ^[2], op een besluit genomen^[2] door het Instituut ter uitvoering van die wetgeving of reglementering ^[2] of van een beslissing bedoeld in artikel 105, § 6, eerste lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie^[2], deelt hij ^[3] in voorkomend geval^[3] zijn grieven mee aan de betrokkene, alsook de beoogde maatregelen bedoeld in paragraaf 5 die toegepast zullen worden indien ^[6] de inbreuk bevestigd wordt^[6].^[2] ^[6] De aldus vastgestelde sancties zijn passend, doeltreffend, evenredig en</p>

§ 2. Le Conseil fixe le délai dont dispose [2 l'intéressé]2 pour consulter le dossier et présenter ses observations écrites. Ce délai ne peut être inférieur à dix jours ouvrables.

§ 3. [2 L'intéressé]2 est invité à comparaître à la date fixée par le Conseil et communiquée par lettre recommandée. Il peut se faire représenter par le conseil de son choix.

§ 4. Le Conseil peut entendre toute personne pouvant contribuer utilement à son information, soit d'office, soit à la demande [2 de l'intéressé]2.

§ 5. [2 Si le Conseil conclut à l'existence d'[6 un manquement]6, [3 il peut adopter, en une ou plusieurs décisions, une ou plusieurs des mesures suivantes :

1° [6 l'ordre qu'il soit mis fin au manquement, soit immédiatement, soit dans le délai raisonnable qu'il impartit, pour autant que ce manquement n'ait pas cessé; l'Institut prend à cet égard des mesures appropriées et proportionnées pour garantir le respect de ces conditions;]6]3

[3 ...]3

[3 1°/1.]3 des prescriptions relatives à la manière dont il faut remédier [6 au manquement]6;

[9 1° /2 dans le cadre du règlement sur les services numériques, accepter les engagements proposés par le fournisseur d'un service intermédiaire et les rendre contraignants;]9

2° [6 le paiement dans le délai imparti par le Conseil d'une amende administrative au profit du Trésor public d'un montant maximal de 5 000 euros pour les personnes physiques et de 5 % au maximum du chiffre d'affaires consolidé du contrevenant, avant impôts et hors T.V.A., réalisé au cours de l'exercice complet le plus récent dans le secteur des communications électroniques ou des services postaux en Belgique ou si le contrevenant ne développe pas d'activités lui faisant réaliser un chiffre d'affaires, d'un montant maximal de 1 000 000 d'euros pour les personnes morales. Pour les manquements au chapitre 2 de la loi du 5 mai 2017 relative aux services de médias audiovisuels en région bilingue de Bruxelles-Capitale, le montant de l'amende administrative est de maximum 5 % du chiffre d'affaires consolidé du contrevenant, avant impôts et hors T.V.A., réalisé dans le secteur en question au cours de l'exercice complet le plus récent, plafonné à 125 000 euros.]6 [9 En ce qui concerne les manquements au règlement sur les services numériques, le montant maximal de l'amende administrative est celui visé à l'article

ontmoedigend].6

§ 2. De Raad stelt de termijn vast waarover [2 de betrokkene]2 beschikt om het dossier te raadplegen en zijn schriftelijke opmerkingen voor te leggen. Deze termijn mag niet korter zijn dan tien werkdagen.

§ 3. [2 De betrokkene]2 wordt uitgenodigd om te verschijnen op de datum die door de Raad wordt vastgesteld en per aangetekende brief wordt meegedeeld. Hij mag zich laten vertegenwoordigen door de raadsman van zijn keuze.

§ 4. De Raad kan elke persoon horen die een nuttige bijdrage kan leveren tot zijn informatie, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van [2 de betrokkene]2.

§ 5. [2 Indien de Raad [6 een inbreuk]6 constateert, [3 kan hij in een of meer besluiten, een of meer van de volgende maatregelen aannemen:

1° [6 het bevel om een einde te maken aan de inbreuk, ofwel onmiddellijk, ofwel binnen een redelijke termijn die hij bepaalt, voor zover nog geen einde werd gemaakt aan deze inbreuk; het Instituut neemt daartoe gepaste en evenredige maatregelen om te garanderen dat deze voorwaarden in acht worden genomen;]6]3

[3 ...]3

[3 1°/1.]3 voorschriften in verband met de manier waarop de inbreuk ongedaan moet worden gemaakt[6]6;

[9 1°/2 in het kader van de Digitaal dienstenverordening, de door de aanbieder van een tussenhandeldienst voorgestelde beloften aanvaarden en ze bindend maken;]9

2° [6de betaling binnen de termijn bepaald door de Raad van een administratieve boete die aan de Schatkist toekomt ten bedrage van maximaal 5 000 euro voor natuurlijke personen en van maximaal 5 % van de geconsolideerde omzet van de overtreder, vóór belastingen en exclusief btw, gedurende het jongste volledige boekjaar in de sector voor elektronische communicatie of voor postdiensten in België of, indien de overtreder geen activiteiten ontwikkelt waarmee een omzet wordt behaald, ten bedrage van maximaal 1 000 000 euro voor rechtspersonen. Voor de inbreuken op hoofdstuk 2 van de wet van 5 mei 2017 betreffende de audiovisuele mediadiensten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad bedraagt de administratieve boete maximaal 5 % van de geconsolideerde omzet die de overtreder, vóór belastingen en exclusief btw, gedurende het jongste volledige boekjaar in de

<p>52, paragraphe 3, dudit règlement;]⁹ ⁶ 2° /1 en vue de faire respecter une ou plusieurs de ses décisions, le paiement dans le délai imparti par le Conseil d'une astreinte au profit du Trésor public d'un montant maximal de 500 euros par jour de retard pour les personnes physiques et de 5 % du chiffre d'affaires journalier par jour de retard pour les personnes morales. L'astreinte est due à compter de la date que le Conseil fixe dans sa décision.]⁶ ⁹ En ce qui concerne les manquements au règlement sur les services numériques, le montant maximal de l'astreinte est celui visé à l'article 52, paragraphe 4, dudit règlement;]⁹ 3° l'ordre de cesser ou de suspendre la fourniture d'un service ou d'un ensemble de services qui, si elle se poursuivait, serait de nature à entraver la concurrence de manière significative, jusqu'au respect, selon les modalités fixées par le Conseil, des obligations imposées en matière d'accès à la suite d'une analyse de marché réalisée conformément à la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ⁶ ou à la loi du 5 mai 2017 relative aux services de médias audiovisuels en région bilingue de Bruxelles-Capitale]⁶.</p>	<p>sector in kwestie heeft behaald, beperkt tot 125 000 euro.]⁶ ⁹ Wat de inbreuken op de Digitaaliedienstenverordening betreft, is het maximumbedrag van de administratieve boete het in artikel 52, lid 3, van die verordening bedoelde bedrag;]⁹ ⁶ 2°/1 teneinde een of meer van zijn besluiten te doen naleven, de betaling binnen de termijn bepaald door de Raad van een dwangsom die aan de Schatkist toekomt ten bedrage van maximaal 500 euro per dag vertraging voor natuurlijke personen en van 5% van de dagomzet per dag vertraging voor rechtspersonen. De dwangsom is verschuldigd vanaf de datum vastgesteld door de Raad in zijn besluit.]⁶ ⁹ Wat de inbreuken op de Digitaaliedienstenverordening betreft, is het maximumbedrag van de dwangsom het in artikel 52, lid 4, van die verordening bedoelde bedrag.]⁹ 3° het bevel om de levering van een dienst of dienstenpakket die bij voortzetting zou leiden tot een aanzienlijke verstoring van de mededinging, te staken of op te schorten zolang de toegangsverplichtingen die na een marktanalyse uitgevoerd overeenkomstig de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie zijn opgelegd, niet worden nageleefd op de wijze bepaald door de Raad ⁶ of in de wet van 5 mei 2017 betreffende de audiovisuele mediadiensten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.]⁶.</p>
<p>Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et pour l'application de la loi du [...] et de ses mesures d'exécution, le montant maximal de l'amende est le suivant :</p>	<p>In afwijking van het eerste lid en voor de toepassing van de wet van [...] en de bijbehorende uitvoeringsbesluiten, bedraagt de boete maximaal:</p>
<p>1° pour les personnes qui ne développent pas d'activités leur faisant réaliser un chiffre d'affaires : 1.000.000 euros pour les personnes morales et 10.000 euros pour les personnes physiques ;</p>	<p>1° voor personen die geen activiteiten ontwikkelen waarmee een omzet wordt behaald: 1 000 000 euro voor rechtspersonen en 10 000 euro voor natuurlijke personen;</p>
<p>2° pour les personnes qui réalisent un chiffre d'affaires: [2]% du chiffre d'affaires mondial annuel.</p>	<p>2° voor personen die een omzet behalen: [2]% van de jaarlijkse wereldwijde omzet.</p>
<p>Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, et pour l'application de la même loi et de ses mesures d'exécution, le montant maximal de l'astreinte par jour de retard est le suivant:</p>	<p>In afwijking van het eerste lid en voor de toepassing van diezelfde wet en de bijbehorende uitvoeringsbesluiten, bedraagt de dwangsom maximaal per dag van vertraging:</p>
<p>1° pour les personnes qui ne développent pas d'activités leur faisant réaliser un chiffre d'affaires : 100.000 euros pour les personnes</p>	<p>1° voor personen die geen activiteiten ontwikkelen waarmee een omzet wordt behaald: 100 000 euro voor rechtspersonen en 1 000 euro voor natuurlijke personen;</p>

<p>morales et 1.000 euros pour les personnes physiques ;</p>	
<p>2° pour les personnes qui réalisent un chiffre d'affaires : [2] % du chiffre d'affaires mondial journalier moyen.</p>	<p>2° voor personen die een omzet behalen: [2]% van de gemiddelde wereldwijde omzet per dag.</p>
<p>[6] Le chiffre d'affaires journalier visé à l'alinéa 1er, 2° /1, est le chiffre d'affaires annuel total consolidé avant impôts et hors T.V.A., réalisé en Belgique, dans le secteur des communications électroniques ou des services postaux, au cours de l'exercice comptable le plus récent, divisé par 365.[6]</p> <p>En l'absence de données concernant le chiffre d'affaires visé [6] à l'alinéa 1er, 2° et 2° /1[6], l'Institut peut déterminer un chiffre d'affaires sur la base de données obtenues de tiers ou sur la base du chiffre d'affaires d'une personne comparable.]²</p> <p>[6] § 5/1. Les amendes et astreintes visées au paragraphe 5, alinéa 1er, 2° et 2/1°, ne sont pas fiscalement déductibles.[6]</p> <p>[8] § 5/2. Par dérogation au paragraphe 5, si le Conseil conclut à l'existence d'un manquement aux dispositions visées à l'article 18 du règlement (UE) 2021/784 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 relatif à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne de la part d'un fournisseur de services d'hébergement, il peut adopter, en une ou plusieurs décisions, une ou plusieurs des mesures suivantes:</p> <p>1° l'ordre qu'il soit mis fin au manquement, soit immédiatement, soit dans un délai raisonnable qu'il impartit, pour autant que ce manquement n'ait pas cessé;</p> <p>2° le paiement dans le délai imparti par le Conseil d'une astreinte d'un montant de quatre pour cent au maximum du chiffre d'affaires mondial journalier moyen du fournisseur de services d'hébergement;</p> <p>3° le paiement dans le délai imparti par le Conseil d'une amende administrative au profit du Trésor public d'un montant de quatre pour cent au maximum du chiffre d'affaires mondial annuel du fournisseur de services d'hébergement concerné.</p> <p>Le chiffre d'affaires visé à l'alinéa 1er, 2° et 3°, est le montant atteint par une entreprise au sens de l'article 5, paragraphe 1er, du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil du 20 janvier 2004 relatif au contrôle des concentrations entre entreprises.]⁸</p> <p>§ 6. [² Si les mesures prises conformément au paragraphe 5 n'ont pas permis de remédier</p>	<p>[6] De dagomzet bedoeld in het eerste lid, 2°/1, is de totale geconsolideerde jaaromzet vóór belastingen en exclusief btw, behaald in België, in de sector voor elektronische communicatie of voor postdiensten gedurende het jongste volledige boekjaar gedeeld door 365.[6]</p> <p>Bij gebrek aan gegevens over de [6] in het eerste lid, 2° en 2°/1 [6], bedoelde omzet, kan het Instituut een omzet bepalen op basis van gegevens verkregen van derden of op basis van de omzet van een vergelijkbare persoon.]²</p> <p>[6] § 5/1. De in paragraaf 5, eerste lid , 2° en 2°/1°, bedoelde boetes en dwangsommen zijn niet fiscaal aftrekbaar.]⁶</p> <p>[8] § 5/2. In afwijking van paragraaf 5, indien de Raad het bestaan vaststelt van een inbreuk op de bepalingen bedoeld in artikel 18 van Verordening (EU) 2021/784 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2021 inzake het tegengaan van de verspreiding van terroristische online-inhoud door de aanbieder van de hostingdienst, kan hij, in een of meerdere beslissingen, een of meerdere van de volgende maatregelen nemen:</p> <p>1° het bevel om een einde te maken aan de inbreuk, ofwel onmiddellijk, ofwel binnen een redelijke termijn die hij bepaalt, voor zover nog geen einde werd gemaakt aan deze inbreuk;</p> <p>2° de betaling binnen de termijn bepaald door de Raad van een dwangsom ten bedrage van maximaal vier procent van de gemiddelde dagelijkse wereldwijde omzet van de aanbieder van de hostingdiensten;</p> <p>3° de betaling binnen de termijn bepaald door de Raad van een administratieve boete die aan de Schatkist toekomt ten bedrage van maximaal vier procent van de jaarlijkse wereldwijde omzet van de desbetreffende aanbieder van de hostingdiensten.</p> <p>De omzet bedoeld in het eerste lid, 2° en 3°, is het door een onderneming gegenereerde bedrag in de zin van artikel 5, lid 1, van Verordening (EG) nr. 139/2004 van de Raad van 20 januari 2004 betreffende de controle op concentraties van ondernemingen.]⁸</p> <p>§ 6. [² Indien de overeenkomstig paragraaf 5 genomen maatregelen niet hebben geleid tot de stopzetting van [6]de inbreuk[6], kan de Raad,</p>

[6 au manquement]6, le Conseil peut, après avoir suivi la procédure prévue aux paragraphes 1er à 5, imposer une amende administrative [6 ou une astreinte]6 dont le montant ou le pourcentage maximum représente le double du montant ou du pourcentage visé au paragraphe 5, [6 alinéa 1er, 2° et 2° /1]6.]2

[2 § 7. Si les mesures prises conformément au paragraphe 5 n'ont pas permis de remédier [6 au manquement]6 et s'il s'agit [6 d'un manquement grave ou répété]6, le Conseil peut en outre :

1° suspendre ou retirer les droits d'utilisation attribués, dont les conditions n'ont pas été respectées ou

2° ordonner la suspension de tout ou partie de l'exploitation du réseau ou de la fourniture du service en question ainsi que de la commercialisation ou de l'utilisation de tout service ou produit concerné;]2

[6 § 7/1. L'Institut ne prévoit des sanctions dans le cadre de la procédure visée à l'article 49/2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, que lorsqu'une entreprise ou une autorité publique fournit, en connaissance de cause ou du fait d'une négligence grave, des informations trompeuses, erronées ou incomplètes.

Lors de la détermination du montant des amendes ou des astreintes imposées à une entreprise ou à une autorité publique en application de l'alinéa 1er, l'Institut tient compte notamment de l'effet négatif du comportement de l'entreprise ou de l'autorité publique sur la concurrence et, en particulier, si, contrairement aux informations initialement communiquées ou à toute actualisation de ces informations, l'entreprise ou l'autorité publique soit a déployé un réseau ou procédé à une extension ou à une mise à niveau d'un réseau, soit n'a pas déployé de réseau et elle n'a pas fourni de justification objective à ce changement de plan.]6

[9 § 7/2. Les paragraphes 6 à 7/1 ne s'appliquent pas en cas de manquement au règlement sur les services numériques.

§ 7/3. Pour ce qui concerne l'article 51, paragraphe 3, alinéa 1er, point b), du règlement sur les services numériques, l'Institut saisit le président du tribunal de première instance statuant comme en référé en vue de voir ordonner la restriction visée dans cet article.]9

[2 § 8. Toute décision prise en application du présent article est notifiée sans retard à l'intéressé [6 ...]6 ainsi qu'au ministre et publiée

na het volgen van de procedure bepaald in de paragrafen 1 tot 5, een administratieve boete [6of een dwangsom]6 opleggen waarvan het bedrag of het percentage maximaal het dubbele is van het bedrag of het percentage vermeld in paragraaf 5, [6eerste lid, 2° en 2° /1]6.]2

[2 § 7. Indien de maatregelen die overeenkomstig paragraaf 5 worden genomen, niet hebben geleid tot de stopzetting van [6 de inbreuk]6 en als het gaat om een ernstige of herhaalde [6 inbreuk]6 kan de Raad bovendien :

1° de toegekende gebruiksrechten, waarvan de voorwaarden niet nageleefd werden, opschorten of intrekken of

2° de volledige of gedeeltelijke opschorting bevelen van de exploitatie van het netwerk of van de levering van de betrokken dienst, alsook van het te koop aanbieden of het gebruik van alle betreffende diensten of producten;]2

[6 § 7/1. Het Instituut voorziet enkel in sancties in het kader van de in artikel 49/2 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie beoogde procedure wanneer een onderneming of een overheid, welbewust of door een ernstige nalatigheid, misleidende, foutieve of onvolledige informatie verstrekt.

Bij de bepaling van het bedrag van de boetes of dwangsommen opgelegd aan een onderneming of aan een overheid met toepassing van het eerste lid houdt het Instituut onder andere rekening met de negatieve impact van het gedrag van de onderneming of overheid op de concurrentie en in het bijzonder of, in tegenstelling tot de oorspronkelijk meegedeelde informatie of bij elke update van deze informatie, de onderneming of overheid ofwel een netwerk heeft uitgerold of een netwerk heeft uitgebreid of geüpgraded, ofwel geen netwerk heeft uitgerold en geen objectieve rechtvaardiging heeft verstrekt voor deze planwijziging.]6

[9 § 7/2. De paragrafen 6 tot 7/1 zijn niet van toepassing in geval van inbreuk op de Digitaaliedienstenverordening.

§ 7/3. Wat betreft artikel 51, lid 3, eerste alinea, b), van de Digitaaliedienstenverordening, maakt het Instituut de zaak aanhangig bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg in kort geding om de in dit artikel bedoelde beperking te doen bevelen.]9

[2 § 8. Ieder besluit dat overeenkomstig dit artikel wordt genomen wordt onverwijld aan de betrokkene [6 ...]6 en aan de minister

sur le site Internet de l'Institut. [6 La notification à l'intéressé se fait par lettre recommandée.]6

La décision fait mention du délai raisonnable dans lequel l'intéressé doit satisfaire à la mesure ou aux mesures imposées.]2

meegedeeld en bekendgemaakt op de website van het Instituut. [6 De kennisgeving aan de betrokkene gebeurt via aangetekende brief.]6

Het besluit vermeldt de redelijke termijn waarbinnen de betrokkene aan de opgelegde maatregel of maatregelen dient te voldoen.]2

Version coordonnée de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques	Gecoördineerde versie van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie
--	---

Inhoud/table des matières

Art. 122	1
Art. 123	6
Art. 127	9
Art. 127/2	24
Art. 127/3	28
Art. 145	31

Art. 122

Art. 122 .§ 1er. Les opérateurs suppriment les données de trafic concernant les abonnés ou les [⁴ utilisateurs finaux] ⁴ de leurs données de trafic ou rendent ces données anonymes, dès qu'elles ne sont plus nécessaires pour la transmission de la communication. [⁵ ...] ⁵	Art. 122 .§ 1. De operatoren verwijderen de verkeersgegevens met betrekking tot abonnees of eindgebruikers uit hun verkeersgegevens of maken deze gegevens anoniem, zodra zij niet langer nodig zijn voor de transmissie van de communicatie. [⁴ ...] ⁴
§ 2. [⁵ Par dérogation au paragraphe 1er, et dans le seul but d'établir les factures des abonnés ou d'effectuer les paiements d'interconnexion, les opérateurs peuvent conserver et traiter les données de trafic nécessaires à cette fin.] ⁵	§ 2. [⁴ In afwijking van paragraaf 1 en met als enig doel de facturering van abonnees of het doen van interconnectiebetalingen, mogen de operatoren de daartoe noodzakelijke verkeersgegevens bewaren en verwerken.] ⁴
Sans préjudice de l'application [⁵ du RGPD et de la loi du 30 juillet 2018] ⁵ , l'opérateur informe, avant le traitement, l'abonné ou, le cas échéant, l'utilisateur final auquel les données se rapportent :	Onverminderd de toepassing [⁴ van de AVG en van de wet van 30 juli 2018] ⁴ stelt de operator de abonnee of, in voorkomend geval, de eindgebruiker waarop de gegevens betrekking hebben, voorafgaand aan de verwerking in kennis van :
1° des types de données de trafic traitées;	1° de soorten verkeersgegevens die worden verwerkt;
2° des objectifs précis du traitement;	2° de precieze doeleinden van de verwerking;
3° de la durée du traitement.	3° de duur van de verwerking.

Le traitement des données [5 visées]5 à alinéa 1er, est seulement autorisé jusqu'à la fin de la période de contestation de la facture ou jusqu'à la fin de la période au cours de laquelle une action peut être menée pour en obtenir le paiement.	De verwerking van de gegevens [4 bedoeld]4 in het eerste lid, is slechts toegestaan tot het einde van de periode van de betwisting van de factuur of tot het einde van de periode waarin de betaling gerechtelijk kan worden afgedwongen.
§ 3. Par dérogation au § 1er et dans le seul but d'assurer le marketing des services de communications électroniques propres [3 et d'établir le profil d'utilisation visé à l'article 110, § 4, alinéa premier, article 110/1 et article 111, § 3, alinéa 2,]3 ou des services à données de trafic ou de localisation, les opérateurs ne peuvent traiter les données visées au § 1er qu'aux conditions suivantes :	§ 3. In afwijking van § 1 en met als enig doel de marketing te verzorgen van de eigen elektronische-communicatiediensten [3 het gebruikspatroon bedoeld in artikel 110, § 4, eerste lid, artikel 110/1 en artikel 111, § 3, tweede lid, op te stellen,]3 of diensten met verkeersgegevens of locatiegegevens te leveren, mogen de operatoren de in § 1 bedoelde gegevens slechts verwerken onder de volgende voorwaarden :
1° L'opérateur informe l'abonné ou, le cas échéant, l'utilisateur final auquel se rapportent les données, avant d'obtenir le consentement de celui-ci en vue du traitement :	1° De operator stelt de abonnee of, in voorkomend geval, de eindgebruiker waarop de gegevens betrekking hebben, voorafgaand aan het verkrijgen van diens toestemming voor de verwerking, in kennis van :
a) des types de données de trafic traitées;	a) de soorten verkeersgegevens die worden verwerkt;
b) des objectifs précis du traitement;	b) de precieze doeleinden van de verwerking;
c) de la durée du traitement.	c) de duur van verwerking.
2° L'abonné ou, le cas échéant, l'utilisateur final, a, préalablement au traitement, donné son consentement pour le traitement.	2° De abonnee of, in voorkomend geval, de eindgebruiker, heeft voorafgaand aan de verwerking zijn toestemming gegeven voor de verwerking.
Par consentement pour le traitement au sens du présent article, on entend [5 le consentement au sens de l'article 4, 11), du RGPD]5.	Onder toestemming voor de verwerking in de zin van dit artikel wordt verstaan [4 de toestemming in de zin van artikel 4, 11), van de AVG]4.
3° L'opérateur concerné offre gratuitement à ses abonnés ou ses [4 utilisateurs finaux]4 la possibilité de retirer le consentement donné [5 facilement et à tout moment]5.	3° De betrokken operator biedt zijn abonnees of eindgebruikers gratis de mogelijkheid om [4 makkelijk en te allen tijde]4 de gegeven

	toestemming in te trekken.
4° Le traitement des données en question se limite aux actes et à la durée nécessaires pour fournir le service à données de trafic ou de localisation en question [3 pour l'établissement du plan d'utilisation visé à l'article 110, § 4, alinéa 1er, article 110/1 et article 111, § 3, alinéa 2]3 ou pour l'action de marketing en question.	4° De verwerking van de betrokken gegevens blijft beperkt tot de handelingen en de duur die nodig zijn voor de levering van de betrokken dienst met verkeersgegevens of locatiegegevens [3 voor het opstellen van het gebruikspatroon bedoeld in artikel 110, § 4, eerste lid, artikel 110/1 en artikel 111, § 3, tweede lid,]3 of voor de marketingactie in kwestie.
Ces conditions sont d'application sous réserve des conditions complémentaires découlant de l'application [5 du RGPD et de la loi du 30 juillet 2018]5.	Deze voorwaarden zijn van toepassing onverminderd de bijkomende voorwaarden die voortvloeien uit de toepassing [4 van de AVG en van de wet van 30 juli 2018]4.
§ 4. [5 Par dérogation au paragraphe 1er, de manière à pouvoir prendre les mesures appropriées visées à l'article 121/8, § 1er, de permettre d'établir la fraude ou l'utilisation malveillante du réseau ou du service ou d'identifier son auteur et son origine, et pour autant qu'il les traite ou les génère dans le cadre de la fourniture de ce réseau ou de ce service, l'opérateur:	§ 4. [4 In afwijking van paragraaf 1, teneinde de gepaste maatregelen bedoeld in artikel 121/8, § 1, te kunnen nemen en om fraude of kwaadwillig gebruik van het netwerk of de dienst te kunnen vaststellen of om de dader en de herkomst ervan te kunnen identificeren, en voor zover hij deze verwerkt of genereert in het kader van de verstrekking van dat netwerk of van die dienst:
1° conserve, dans le cadre de la fourniture d'un service de communications interpersonnelles et pendant quatre mois à partir de la date de la communication, les données de trafic nécessaires à ces fins parmi les données de trafic suivantes:	1° bewaart de operator, in het kader van de verstrekking van een interpersoonlijke communicatiedienst en gedurende vier maanden vanaf de datum van de communicatie, de daartoe noodzakelijke verkeersgegevens onder de volgende verkeersgegevens:
- l'identifiant de l'origine de la communication;	- de identifier van de bron van de communicatie;
- l'identifiant de la destination de la communication;	- de identifier van de bestemming van de communicatie;
- les dates et heures précises de début et de fin de la communication;	- de precieze datums en tijdstippen van het begin en het einde van de communicatie;

- la localisation des équipements terminaux des parties à la communication au début et à la fin de la communication;	- de locatie van de eindapparatuur van de communicerende partijen bij de aanvang en bij het einde van de communicatie;
2° conserve pendant douze mois à partir de la date de la communication les données de trafic suivantes relatives aux communications entrantes dans le cadre de la fourniture de services de communications interpersonnelles afin d'identifier l'auteur de la communication:	2° bewaart de operator gedurende twaalf maanden vanaf de datum van de communicatie de volgende verkeersgegevens betreffende de binnenkomende communicatie in het kader van de verstrekking van interpersoonlijke communicatiediensten, teneinde de persoon die de communicatie doet, te identificeren:
- le numéro de téléphone à l'origine de la communication entrante, ou;	- het telefoonnummer aan de bron van de binnenkomende communicatie, of;
- l'adresse IP ayant servi à l'envoi de la communication entrante, l'horodatage et le port utilisé, et;	- het IP-adres dat werd gebruikt om de binnenkomende communicatie te versturen, het tijdstempel en de gebruikte poort, en;
- les dates et heures précises du début et de fin de la communication entrante;	- de precieze datums en tijdstippen van begin en einde van de binnenkomende communicatie;
3° conserve les données visées au 1° qui sont relatives à une fraude spécifique identifiée ou une utilisation malveillante du réseau spécifique identifiée le temps nécessaire à son analyse et à sa résolution, le cas échéant au-delà du délai de quatre mois visé au 1° ;	3° bewaart de operator de in 1° bedoelde gegevens die betrekking hebben op een specifieke geïdentificeerde fraude of een specifiek geïdentificeerd kwaadwillig gebruik van het netwerk gedurende de periode die nodig is voor de analyse en het verhelpen ervan, in voorkomend geval langer dan de termijn van vier maanden bedoeld in 1° ;
4° conserve les données de trafic visées au 2° et relatives à une utilisation malveillante spécifique du réseau, le temps nécessaire au traitement de cette dernière, le cas échéant au-delà du délai de douze mois visé au 2° ;	4° bewaart de operator de verkeersgegevens bedoeld in 2° en met betrekking tot een specifiek kwaadwillig gebruik van het netwerk gedurende de periode die nodig is voor de verwerking van dit kwaadwillig gebruik, in voorkomend geval langer dan de termijn van twaalf maanden bedoeld in 2° ;
5° traite les données de trafic nécessaires à ces fins, en ce compris, lorsque c'est nécessaire, les données visées au paragraphe 2.	5° verwerkt de operator de noodzakelijke verkeersgegevens voor deze doeleinden, met inbegrip van de gegevens bedoeld in paragraaf 2 indien nodig.

<p>Par dérogation au paragraphe 1er, de manière à pouvoir prendre les mesures appropriées visées à l'article 121/8, § 1er, de permettre d'établir la fraude ou l'utilisation malveillante du réseau ou du service ou d'identifier son auteur et son origine, l'opérateur peut conserver et traiter d'autres données que celles visées à l'alinéa 1er considérées nécessaires à ces fins.</p>	<p>In afwijking van paragraaf 1, teneinde de gepaste maatregelen bedoeld in artikel 121/8, § 1, te kunnen nemen, om fraude of kwaadwillig gebruik van het netwerk of de dienst te kunnen vaststellen of om de dader en de herkomst ervan te kunnen identificeren, mag de operator andere gegevens dan deze bedoeld in het eerste lid bewaren en verwerken, die voor deze doeleinden nodig worden geacht.</p>
<p>Le Roi peut préciser et étendre, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis de l'Institut et de l'Autorité de protection des données, les données de trafic dont la conservation doit être considérée comme nécessaire pour la poursuite des finalités prévues au présent paragraphe.</p>	<p>De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en na advies van het Instituut en van de Gegevensbeschermingsautoriteit, de verkeersgegevens waarvan de bewaring als noodzakelijk moet worden beschouwd voor het nastreven van de in deze paragraaf bedoelde doeleinden, preciseren en uitbreiden.</p>
<p>En cas de fraude présumée ou d'utilisation malveillante présumée, les opérateurs peuvent transmettre aux autorités compétentes toutes les données légalement conservées en relation avec la fraude présumée ou l'utilisation malveillante présumée.]⁵</p>	<p>In geval van vermeende fraude of van vermeend kwaadwillig gebruik, kunnen de operatoren aan de bevoegde autoriteiten alle wettelijk bewaarde gegevens in verband met de vermeende fraude of het vermeende kwaadwillig gebruik doorsturen.]]⁴</p>
<p>[⁵ § 4/1. Par dérogation au paragraphe 1er, les opérateurs peuvent conserver et traiter les données de trafic qui sont nécessaires pour assurer la sécurité et le bon fonctionnement de leurs réseaux et services de communications électroniques, et en particulier pour détecter et analyser une atteinte potentielle ou réelle à cette sécurité, en ce compris identifier l'origine de cette atteinte.</p>	<p>[⁴ § 4/1. In afwijking van paragraaf 1 mogen de operatoren die verkeersgegevens bewaren en verwerken die nodig zijn om de veiligheid en correcte werking van hun elektronische-communicatienetwerken en -diensten te garanderen, en in het bijzonder om een mogelijke of werkelijke aanslag op die veiligheid op te sporen en te analyseren, inclusief om de oorsprong van die aanslag te identificeren.</p>
<p>Les opérateurs peuvent les conserver pour une durée de douze mois à partir de la date de la communication.</p>	<p>De operatoren mogen deze bewaren voor een duur van twaalf maanden vanaf de datum van de communicatie.</p>
<p>Les opérateurs peuvent conserver les données visées à l'alinéa 1er relatives à une atteinte spécifique à la sécurité du réseau pendant la durée nécessaire pour la traiter, le cas échéant au-delà du délai de douze mois visé à l'alinéa 2.</p>	<p>De operatoren mogen de in het eerste lid bedoelde gegevens met betrekking tot een specifieke schending van de veiligheid van het netwerk bewaren gedurende de periode die nodig is om deze te behandelen, in voorkomend geval langer dan de termijn van twaalf maanden bedoeld in het tweede lid.</p>

En cas d'atteinte à la sécurité de leurs réseaux et services de communications électroniques, les opérateurs peuvent transmettre aux autorités compétentes toutes les données légalement conservées en relation avec l'atteinte à la sécurité de leurs réseaux et services de communications électroniques.] ⁵	In geval van schending van de veiligheid van hun elektronische-communicatienetwerken en -diensten, kunnen de operatoren aan de bevoegde autoriteiten alle wettelijk bewaarde gegevens in verband met de schending van de veiligheid van hun elektronische-communicatienetwerken en -diensten doorsturen.] ⁴
[⁵ § 4/2. Par dérogation au paragraphe 1er, les opérateurs conservent et traitent les données de trafic nécessaires pour répondre à une obligation imposée par une norme législative formelle, pour la durée requise à cette fin.] ⁵	[⁴ § 4/2. In afwijking van paragraaf 1 bewaren en verwerken de operatoren de verkeersgegevens die nodig zijn om te voldoen aan een verplichting opgelegd krachtens een formele wettelijke norm, voor de daartoe benodigde duur.] ⁴
§ 5. [⁵ Les données énumérées dans le présent article ne peuvent être traitées que par les personnes chargées par l'opérateur de la facturation ou de la gestion du trafic, du traitement des demandes de renseignements des abonnés, de la lutte contre les fraudes ou l'utilisation malveillante du réseau, de la sécurité du réseau, du respect de ses obligations légales, du marketing des services de communications électroniques propres ou de la fourniture de services qui font usage de données de trafic ou de localisation et par les membres de sa Cellule de coordination, <u>de son représentant légal, de son établissement désigné ou de l'établissement en Belgique tels que —visés dans la loi [à compléter] à l'article 127/3.</u>	§ 5. [⁵ De gegevens vermeld in dit artikel mogen alleen worden verwerkt door personen die in opdracht van de operator belast zijn met de facturering of het beheer van het verkeer, de behandeling van verzoeken om inlichtingen van abonnees, de bestrijding van fraude of het kwaadwillig gebruik van het netwerk, de veiligheid van het netwerk, de naleving van zijn wettelijke verplichtingen, de marketing van de eigen elektronische-communicatiediensten of de levering van diensten die gebruik maken van verkeersgegevens of locatiegegevens en door de leden van zijn Coördinatiecel bedoeld in artikel 127/3, zijn wettelijke vertegenwoordiger, zijn aangewezen vestiging of de vestiging in België zoals bedoeld in de wet [aan te vullen].
§ 6. [⁵ L'Institut, le Service de médiation pour les télécommunications] ⁵ , [² l'Autorité belge de la concurrence] ² , les juridictions de l'ordre judiciaire et le Conseil d'Etat peuvent, dans le cadre de leurs compétences, être informés des données de trafic et de facture pertinentes en vue du règlement de litiges, parmi lesquels des litiges relatifs à l'interconnexion et la facturation.	§ 6. [⁴ Het Instituut, de Ombudsdienst voor telecomunicatie] ⁴ , de [² Belgische Mededingingsautoriteit] ² , de rechtscollèges van de rechterlijke orde en de Raad van State kunnen in het kader van hun bevoegdheden in kennis worden gesteld van de relevante verkeers- en rekeninggegevens met het oog op het beslechten van geschillen, waaronder geschillen met betrekking tot interconnectie en facturering.

Art. 123

Art. 123. § 1er. [⁴ Sans préjudice de l'application du RGPD et de la loi du 30 juillet 2018, les opérateurs de réseaux mobiles ne peuvent	Art. 123. § 1. [³ Onverminderd de toepassing van de AVG en van de wet van 30 juli 2018 mogen de operatoren van mobiele netwerken
---	--

conserver et traiter de données de localisation autres que les données relatives au trafic se rapportant à un abonné ou un utilisateur final que dans les cas suivants:	andere locatiegegevens dan verkeersgegevens die betrekking hebben op een abonnee of een eindgebruiker slechts bewaren en verwerken in de volgende gevallen:
1° lorsque cela est nécessaire pour le bon fonctionnement et la sécurité du réseau ou du service, les données étant conservées maximum douze mois à partir de la date de la communication, sauf en cas d'atteinte spécifique à la sécurité du réseau nécessitant de prolonger la conservation des données concernées au-delà de ce délai;	1° wanneer dat noodzakelijk is voor de goede werking en de veiligheid van het netwerk of van de dienst, waarbij de gegevens worden bewaard gedurende maximaal twaalf maanden vanaf de datum van de communicatie, tenzij in geval van een specifieke schending van de veiligheid van het netwerk waarvoor de gegevens in kwestie langer dienen te worden bewaard dan deze periode;
2° lorsque cela est nécessaire pour détecter ou analyser les fraudes ou l'utilisation malveillante du réseau, les données étant conservées maximum quatre mois à partir de la date de la communication, sauf en cas de fraude ou d'utilisation malveillante spécifique nécessitant de prolonger la conservation des données concernées au-delà de ce délai;	2° wanneer dat noodzakelijk is om fraude of kwaadwillig gebruik van het netwerk op te sporen of te analyseren, waarbij de gegevens worden bewaard gedurende maximaal vier maanden vanaf de datum van de communicatie, tenzij in geval van specifieke fraude of specifiek kwaadwillig gebruik waarvoor de gegevens in kwestie langer dienen te worden bewaard dan deze periode;
3° lorsque les données ont été rendues anonymes;	3° wanneer de gegevens anoniem gemaakt zijn;
4° lorsque le traitement s'inscrit dans le cadre de la fourniture d'un service qui fait usage de données de trafic ou de localisation;	4° wanneer de verwerking past in het kader van de levering van een dienst die gebruik maakt van verkeersgegevens of locatiegegevens;
5° lorsque le traitement est nécessaire pour répondre à une obligation imposée par une norme législative formelle. ⁴	5° wanneer de verwerking noodzakelijk is om te voldoen aan een verplichting opgelegd krachtens een formele wettelijke norm. ³
§ 2. Le traitement dans le cadre de la fourniture d'un service à données de trafic ou de localisation est soumis aux conditions suivantes :	§ 2. De verwerking in het kader van de levering van een dienst gebaseerd op verkeersgegevens of locatiegegevens is onderworpen aan de volgende voorwaarden :
1° L'opérateur informe l'abonné ou, le cas échéant, l'utilisateur final auquel se rapportent les données, avant d'obtenir le consentement de celui-ci pour le traitement :	1° De operator stelt de abonnee of, in voorkomend geval, de eindgebruiker waarop de gegevens betrekking hebben, voorafgaand aan het verkrijgen van diens toestemming voor de verwerking in kennis van :

a) des types de données de localisation traitées;	a) de soorten locatiegegevens die worden verwerkt;
b) des objectifs précis du traitement;	b) de precieze doeleinden van de verwerking;
c) de la durée du traitement;	c) de duur van de verwerking;
d) des tiers éventuels auxquels ces données seront transmises;	d) de eventuele derden waaraan deze gegevens zullen worden doorgegeven;
e) de la possibilité de retirer à tout moment, définitivement ou temporairement, le consentement donné pour le traitement.	e) de mogelijkheid om te allen tijde de gegeven toestemming voor de verwerking definitief of tijdelijk in te trekken.
2° L'abonné ou, le cas échéant, l'utilisateur final, a préalablement au traitement, donné son consentement pour le traitement.	2° De abonnee of, in voorkomend geval, de eindgebruiker, heeft voorafgaand aan de verwerking zijn toestemming gegeven voor de verwerking.
Par consentement pour le traitement au sens du présent article, on entend [⁴ le consentement au sens de l'article 4, 11), du RGPD] ⁴ .	Onder toestemming voor de verwerking in de zin van dit artikel wordt verstaan [³ de toestemming in de zin van artikel 4, 11), van de AVG] ³ .
3° Le traitement des données en question se limite aux actes et à la durée nécessaires pour fournir le service à données de trafic ou de localisation en question.	3° De verwerking van de betrokken gegevens blijft beperkt tot de handelingen en de duur die nodig zijn voor de levering van de betrokken dienst met verkeersgegevens of locatiegegevens.
4° L'opérateur concerné offre gratuitement à ses abonnés ou à ses [² utilisateurs finaux] ² la possibilité de retirer le consentement donné, facilement et à tout moment, définitivement ou temporairement.	4° De betrokken operator biedt zijn abonnees of eindgebruikers gratis de mogelijkheid om te allen tijde op eenvoudige wijze de gegeven toestemming, definitief of tijdelijk, in te trekken.
§ 4. [⁴ Les données visées au présent article ne peuvent être traitées que par des personnes qui travaillent sous l'autorité de l'opérateur ou du tiers qui fournit le service qui fait usage de	§ 4. [³ De gegevens vermeld in dit artikel mogen alleen worden verwerkt door personen die werkzaam zijn in opdracht van de operator of de derde die de dienst die gebruik maakt van

données de trafic ou de localisation, ou par la Cellule de coordination, le –représentant légal, l'établissement désigné ou l'établissement en Belgique de l'opérateur, tels -visés dans la loi [à compléter] à l'article 127/3.	verkeersgegevens of locatiegegevens levert, of door de Coördinatieceel van de operator, de wettelijke vertegenwoordiger, de aangewezen vestiging of de vestiging in België zoals bedoeld in de wet [aan te vullen] bedoeld in artikel 127/3.
Le traitement est limité à ce qui est strictement nécessaire pour pouvoir fournir au service concerné les données de trafic ou de localisation.	De verwerking is beperkt tot hetgeen strikt noodzakelijk is om de betrokken dienst met verkeersgegevens of locatiegegevens aan te kunnen bieden.
§ 5. [3 En cas de communication d'urgence] ³ aux centrales de gestion des [1 services d'urgence] ¹ offrant de l'aide sur place ¹ , les opérateurs annulent, pour autant que cela soit techniquement possible, [1 en vue de permettre [3 le traitement de la communication d'urgence] ³ par les centrales de gestion concernées ¹ , le refus temporaire ou l'absence de consentement de l'abonné ou de l'utilisateur final concernant le traitement de données de localisation par ligne distincte.	§ 5. [2 In geval van een noodcommunicatie] ² naar de beheercentrales van [1 de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden] ¹ , heffen de operatoren in zoverre dit technisch mogelijk is, [1 met als doel de [2 behandeling van de noodcommunicatie] ² door de betrokken beheercentrales mogelijk te maken ¹ , de tijdelijke weigering of het ontbreken van toestemming van de abonnee of de eindgebruiker betreffende de verwerking van lokalisatiegegevens per afzonderlijke, oproepende lijn, op.
Cette annulation est gratuite.]	Die opheffing is gratis.]

Art. 127

Art. 127. ^[1] § 1er. Le présent article s'applique aux opérateurs qui fournissent en Belgique, aux utilisateurs finaux, un service de communications électroniques.	Art. 127. ^[1] § 1. Dit artikel is van toepassing op de operatoren die in België een elektronische-communicatiedienst aanbieden aan eindgebruikers.
Il est interdit de distribuer en Belgique, en ce compris par internet, aux utilisateurs finaux, sans l'accord de l'entreprise étrangère qui fournit le service de communications électroniques accessible au public:	Het is verboden om in België, inclusief via het internet, zonder het akkoord van de buitenlandse onderneming die de voor het publiek beschikbare elektronische-communicatiedienst verstrekt, het volgende aan te bieden aan de eindgebruikers:
- des cartes prépayées ou des abonnements de cette entreprise qui leur permettent d'y utiliser un service de communications électroniques;	- voorafbetaalde kaarten of abonnementen van die onderneming die hen in staat stellen om er een elektronische-communicatiedienst te gebruiken;

<p>- des objets connectés dans lesquels un produit de cette entreprise est intégré et qui leur permettent d'y utiliser un service d'accès à internet ou un service de communication interpersonnelle d'un opérateur.</p>	<p>- geconnecteerde voorwerpen waarin een product van die onderneming is geïntegreerd en die hen in staat stellen om er een internettoegangsdienst of een interpersoonlijke communicatiedienst van een operator te gebruiken.</p>
<p>La personne qui distribue en Belgique ces cartes prépayées, ces abonnements ou ces objets connectés fournit aux officiers de police judiciaire de l'Institut, à leur demande, la preuve de cet accord.</p>	<p>De persoon die deze voorafbetaalde kaarten, deze abonnements of deze geconnecteerde voorwerpen aanbiedt in België, verstrekt aan de officieren van gerechtelijke politie van het Instituut, wanneer zij daarom verzoeken, het bewijs van dat akkoord.</p>
<p>En cas d'accord de l'entreprise, cette dernière est opérateur et se conforme à l'article 9, § 1er. § 2. Pour l'application du présent article, il faut entendre par:</p>	<p>Indien de onderneming akkoord gaat, is zij de operator en schikt zij zich naar artikel 9, § 1. § 2. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder:</p>
<p>1° "service de communications électroniques payant": le service de communications électroniques pour lequel un paiement de l'abonné à l'opérateur est nécessaire pour utiliser le service ou continuer à l'utiliser, ainsi que tout service de communications électroniques offert sans surcoût par l'opérateur à l'abonné conjointement à ce service;</p>	<p>1° "elektronische-communicatiebetaaldienst": een elektronische-communicatiedienst waarbij de abonnee moet betalen aan de operator om de dienst te gebruiken of te blijven gebruiken, evenals elke elektronische-communicatiedienst die samen met deze dienst zonder meerkosten door de operator wordt aangeboden aan de abonnee;</p>
<p>2° "service de communications électroniques gratuit": le service de communications électroniques offert par l'opérateur à l'abonné autre que le service de communications électroniques payant;</p>	<p>2° "gratis elektronische-communicatiedienst": de elektronische-communicatiedienst aangeboden door de operator aan de abonnee die geen elektronische-communicatiebetaaldienst is;</p>
<p>3° "méthode d'identification directe": la méthode par laquelle l'opérateur collecte et conserve pour les besoins des autorités visées à l'article 127/1, § 3, alinéa 1er:</p>	<p>3° "directe identificatiemethode": de methode waarbij de operator voor de behoeften van de autoriteiten bedoeld in artikel 127/1, § 3, eerste lid:</p>
<p>- des données fiables relatives à l'identité civile d'une personne physique, qui est son abonné ou qui agit pour le compte d'une personne morale qui est l'abonnée de l'opérateur afin de remplir</p>	<p>- betrouwbare gegevens verzamelt en bewaart met betrekking tot de burgerlijke identiteit van een natuurlijke persoon, die zijn abonnee is of die optreedt voor rekening van een rechtspersoon die abonnee is van de operator om de</p>

l'obligation d'identification de la personne morale et, le cas échéant;	verplichtingen inzake identificatie van de rechtspersoon te vervullen en, in voorkomend geval;
- une copie du document d'identification de cette personne physique;	- een kopie van het identificatiedocument van deze natuurlijke persoon verzamelt en bewaart;
4° "méthode d'identification indirecte": la méthode par laquelle l'opérateur collecte et conserve des données qui permettent aux autorités visées à l'article 127/1, § 3, alinéa 1er, d'obtenir d'un tiers l'identité de ses abonnés;	4° "indirecte identificatiemethode": de methode waarbij de operator gegevens verzamelt en bewaart aan de hand waarvan de in artikel 127/1, § 3, eerste lid, bedoelde autoriteiten van een derde de identiteit van zijn abonnees kunnen krijgen;
5° "point de vente": le point de vente physique de cartes prépayées ou d'abonnements d'un opérateur.	5° "verkooppunt": het fysiek verkooppunt van voorafbetaalde kaarten of abonnementen van een operator.
§ 3. L'opérateur qui fournit un service de communications électroniques payant identifie ses abonnés au moyen d'une méthode d'identification directe ou indirecte, à l'exception des méthodes d'identification indirecte visées au paragraphe 10, alinéa 1er, 1° et 2°.	§ 3. De operator die een elektronische-communicatiebetaaldienst verstrekt, identificeert zijn abonnees door middel van een directe of indirecte identificatiemethode, met uitzondering van de indirecte identificatiemethodes bedoeld in paragraaf 10, eerste lid, 1° en 2°.
Par dérogation à l'alinéa 1^{er} 2 , l'opérateur visé à cet alinéa peut également identifier l'abonné au moyen de la méthode d'identification indirecte visée au paragraphe 10, alinéa 1er, 2°, lorsqu'il offre un service de communications électroniques pour lequel les méthodes d'identification directe et indirecte autorisées par l'alinéa 2 impliquent des contraintes importantes pour les abonnés et l'opérateur, à savoir:	In afwijking van het eerste tweede -lid mag de in dat lid bedoelde operator de abonnee ook identificeren aan de hand van de indirecte identificatiemethode bedoeld in paragraaf 10, eerste lid, 2°, wanneer hij elektronische-communicatiediensten aanbiedt waarvoor de directe en indirecte identificatiemethodes bedoeld in het tweede lid belangrijke lasten met zich meebrengen voor de abonnees en de operator, namelijk:
- les services fixes d'accès à internet utilisés par des personnes physiques en dehors de leur lieu de résidence et du lieu où elles exercent une activité professionnelle, tels que les services de communications électroniques offerts à l'aide de bornes WiFi des opérateurs;	- de vaste internettoegangsdiensten die worden gebruikt door natuurlijke personen buiten hun verblijfplaats en de plaats waar ze een beroepsactiviteit uitoefenen, zoals de elektronische-communicatiediensten die worden verstrekt door middel van WiFi hotspots van de operatoren;

<p>- les autres services déterminés par le Roi. L'opérateur qui fournit un service de communications électroniques gratuit identifie ses abonnés au moyen d'une méthode d'identification indirecte visée au paragraphe 10.</p>	<p>- de andere diensten bepaald door de Koning. Een operator die een gratis elektronische-communicatiedienst verstrekt, identificeert zijn abonnees aan de hand van een indirecte identificatiemethode zoals bedoeld in paragraaf 10.</p>
<p>§ 4. Il est interdit aux points de vente de conserver des données d'identification ou des copies de documents d'identification ou d'en faire un usage quelconque autre que l'identification de l'abonné.</p>	<p>§ 4. Het is verboden voor de verkooppunten om identificatiegegevens of kopieën van identiteitsdocumenten te bewaren, of deze voor enig ander doeleinde te gebruiken dan de identificatie van de abonnee.</p>
<p>Les opérateurs prennent les mesures d'ordre technique et organisationnel adéquates et proportionnées pour la mise en oeuvre de l'interdiction visée à l'alinéa 1er, en ce compris en permettant aux points de vente d'introduire directement les données d'identification et les copies de documents d'identification dans leurs systèmes informatiques.</p>	<p>De operatoren nemen de gepaste en evenredige technische en organisatorische maatregelen voor de tenuitvoerlegging van het in het eerste lid bedoelde verbod, door onder andere de verkooppunten toe te staan om de identificatiegegevens en de kopieën van identificatiedocumenten rechtstreeks in te voeren in hun computersystemen.</p>
<p>Si une introduction directe dans les systèmes informatiques de l'opérateur n'est temporairement pas possible en raison d'une défaillance de ces systèmes, les données d'identification et les copies de documents d'identification gardées par le point de vente lors de cette défaillance sont détruites au plus tard après l'activation du service de communications électroniques.</p>	<p>Indien een rechtstreekse invoer in de computersystemen van de operator tijdelijk niet mogelijk is door een storing in deze systemen, worden de identificatiegegevens en de kopieën van identificatiedocumenten die het verkooppunt op het moment van de storing heeft bewaard, vernietigd, uiterlijk na de activering van de elektronische-communicatiedienst.</p>
<p>Sauf disposition légale contraire, les données d'identification et les copies de document d'identification collectées en vertu du présent article sont conservées à partir de la date d'activation du service jusqu'à douze mois après la fin du service de communications électroniques.</p>	<p>Behoudens andersluidende wettelijke bepaling, worden de identificatiegegevens en de kopieën van identificatiedocumenten vergaard krachtens dit artikel bewaard vanaf de datum van activering van de dienst tot twaalf maanden na de stopzetting van de elektronische-communicatiedienst.</p>
<p>§ 5. L'opérateur met tout en oeuvre pour assurer la fiabilité de l'identification de l'abonné qui est une personne physique.</p>	<p>§ 5. De operator stelt alles in het werk om de betrouwbaarheid van de identificatie van de abonnee die een natuurlijke persoon is te garanderen.</p>

Lorsque l'opérateur identifie l'abonné à l'aide d'un document d'identification, il s'assure:	Wanneer de operator de abonnee identificeert aan de hand van een identificatiedocument, vergewist hij zich ervan:
- que les données d'identification collectées correspondent aux données sur ce document;	- dat de vergaarde identificatiegegevens overeenstemmen met de gegevens op het document;
- que la date de validité de ce document n'est pas dépassée au moment de l'identification de l'abonné.	- dat de geldigheidsdatum van dat document niet overschreden is op het ogenblik van de identificatie van de abonnee.
Lorsque l'opérateur identifie l'abonné à l'aide d'un document d'identification, il met tout en oeuvre pour vérifier:	Wanneer de operator de abonnee identificeert aan de hand van een identificatiedocument, stelt hij alles in het werk om te controleren:
- que ce document est l'original, lisible et présente l'apparence d'authenticité;	- of het document het origineel is, leesbaar is en de indruk geeft van authenticiteit;
- que ce document est relatif à la personne identifiée.	- dat dit document betrekking heeft op de geïdentificeerde persoon.
Afin d'assurer la fiabilité visée à l'alinéa 1er et d'éviter les fraudes à l'identité, l'opérateur ou le point de vente peut réaliser de manière automatique une comparaison entre les paramètres biométriques sur la photo du document d'identification de l'abonné et ceux de son visage, aux conditions suivantes:	Teneinde de betrouwbaarheid bedoeld in het eerste lid te garanderen en identiteitsfraudes te vermijden, kan de operator of het verkooppunt automatisch een vergelijking uitvoeren tussen de biometrische gegevens op de foto van het identificatiedocument van de abonnee en deze van zijn gezicht, volgens deze voorwaarden:
1° l'outil de comparaison a été autorisé par le ministre et le ministre de la Justice, après vérification que cet outil assure la fiabilité de l'identification de l'abonné pour les besoins des autorités, en tenant compte en particulier du risque de fraude à l'identité de la part de la personne qui s'identifie;	1° de vergelijkingstool werd toegestaan door de minister en de minister van Justitie, na verificatie dat deze tool de betrouwbaarheid van de identificatie van de abonnee voor de behoeften van de autoriteiten garandeert, in het bijzonder rekening houdende met het risico van identiteitsfraude vanwege de persoon die zich identificeert;

2° l'opérateur offre à l'abonné au moins une manière alternative de s'identifier;	2° de operator biedt de abonnee minstens een alternatieve manier aan om zich te identificeren;
3° l'abonné a donné son consentement explicite au sens de l'article 4, 11), du RGPD, ce qui implique notamment que l'abonné soit informé des finalités pour lesquelles ces données seront récoltées, à savoir la mise en oeuvre de l'obligation légale d'identification de l'abonné de manière fiable et la lutte contre la fraude à l'identité;	3° de abonnee heeft zijn uitdrukkelijke instemming gegeven in de zin van artikel 4,11), van de AVG, wat met name inhoudt dat de abonnee op de hoogte is van de doeleinden waarvoor deze gegevens zullen worden verzameld, te weten de tenuitvoerbrenging van de wettelijke verplichting tot identificatie van de abonnee op betrouwbare wijze en de strijd tegen identiteitsfraude;
4° l'opérateur et le point de vente ne peuvent communiquer ces données biométriques à un tiers au sens de l'article 4, 10), du RGPD et ne peuvent les traiter que dans les limites nécessaires en vue d'accomplir les finalités de comparaison faciale visées au présent alinéa;	4° de operator en het verkooppunt mogen deze biometrische gegevens niet meedelen aan een derde als bedoeld in artikel 4, 10), van de AVG en zij mogen deze maar verwerken binnen de grenzen van wat nodig is om de in dit lid beoogde doeleinden van gezichtsvergelijking te verwezenlijken;
5° il est interdit de conserver ces données biométriques au-delà de cette comparaison.	5° het is verboden om deze biometrische gegevens te bewaren na die vergelijking.
Lorsque l'abonné s'identifie à l'aide d'une carte d'identité électronique belge et que l'opérateur n'a pas mis en oeuvre la méthode de comparaison faciale visée à l'alinéa 4, l'opérateur peut demander à l'abonné l'introduction du code PIN.	Wanneer de abonnee zich aan de hand van een Belgische elektronische identiteitskaart identificeert en de operator de in het vierde lid bedoelde methode van gezichtsvergelijking niet heeft toegepast, kan de operator aan de abonnee vragen om de pincode in te tikken.
§ 6. Les documents d'identification qui sont admis pour identifier l'abonné qui est une personne physique sont les suivants:	§ 6. De toegestane identificatiedocumenten ter identificatie van de abonnee die een natuurlijke persoon is, zijn de volgende:
1° la carte d'identité électronique belge;	1° de Belgische elektronische identiteitskaart;
2° le passeport belge;	2° het Belgisch paspoort;
3° le certificat d'inscription au registre des	3° het bewijs van inschrijving in het

étrangers - séjour temporaire, délivré avant le 11 octobre 2021, en cours de validité (carte A);	vreemdelingenregister - tijdelijk verblijf, afgeleverd voor 11 oktober 2021, op voorwaarde dat deze nog steeds geldig is (A-kaart);
4° le titre de séjour limité (carte A);	4° de beperkte verblijfstitel (A-kaart);
5° le certificat d'inscription au registre des étrangers, délivré avant le 11 octobre 2021, en cours de validité (carte B);	5° het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister, afgeleverd voor 11 oktober 2021, op voorwaarde dat deze nog steeds geldig is (B-kaart);
6° le titre de séjour illimité (carte B);	6° de onbeperkte verblijfstitel (B-kaart);
7° la carte d'identité d'étranger, délivrée avant le 11 octobre 2021, en cours de validité (carte C);	7° de identiteitskaart voor vreemdelingen, afgeleverd voor 11 oktober 2021, op voorwaarde dat deze nog steeds geldig is (C-kaart);
8° le titre d'établissement (carte K);	8° de vestigingsvergunning (K-kaart);
9° le titre de séjour de résident de longue durée - UE, délivré avant le 11 octobre 2021, en cours de validité (carte D);	9° de EU-verblijfstitel voor langdurig ingezetenen, afgeleverd voor 11 oktober 2021, op voorwaarde dat deze nog steeds geldig is (D-kaart);
10° le titre de séjour de résident de longue durée - UE (carte L);	10° de EU-verblijfstitel voor langdurig ingezetenen (L-kaart);
11° l'attestation d'enregistrement, délivrée avant le 10 mai 2021, en cours de validité (carte E);	11° de verklaring van inschrijving, afgeleverd voor 10 mei 2021, op voorwaarde dat deze nog steeds geldig is (E-kaart);
12° le document d'enregistrement "Art. 8 DIR 2004/38/CE" E (carte EU);	12° het document van inschrijving "Art. 8 RL 2004/38/EG" E (EU-kaart);
13° le document attestant de la permanence de séjour, délivré avant le 10 mai 2021, en cours de validité (carte E+);	13° het document ter staving van duurzaam verblijf, afgeleverd voor 10 mei 2021, op

	voorwaarde dat deze nog steeds geldig is (E+-kaart);
14° le document de séjour permanent "Art. 19 DIR 2004/38/CE" (carte EU+);	14° het document van duurzaam verblijf "Art. 19 RL 2004/38/EG" (EU+-kaart);
15° la carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union, délivrée avant le 11 octobre 2021, en cours de validité (carte F);	15° de verblijfskaart van een familielid van een burger van de Unie, afgeleverd voor 11 oktober 2021, op voorwaarde dat deze nog steeds geldig is (F-kaart);
16° la carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union "membre famille UE - Art. 10 DIR 2004/38/CE" (carte F);	16° de verblijfskaart van een familielid van een burger van de Unie "familielid EU - Art. 10 RL 2004/38/EG" (F-kaart);
17° la carte de séjour permanent de membre de la famille d'un citoyen de l'Union, délivrée avant le 11 octobre 2021, en cours de validité (carte F+);	17° de duurzame verblijfskaart van een familielid van een burger van de Unie, afgeleverd voor 11 oktober 2021, op voorwaarde dat deze nog steeds geldig is (F+-kaart);
18° la carte de séjour permanent de membre de la famille d'un citoyen de l'Union "membre famille UE - Art. 20 DIR 2004/38/CE" (carte F+);	18° de duurzame verblijfskaart van een familielid van een burger van de Unie "Familielid EU - Art. 20 RL 2004/38/EG" (F+-kaart);
19° la carte bleue européenne (carte H);	19° de Europese blauwe kaart (H-kaart);
20° le permis pour personne faisant l'objet d'un transfert temporaire intragroupe "ICT" (carte I);	20° de vergunning voor een binnen een onderneming overgeplaatste persoon "ICT" (I-kaart);
21° le permis pour mobilité de longue durée "mobile ICT" (carte J);	21° de vergunning voor lange-termijnmobiliteit "mobiele ICT" (J-kaart);
22° la carte de séjour pour bénéficiaires de l'accord de retrait "Art. 50 TUE" (carte M);	22° de verblijfskaart voor begunstigden van het terugtrekkingsakkoord "Artikel 50 VEU" (M-kaart);

23° la carte de séjour permanent pour bénéficiaires de l'accord de retrait "Art. 50 TUE" (carte M);	23° de duurzame verblijfskaart voor begunstigden van het terugtrekkingsakkoord "Artikel 50 VEU" (M-kaart);
24° la carte pour petit trafic frontalier pour bénéficiaires de l'accord de retrait "Art. 50 TUE - Travailleur frontalier" (carte N);	24° de kaart voor klein grensverkeer voor begunstigden van het terugtrekkingsakkoord "Artikel 50 VEU - grensarbeider" (N-kaart);
25° l'acte de notoriété;	25° de akte van bekendheid;
26° l'annexe 12 délivrée en application de l'article 6 de l'arrêté royal du 25 mars 2003 relatif aux cartes d'identité ou en application de l'article 36bis de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;	26° de bijlage 12 verstrekt krachtens artikel 6 van het koninklijk besluit van 25 maart 2003 betreffende de identiteitskaarten of krachtens artikel 36bis van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;
27° l'attestation d'immatriculation (carte orange);	27° het attest van immatriculatie (oranje kaart);
28° la carte d'identité étrangère, lorsqu'un passeport international n'est pas nécessaire pour séjourner en Belgique;	28° de buitenlandse identiteitskaart, wanneer een internationaal paspoort niet nodig is om in België te verblijven;
29° les cartes d'identité spéciales délivrées aux catégories de personnel actives dans les missions diplomatiques et consulaires et aux membres de leur famille, en vertu des Conventions de Vienne de 1961 et 1963 et de l'arrêté royal du 30 octobre 1991 relatif aux documents de séjour en Belgique de certains étrangers;	29° de bijzondere identiteitskaarten verstrekt aan de categorieën van personeel dat actief is in diplomatieke en consulaire zendingen en aan hun familieleden, krachtens de Verdragen van Wenen van 1961 en 1963 en het koninklijk besluit van 30 oktober 1991 betreffende de documenten voor het verblijf in België van bepaalde vreemdelingen;
30° la carte d'identité délivrée conformément aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux;	30° de identiteitskaart verstrekt conform de Conventies van Genève van 12 augustus 1949 inzake de bescherming van de slachtoffers van internationale gewapende conflicten;
31° le passeport étranger;	31° het buitenlands paspoort;

<p>32° tout autre document déterminé par le Roi, pour autant que l'arrêté royal soit confirmé par la loi dans les six mois suivant la publication de cet arrêté.</p>	<p>32° elk ander document bepaald door de Koning, op voorwaarde dat het koninklijk besluit bij wet wordt bekrachtigd binnen zes maanden na de bekendmaking van dit besluit.</p>
<p>Les opérateurs qui disposent de points de vente permettent à leurs abonnés de s'identifier à l'aide de n'importe lequel des documents d'identification visés à l'alinéa 1er, dans le cadre d'au moins une méthode d'identification de leur choix.</p>	<p>De operatoren die over verkooppunten beschikken, maken het voor hun abonnees mogelijk om zich te identificeren aan de hand van om het even welke van de in het eerste lid bedoelde identificatiedocumenten, in het kader van minstens één identificatiemethode van hun keuze.</p>
<p>Par dérogation à l'alinéa 2, un opérateur peut refuser d'identifier un abonné sur base d'un document d'identification visé à l'alinéa 1er autre que la carte d'identité électronique belge s'il lui offre la possibilité de s'identifier selon une des manières alternatives visées à l'arrêté royal du 27 novembre 2016 relatif à l'identification de l'utilisateur final de services de communications électroniques publics mobiles fournis sur la base d'une carte prépayée et pour autant que l'abonné soit en mesure de mettre en oeuvre cette alternative.</p>	<p>In afwijking van het tweede lid kan een operator weigeren om een abonnee te identificeren op basis van een ander identificatiedocument dat is vermeld in het eerste lid dan de Belgische elektronische identiteitskaart indien hij hem de mogelijkheid biedt zich te identificeren op een van de alternatieve wijzen vermeld in het koninklijk besluit van 27 november 2016 betreffende de identificatie van de eindgebruiker van mobiele openbare elektronische-communicatiediensten die worden geleverd op basis van een voorafbetaalde kaart en voor zover de abonnee in staat is die alternatieve wijze te gebruiken.</p>
<p>Lorsqu'un opérateur identifie l'abonné à partir d'un document d'identification, il conserve une copie de ce document, sauf lorsqu'il s'agit de la carte d'identité électronique belge.</p>	<p>Wanneer de operator een abonnee identificeert uitgaande van een identificatiedocument, bewaart hij een kopie van dat document, behalve als het gaat om de Belgische elektronische identiteitskaart.</p>
<p>Les opérateurs prennent les mesures d'ordre technique et organisationnel adéquates et proportionnées pour empêcher que les points de vente ou des tiers ne prennent une copie de la carte d'identité électronique belge, sans préjudice du paragraphe 4, alinéa 3.</p>	<p>De operatoren nemen de passende en evenredige maatregelen van technische en organisatorische aard teneinde te verhinderen dat de verkooppunten of derden een kopie nemen van de Belgische elektronische identiteitskaart, zulks onverminderd paragraaf 4, derde lid.</p>
<p>§ 7. Sans préjudice de l'article 126, Lorsqu'un opérateur identifie l'abonné qui est une personne physique à <u>partir l'aide d'une méthode</u></p>	<p><u>§ 7. Bij de identificatie van een abonnee die een natuurlijke persoon is, aan de hand van een directe identificatiemethode waarbij diens</u></p>

<p>d'identification directe qui permet de collecter son numéro de registre national de manière fiable de sa carte d'identité électronique belge, il conserve, sans préjudice de l'article 126, ce son numéro de registre national, son nom et son prénom.</p>	<p>rijksregisternummer op betrouwbare wijze kan worden vergaard, bewaart de operator, onverminderd artikel 126, dat nummer, de naam en de voornaam van de abonnee. —§ 7. Onverminderd artikel 126 bewaart de operator het rijksregisternummer, de naam en voornaam van zijn abonnee die een natuurlijke persoon is, wanneer hij die abonnee identificeert aan de hand van zijn Belgische elektronische identiteitskaart.</p>
<p>Sans préjudice de l'article 126, <u>lorsque l'alinéa 1^{er} n'est pas applicable</u> lorsqu'un opérateur identifie l'abonné à partir d'un autre document que la carte d'identité électronique belge ou au moyen d'une autre méthode d'identification directe que la présentation d'un document d'identification, l'opérateur conserve parmi les données suivantes celles qui se trouvent sur le document d'identification présenté ou qui sont traitées lors de la mise en oeuvre de la méthode d'identification directe:</p>	<p>Onverminderd artikel 126, <u>wanneer het eerste lid niet van toepassing is</u>, bewaart de operator, bij het identificeren van de abonnee via een ander document dan de Belgische elektronische identiteitskaart of aan de hand van een andere directe identificatiemethode dan de overlegging van een identificatiedocument, <u>van tussen</u> de volgende gegevens diegene die op het voorgelegde identificatiedocument staan of diegene die worden verwerkt tijdens de toepassing van de directe identificatiemethode:</p>
<p>1° le nom et le prénom;</p>	<p>1° de naam en voornaam;</p>
<p>2° la nationalité;</p>	<p>2° de nationaliteit;</p>
<p>3° la date de naissance;</p>	<p>3° de geboortedatum;</p>
<p>4° l'adresse du domicile, l'adresse e-mail et le numéro de téléphone;</p>	<p>4° het adres van de woonplaats, het e-mailadres en het telefoonnummer;</p>
<p>5° le numéro du document d'identification et le pays d'émission du document lorsqu'il s'agit d'un document étranger;</p>	<p>5° het nummer van het identificatiedocument en het land van uitgifte van het document wanneer het een buitenlands document betreft;</p>
<p>6° le lien entre le nouveau service de communications électroniques auquel l'abonné souscrit et le service pour lequel il a déjà été identifié.</p>	<p>6° het verband tussen de nieuwe elektronische communicatiedienst waarop de abonnee intekent en de dienst waarvoor hij reeds werd geïdentificeerd.</p>
<p>§ 8. Lorsqu'un opérateur fournit à un abonné</p>	<p>§ 8. Wanneer een operator op basis van een</p>

<p>qui est une personne morale un service de communications électroniques mobile sur la base d'une carte prépayée et qu'il l'identifie par le biais d'une méthode d'identification directe, il collecte et conserve, en respectant les exigences visées aux paragraphes 4 à 7, l'identité civile d'une personne physique qui agit pour le compte de la personne morale.</p>	<p>voorafbetaalde kaart een mobiele elektronische-communicatiedienst aanbiedt aan een abonnee die een rechtspersoon is en die hij identificeert aan de hand van een directe identificatiemethode, vergaart en bewaart hij de burgerlijke identiteit van een natuurlijke persoon die handelt voor rekening van de rechtspersoon, conform de vereisten bedoeld in de paragrafen 4 tot 7.</p>
<p>§ 9. Pour ce qui concerne les méthodes d'identification directe, le Roi peut:</p>	<p>§ 9. Wat de directe identificatiemethodes betreft, kan de Koning:</p>
<p>1° déterminer les seules méthodes que les opérateurs peuvent utiliser;</p>	<p>1° de enige methodes vastleggen die de operatoren mogen gebruiken;</p>
<p>2° prévoir, par méthode, les conditions à respecter, en ce compris soumettre une méthode d'identification proposée par une entreprise à une autorisation préalable du ministre et du ministre de la Justice;</p>	<p>2° per methode bepalen aan welke voorwaarden moet worden voldaan, onder meer door een door een onderneming voorgestelde identificatiemethode te onderwerpen aan een voorafgaande machtiging van de minister en van de minister van Justitie;</p>
<p>3° imposer des obligations aux opérateurs, aux points de vente, aux entreprises fournissant un service d'identification et aux abonnés, en vue de l'identification de ces derniers.</p>	<p>3° verplichtingen opleggen aan de operatoren, aan de verkooppunten, aan de ondernemingen die een identificatiedienst verstrekken en aan de abonnees, met het oog op de identificatie van deze laatsten.</p>
<p>§ 10. L'opérateur permet aux autorités visées à l'article 127/1, § 3, alinéa 1er, d'identifier ses abonnés par le biais d'une méthode d'identification indirecte:</p>	<p>§ 10. De operator maakt het voor de autoriteiten bedoeld in artikel 127/1, § 3, eerste lid, mogelijk om zijn abonnees te identificeren via een indirecte identificatiemethode:</p>
<p>1° en conservant, en exécution de l'article 126 et pendant les délais prévus par cet article, l'adresse IP ayant servi à la souscription au service de communications électroniques ou à son activation, l'adresse IP à la source de la connexion et les données qui doivent être conservées avec ces adresses, ou;</p>	<p>1° door de bewaring, overeenkomstig artikel 126 en gedurende de in dat artikel bepaalde termijnen, van het IP-adres dat werd gebruikt om zich op de elektronische-communicatiedienst in te tekenen of om deze dienst te activeren, het IP-adres aan de bron van de verbinding en de gegevens die daarbij bewaard moeten worden, of;</p>

<p>2° en collectant et conservant le numéro de téléphone de l'abonné attribué dans le cadre d'un service de communications électroniques payant pour lequel un opérateur doit identifier l'abonné conformément au présent article, ou;</p>	<p>2° door de vergaring en bewaring van het telefoonnummer van de abonnee dat werd toegewezen in het kader van een elektronische-communicatiebetaaldienst waarvoor een operator de abonnee moet identificeren krachtens dit artikel, of;</p>
<p>3° en cas de paiement en ligne spécifique à la souscription d'un service de communications électroniques, en collectant et conservant:</p>	<p>3° in geval van een onlinebetaling specifiek voor de intekening op een elektronische-communicatiedienst, door de vergaring en bewaring van:</p>
<p>- la référence de l'opération de paiement, et;</p>	<p>- het kenmerk van de betalingsverrichting, en;</p>
<p>- le nom, le prénom, l'adresse du domicile et la date de naissance déclarés par la personne physique qui est l'abonné de l'opérateur ou qui agit pour le compte d'une personne morale qui est l'abonnée de l'opérateur afin de remplir son obligation en matière d'identification, ou;</p>	<p>- de naam, de voornaam, het verblijfadres en de geboortedatum opgegeven door de natuurlijke persoon die de abonnee van de operator is of die handelt voor rekening van een rechtspersoon die de abonnee van de operator is, teneinde zijn verplichtingen inzake identificatie te vervullen, of;</p>
<p>4° en cas de carte SIM ("subscriber identity/identification module") ou toute autre carte équivalente intégrée dans un véhicule, en collectant et conservant le numéro de châssis de ce véhicule ainsi que le lien entre ce numéro et le numéro de cette carte;</p>	<p>4° in geval van een simkaart ("subscriber identity/identification module") of andere gelijkwaardige kaart die in een voertuig wordt ingebouwd, door de vergaring en bewaring van het chassisnummer van het voertuig en van de link tussen het chassisnummer en het nummer van de kaart;</p>
<p>5° en cas de souscription d'un abonné qui réside dans un centre fermé ou un lieu d'hébergement au sens des articles 74/8 et 74/9 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers à un service de communications électroniques mobile fourni au moyen d'une carte prépayée, en collectant et conservant le nom et le prénom de l'abonné, son numéro de sécurité publique, à savoir le numéro de dossier attribué par l'Office des Etrangers et les coordonnées du centre ou du lieu d'hébergement où la souscription a eu lieu, ou;</p>	<p>5° in geval van een intekening van een abonnee die in een gesloten centrum of woonunit verblijft in de zin van de artikelen 74/8 en 74/9 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, op een mobiele elektronische-communicatiedienst verstrekt door middel van een voorafbetaalde kaart, door de vergaring en bewaring van de naam en de voornaam van de abonnee, zijn openbaar veiligheidsnummer, zijnde het door de Dienst Vreemdelingenzaken toegekende dossiernummer, en de contactgegevens van het centrum of de woonunit waar de intekening heeft plaatsgevonden, of:</p>

<p>6° en cas de souscription à un service de communications électroniques par une personne morale au nom et pour le compte d'une personne physique qui rencontre des difficultés à effectuer cette souscription, en collectant et conservant la dénomination précise de cette personne morale et, pour ce qui concerne cette personne physique, au minimum son nom, son prénom, son adresse de résidence, lorsqu'elle en dispose, sa date de naissance et le numéro par lequel elle est identifiée, tel un numéro de registre national, ces informations lui étant transmises par cette personne morale.</p>	<p>6° in geval van intekening op een elektronische-communicatiedienst door een rechtspersoon namens en voor rekening van een natuurlijke persoon die moeilijkheden heeft om die intekening te verrichten, door de vergaring en bewaring van de precieze benaming van de rechtspersoon en, wat de natuurlijke persoon in kwestie betreft, minimaal zijn naam, zijn voornaam, zijn verblijfadres als hij dat heeft, zijn geboortedatum en het nummer op basis waarvan hij is geïdentificeerd, zoals een rijksregisternummer, welke hem wordt meegedeeld door de rechtspersoon.</p>
<p>Pour l'application de l'alinéa 1er, 6°, la personne morale:</p>	<p>Voor de toepassing van het eerste lid, 6° :</p>
<p>1° doit, avant de pouvoir souscrire à un service de communications électroniques pour la personne physique, obtenir un agrément, délivré par le ministre et le ministre de la Justice, et ayant pour objet de vérifier qu'elle respecte les valeurs démocratiques inscrites dans la Constitution ainsi que le présent article;</p>	<p>1° moet de rechtspersoon, alvorens te kunnen intekenen op een elektronische-communicatiedienst voor de natuurlijke persoon, een erkenning verkrijgen, verstrekt door de minister en de minister van Justitie, en met als voorwerp om na te gaan dat de persoon de democratische waarden vastgelegd in de Grondwet alsook dit artikel nakomt;</p>
<p>2° s'identifie auprès de l'opérateur conformément au présent article;</p>	<p>2° identificeert de rechtspersoon zich bij de operator overeenkomstig dit artikel;</p>
<p>3° identifie les abonnés à l'aide d'un des documents d'identification visés au paragraphe 6, conformément aux exigences de fiabilité visées au paragraphe 5, ou à l'aide d'une autre méthode autorisée dans l'agrément visé au 1° ;</p>	<p>3° identificeert de rechtspersoon de abonnees aan de hand van een van de identificatiedocumenten bedoeld in paragraaf 6, conform de vereisten inzake betrouwbaarheid bedoeld in paragraaf 5, of aan de hand van een andere methode die toegestaan is in de in de bepaling onder 1° bedoelde erkenning;</p>
<p>4° conserve une copie du document d'identification des abonnés autre que la carte d'identité électronique belge, sauf dérogation accordée dans l'agrément visé au 1° ;</p>	<p>4° bewaart de rechtspersoon een kopie van het andere identificatiedocument van de abonnees dan de Belgische elektronische identiteitskaart, behoudens afwijking toegestaan in de in de bepaling onder 1° bedoelde erkenning;</p>
<p>5° conserve une liste actualisée permettant de</p>	<p>5° bewaart de rechtspersoon een</p>

<p>faire le lien entre le service de communications électroniques et les abonnés, comprenant au minimum le nom, le prénom, l'adresse de la résidence, lorsque la personne en dispose, la date de naissance et le numéro par lequel elle est identifiée, tel le numéro de registre national.</p>	<p>geactualiseerde lijst aan de hand waarvan het verband kan worden vastgesteld tussen de elektronische-communicatiedienst en de abonnees, met daarin ten minste de naam, de voornaam, het verblijfadres als de persoon dat heeft, de geboortedatum en het nummer op basis waarvan hij is geïdentificeerd, zoals het rijksregisternummer.</p>
<p>Le Roi peut:</p>	<p>De Koning kan:</p>
<p>1° prévoir par méthode visée à l'alinéa 1er les conditions à respecter, une condition pouvant être l'obtention d'une autorisation préalable du ministre et du ministre de la Justice;</p>	<p>1° per in het eerste lid vermelde methode de voorwaarden vastleggen die moeten worden nageleefd, waarbij een voorwaarde het verkrijgen van een voorafgaande machtiging van de minister en van de minister van Justitie kan zijn;</p>
<p>2° imposer des obligations aux opérateurs, aux personnes morales visées à l'alinéa 1er, aux entreprises fournissant un service d'identification et aux abonnés, en vue de l'identification de ces derniers.</p>	<p>2° verplichtingen opleggen aan de operatoren, aan de in het eerste lid bedoelde rechtspersonen, aan de ondernemingen die een identificatiedienst verstrekken en aan de abonnees, met het oog op de identificatie van deze laatsten.</p>
<p>§ 11. Sauf preuve contraire, la personne identifiée est présumée utiliser elle-même le service de communications électroniques. Pour les services de communications électroniques mobiles fournis au moyen d'une carte prépayée, le Roi:</p>	<p>§ 11. Behoudens tegenbewijs wordt de geïdentificeerde persoon geacht zelf de elektronische-communicatiedienst te gebruiken. De Koning, voor de mobiele elektronische-communicatiediensten verstrekt op basis van een voorafbetaalde kaart:</p>
<p>1° restreint la possibilité pour l'abonné de permettre à des tiers de bénéficier du service;</p>	<p>1° beperkt de mogelijkheid voor de abonnee om derden gebruik te laten maken van de dienst;</p>
<p>2° impose des obligations aux abonnés qui sont des personnes morales afin de déterminer les utilisateurs habituels du service.</p>	<p>2° legt verplichtingen op aan de abonnees die rechtspersonen zijn om de gewoonlijke gebruikers van de dienst te identificeren.</p>
<p>L'opérateur qui offre une carte SIM ou toute carte équivalente, destinée à être intégrée dans un véhicule, conserve le numéro de châssis de ce véhicule ainsi que le lien entre ce numéro et le numéro de cette carte. A la demande d'une</p>	<p>De operator die een simkaart of een gelijkwaardige kaart aanbiedt die bestemd is om in een voertuig te worden ingebouwd, bewaart het chassisnummer van dat voertuig, evenals de link tussen het chassisnummer en het nummer van deze kaart. Op verzoek van een autoriteit</p>

autorité, l'opérateur ne lui communique que ce numéro de châssis ou le numéro de cette carte.	deelt de operator haar enkel dat chassisnummer of het nummer van deze kaart mee.
Le Roi peut fixer les modalités de l'obligation visée à l'alinéa 3 et peut imposer aux entreprises qui disposent du numéro de châssis de le transmettre aux opérateurs.	De Koning kan de nadere regels van de verplichting bedoeld in het derde lid vastleggen en kan de ondernemingen die over het chassisnummer beschikken, verplichten om dat door te geven aan de operatoren.
§ 12. Si un opérateur ne respecte pas les mesures qui lui sont imposées par le présent article ou par le Roi, il lui est interdit de fournir le service pour lequel les mesures en question n'ont pas été prises.	§ 12. Indien een operator niet voldoet aan de hem door dit artikel of door de Koning opgelegde maatregelen, is het hem verboden de dienst waarvoor de betrokken maatregelen niet genomen zijn, aan te bieden.
Les opérateurs déconnectent les abonnés qui ne respectent pas les mesures qui leur sont imposées par le présent article ou par le Roi, des réseaux et services auxquels les mesures imposées s'appliquent. Ces abonnés ne sont en aucune manière indemnisés pour la déconnexion.	De operatoren sluiten de abonnees die niet voldoen aan de hen door dit artikel of door de Koning opgelegde maatregelen af van de netwerken en diensten waarop de opgelegde maatregelen van toepassing zijn. Die abonnees worden op geen enkele wijze vergoed voor de afsluiting.
L'arrêté royal visé dans le présent article est proposé par le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Défense et le ministre, fait l'objet d'un avis de l'Autorité de protection des données et de l'Institut et est délibéré en Conseil des ministres. ¹	Het koninklijk besluit bedoeld in dit artikel wordt voorgesteld door de minister van Justitie, de minister van Binnenlandse Zaken, de minister van Defensie en de minister, maakt het voorwerp uit van een advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit en van het Instituut en wordt vastgesteld na overleg in de Ministerraad. ¹

Art. 127/2

Art. 127/2 . [¹ § 1er. Les opérateurs veillent à garantir la qualité des métadonnées de communications électroniques conservées et, pour ce qui concerne les données conservées pour les autorités, à ce qu'elles soient de la même qualité que les données traitées dans le cadre de la fourniture du réseau ou du service de communications électroniques.	Art. 127/2 . [¹ § 1. De operatoren garanderen de kwaliteit van de bewaarde metagegevens van elektronische communicatie en, in het geval van de gegevens bewaard voor de autoriteiten, zorgen ze ervoor dat ze dezelfde kwaliteit hebben als de gegevens die worden verwerkt in het kader van de verstrekking van het elektronische-communicatienetwerk of van de elektronische-communicatiedienst.
Les opérateurs mettent tout en oeuvre pour	De operatoren stellen alles in het werk om de

<p>établir les liens techniques entre les données conservées pour les autorités qui sont nécessaires pour répondre à leurs demandes.</p>	<p>technische verbanden te leggen tussen de gegevens bewaard voor de autoriteiten die nodig zijn om op hun vragen te antwoorden.</p>
<p>§ 2. Pour ce qui concerne les données d'identification de l'abonné et les métadonnées de communications électroniques, conservées pour les autorités, les opérateurs:</p>	<p>§ 2. Wat betreft de identiteitsgegevens van de abonnee en de metagegevens van elektronische communicatie, bewaard voor de autoriteiten:</p>
<p>1° garantissent que les données conservées sont soumises aux mêmes exigences de sécurité et de protection que les données sur le réseau ou traitées par le service;</p>	<p>1° garanderen de operatoren dat de bewaarde gegevens onderworpen worden aan dezelfde beveiligings- en beschermingsmaatregelen als de gegevens in het netwerk of verwerkt door de dienst;</p>
<p>2° mettent en oeuvre des mesures de protection technologique qui rendent les données conservées, dès leur enregistrement, illisibles et inutilisables par toute personne qui n'est pas autorisée à y avoir accès;</p>	<p>2° nemen de operatoren maatregelen van technologische beveiliging die de bewaarde gegevens, vanaf hun registratie, onleesbaar en onbruikbaar maken voor elke persoon die niet gemachtigd is om er toegang toe te hebben;</p>
<p>3° ne peuvent utiliser les données conservées pour d'autres finalités que la fourniture de ces données aux autorités, sauf lorsqu'ils obtiennent le consentement des abonnés concernés conformément à l'article 4, 11), du RGDP et sans préjudice d'autres dispositions légales.</p>	<p>3° mogen de operatoren de bewaarde gegevens niet gebruiken voor andere doeleinden dan de verstrekking van deze gegevens aan de autoriteiten, tenzij wanneer ze de toestemming krijgen van de betrokken abonnees, conform artikel 4, 11), van de AVG en onverminderd andere wettelijke bepalingen.</p>
<p>§ 3. Pour ce qui concerne les données d'identification de l'abonné et les métadonnées de communications électroniques, les opérateurs:</p>	<p>§ 3. Wat betreft de identiteitsgegevens van de abonnee en de metagegevens van elektronische communicatie dienen de operatoren:</p>
<p>1° conservent les données sur le territoire de l'Union européenne et fournissent en Belgique les données demandées par une autorité belge;</p>	<p>1° de gegevens op het grondgebied van de Europese Unie te bewaren en in België de door een Belgische autoriteit gevraagde gegevens te verstrekken;</p>
<p>2° veillent à ce que les données conservées soient détruites de tout support lorsqu'est expiré le délai de conservation applicable à ces données ou que ces données soient rendues anonymes;</p>	<p>2° ervoor te zorgen dat de bewaarde gegevens na afloop van de bewaringstermijn die voor die gegevens geldt van elke drager worden verwijderd of dat deze gegevens worden geanonimiseerd;</p>

3° veillent à ce que les données conservées fassent l'objet de mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de les protéger contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte ou l'altération accidentelle, ou le stockage, le traitement, l'accès ou la divulgation non autorisés ou illicites, conformément à l'article 107/2;	3° ervoor te zorgen dat de bewaarde gegevens worden onderworpen aan passende technische en organisatorische maatregelen om de gegevens te beveiligen tegen vernietiging, hetzij onbedoeld hetzij onrechtmatig, tegen een onbedoeld verlies of onbedoelde wijziging of tegen niet-toegelaten of onrechtmatige opslag, verwerking, toegang of openbaarmaking, conform artikel 107/2;
4° garantissent que l'accès aux données conservées pour répondre aux demandes des autorités n'est effectué que par un ou plusieurs membres de la Cellule de coordination, <u>du représentant légal, de l'établissement désigné ou de l'établissement en Belgique tels que</u> <u>visée dans la loi [à compléter] à l'article 127/3, § 1er,</u> de manière manuelle ou automatisée;	4° te garanderen dat de toegang tot de bewaarde gegevens om te antwoorden op de verzoeken van de autoriteiten, enkel gebeurt door een of meer leden van de Coördinatiecel, <u>van de wettelijke vertegenwoordiger, de aangewezen vestiging of de vestiging in België, bedoeld in artikel 127/3, § 1 zoals bedoeld in de wet van [aan te vullen],</u> op manuele of op geautomatiseerde wijze;
5° assurent une traçabilité de l'exploitation des données conservées.	5° ervoor te zorgen dat het gebruik van de bewaarde gegevens kan worden opgespoord.
§ 4. La traçabilité visée au paragraphe 3, 5°, s'effectue à l'aide d'un journal.	§ 4. De in de paragraaf 3, 5°, bedoelde opspoorbaarheid wordt verwezenlijkt aan de hand van een logboek.
L'opérateur prend les mesures nécessaires pour que chaque consultation des données qu'il conserve pour les autorités génère de manière automatisée un enregistrement dans le journal des données suivantes: l'identité de la personne ayant consulté les données, le moment de la consultation et les données consultées.	De operator neemt de nodige maatregelen opdat elke raadpleging van de gegevens die hij bewaart voor de autoriteiten, automatisch in het logboek een registratie van de volgende gegevens genereert: de identiteit van de persoon die de gegevens heeft geraadpleegd, het moment van de raadpleging en de geraadpleegde gegevens.
Ce journal comprend également les informations et documents suivants, qui, le cas échéant, y sont introduits de manière manuelle:	Dit logboek bevat eveneens de volgende informatie en documenten, die eventueel manueel daarin worden ingevoerd:
1° l'identité de l'autorité demanderesse, l'objet,	1° de identiteit van de vragende autoriteit, het voorwerp, de datum en het tijdstip van het

la date et l'heure de la demande, une copie de la demande ou un lien vers cette dernière;	verzoek, een kopie van het verzoek of een link naar dit laatste;
2° pour ce qui concerne la réponse de l'opérateur à la demande de l'autorité: l'identité de son destinataire, la date et l'heure de son envoi ainsi que le moyen de communication utilisé pour l'envoyer.	2° wat betreft het antwoord van de operator op het verzoek van de autoriteit: de identiteit van zijn geadresseerde, de datum en het tijdstip van de verzending ervan alsook het communicatiemiddel dat werd gebruikt voor de verzending.
Le journal peut comprendre d'autres documents ou informations, pour autant que ces informations et documents ne révèlent pas d'informations confidentielles sur l'enquête menée par l'autorité, telles que sa finalité ou son contexte.	Het logboek mag andere documenten of informatie bevatten, op voorwaarde dat die informatie en documenten geen vertrouwelijke informatie over het door de autoriteit gevoerde onderzoek onthullen, zoals het doel of de context ervan.
Les données de ce journal sont conservées pendant une période de dix ans. A l'échéance de la période de conservation, les données du journal sont détruites.	De gegevens van dit logboek worden bewaard gedurende een periode van tien jaar. Nadat deze bewaringstermijn is verstreken, worden de logboekgegevens vernietigd.
L'opérateur adopte des mesures appropriées pour assurer la sécurité du journal. Toute modification des données reprises dans le journal est interdite. Toute consultation du journal est journalisée.	De operator neemt de passende maatregelen om de veiligheid van het logboek te garanderen. Elke wijziging van de in het logboek opgenomen gegevens is verboden. Elke raadpleging van het logboek wordt geregistreerd.
Le Roi peut préciser, après avis de l'Autorité de protection des données et de l'Institut, les exigences à respecter par les opérateurs concernant le journal.	De Koning kan, na advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit en van het Instituut, de eisen bepalen die de operatoren in acht moeten nemen wat betreft het logboek.
Dans le cadre du contrôle de l'opérateur, l'Institut ainsi que l'inspecteur général et les inspecteurs désignés par l'inspecteur général, au sein de l'Autorité de protection des données, visés à l'article 66, § 1er, de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données, peuvent consulter ce journal ou exiger une copie de tout ou partie de ce journal.	In het kader van de controle van de operator mogen het Instituut alsook de inspecteur-generaal en de door de inspecteur-generaal aangewezen inspecteurs binnen de Gegevensbeschermingsautoriteit, bedoeld in artikel 66, § 1, van de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit, dat logboek raadplegen of een kopie van een deel of van het geheel van dat logboek eisen.

<p>§ 5. Si l'Institut dispose d'indices qui pourraient indiquer une infraction d'un opérateur au paragraphe 2, 3 ou 4, il peut l'obliger à se soumettre à un contrôle de sécurité effectué par un organisme qualifié indépendant, proposé par l'opérateur à l'Institut pour accord.</p>	<p>§ 5. Indien het Instituut over aanwijzingen beschikt die zouden kunnen duiden op een inbreuk van een operator op paragraaf 2, 3 of 4, dan kan het de operator verplichten om zich te onderwerpen aan een veiligheidscontrole door een gekwalificeerde onafhankelijke instantie die de operator ter goedkeuring voorlegt aan het Instituut.</p>
<p>Cet organisme ne prend pas connaissance des demandes des autorités envers les opérateurs, en ce compris le journal visé au paragraphe 4.</p>	<p>Die instantie neemt geen kennis van de verzoeken van de autoriteiten jegens de operatoren, inclusief het logboek bedoeld in paragraaf 4.</p>
<p>Le rapport et les résultats de ce contrôle de sécurité sont communiqués à l'Institut. Le coût du contrôle est à la charge de l'opérateur.]¹</p>	<p>Het rapport en de resultaten van deze veiligheidscontrole worden bezorgd aan het Instituut. De kosten van de controle worden door de operator gedragen.]¹</p>

Art. 127/3

<p>Art. 127/3. [± § 1er. Au près de chaque opérateur est constituée une Cellule de coordination, chargée de fournir aux autorités légalement habilitées, à leur demande, des données de communications électroniques.</p>	<p>Art. 127/3. [± § 1. Bij elke operator wordt een Coördinatie cel opgericht, belast met het verstrekken aan de wettelijk bevoegde autoriteiten, op hun verzoek, van de elektronische communicatiegegevens.</p>
<p>— Seuls les membres de la Cellule de coordination peuvent répondre aux demandes des autorités portant sur les données visées à l'alinéa 1er. Ils peuvent cependant, sous leur surveillance et dans la limite du strict nécessaire, obtenir une aide technique de préposés de l'opérateur.</p>	<p>— Enkel de leden van de Coördinatiecel mogen antwoorden op de verzoeken van de autoriteiten met betrekking tot de gegevens bedoeld in het eerste lid. Ze mogen echter, onder hun toezicht en binnen de grenzen van het strikt noodzakelijke, technische hulp krijgen van aangestelden van de operator.</p>
<p>— Ces autorités adressent leurs demandes à cette cellule.</p>	<p>— Deze autoriteiten richten hun verzoeken tot deze cel.</p>
<p>— Le cas échéant, plusieurs opérateurs peuvent créer une Cellule de coordination commune. En pareil cas, chaque opérateur prend les mesures nécessaires pour que cette Cellule de coordination commune soit en mesure de répondre aux demandes qui lui sont adressées.</p>	<p>— In voorkomend geval kunnen verscheidene operatoren een gemeenschappelijke Coördinatiecel oprichten. In dergelijk geval neemt elke operator de nodige maatregelen opdat deze gemeenschappelijke Coördinatiecel in staat is om te antwoorden op de verzoeken die eraan worden gericht.</p>

—Le Roi détermine, après avis des autorités compétentes pour la protection des données et de l'Institut, les exigences auxquelles la Cellule de coordination doit répondre, en particulier au niveau de la disponibilité et de l'accessibilité.	—De Koning bepaalt, na advies van de autoriteiten bevoegd voor de bescherming van de gegevens en van het Instituut, de vereisten waaraan de Coördinatiecel moet beantwoorden, in het bijzonder op het vlak van beschikbaarheid en bereikbaarheid.
—§ 2. Les membres de la Cellule de coordination et les préposés apportant une aide technique sont soumis au secret professionnel. Ces membres ne communiquent aux préposés que les données strictement nécessaires pour obtenir cette aide.	—§ 2. De leden van de Coördinatiecel en de aangestelden die technische bijstand verlenen, zijn onderworpen aan het beroepsgeheim. Deze leden delen aan de aangestelden enkel de gegevens mee die strikt noodzakelijk zijn om die bijstand te krijgen.
—Chaque opérateur veille à la confidentialité des données traitées par la Cellule de coordination.	—Elke operator waakt over de vertrouwelijkheid van de gegevens die worden behandeld door de Coördinatiecel.
—Les membres de la Cellule de coordination disposent d'un avis de sécurité positif et non périmé, visé à l'article 22quinquies/1 de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.	—De leden van de Coördinatiecel beschikken over een positief en niet-achterhaald veiligheidsadvies bedoeld in artikel 22quinquies/1 van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.
—L'autorité administrative compétente pour le traitement des avis est le ministre de la Justice.	—De administratieve instantie die bevoegd is voor de behandeling van de adviezen is de minister van Justitie.
—Le Roi définit des mesures de sécurité alternatives à un avis de sécurité, qui sont adaptées aux personnes pour lesquelles un avis de sécurité ne peut être rendu, à défaut d'informations suffisantes les concernant.	—De Koning bepaalt alternatieve veiligheidsmaatregelen die passend zijn voor de personen voor wie een veiligheidsadvies niet kan worden verstrekt wegens gebrek aan voldoende informatie.
—Par dérogation à l'alinéa 3, une personne visée à l'alinéa 5 peut faire partie de la Cellule de coordination, en respectant ces mesures de sécurité alternatives et sans disposer d'un avis de sécurité.	—In afwijking van het derde lid kan een in het vijfde lid bedoelde persoon deel uitmaken van de Coördinatiecel, wanneer deze alternatieve veiligheidsmaatregelen in acht worden genomen en zonder over een veiligheidsadvies te beschikken.

—Le Roi détermine, après avis des autorités compétentes pour la protection des données et de l'Institut:	—De Koning bepaalt, na advies van de autoriteiten bevoegd voor de bescherming van de gegevens en van het Instituut, het volgende:
—1° pour les opérateurs autres que ceux qui disposent déjà d'un officier de sécurité en raison d'autres activités que la Cellule de coordination, les catégories d'opérateurs qui sont dispensés de l'obligation de désigner un tel officier en fonction du nombre de demandes reçues de la part des autorités judiciaires, ainsi que les règles qui s'appliquent en l'absence d'un tel officier;	—1° voor de andere operatoren dan diegene die reeds over een veiligheidsofficier beschikken wegens andere activiteiten dan de Coördinatiecel, de categorieën van operatoren die vrijgesteld zijn van de verplichting om een dergelijke officier aan te stellen in functie van het aantal verzoeken ontvangen vanwege de gerechtelijke autoriteiten, alsook de regels die van toepassing zijn bij gebrek aan een dergelijke officier;
—2° les exigences auxquelles un membre de la Cellule de coordination doit répondre, en particulier en matière d'emploi des langues;	—2° de vereisten waaraan een lid van de Coördinatiecel moet beantwoorden, inzonderheid wat het gebruik van de talen betreft;
—3° les règles permettant l'accès des autorités belges habilitées aux coordonnées de la Cellule de coordination et de ses membres.	—3° de regels voor de toegang van de gemachtigde Belgische autoriteiten tot de contactgegevens van de Coördinatiecel en zijn leden.
§ 3. Chaque opérateur établit une procédure interne permettant de répondre aux demandes d'accès des autorités aux données à caractère personnel concernant les utilisateurs finaux. Il met, sur demande, à la disposition de l'Institut, des informations sur ces procédures, sur le nombre de demandes reçues, sur la base juridique invoquée et sur sa réponse.	§ 3. Elke operator stelt een interne procedure vast voor het beantwoorden van de verzoeken vanwege de autoriteiten om toegang tot de persoonsgegevens van eindgebruikers. Hij verstrekt aan het Instituut, op verzoek, gegevens over deze procedures, het aantal ontvangen verzoeken, de aangevoerde wettelijke grondslag en zijn antwoord.
Chaque opérateur est considéré comme responsable du traitement au sens du RGDP pour les données traitées sur la base des articles 122, 123, 126, 126/1, 126/2, 126/3 et 127.	Elke operator wordt beschouwd als verwerkingsverantwoordelijke in de zin van de AVG, voor de gegevens verwerkt op basis van de artikelen 122, 123, 126, 126/1, 126/2, 126/3 en 127.
—§ 4. Le Roi détermine, après avis des autorités compétentes pour la protection des données et de l'Institut, les règles régissant la collaboration entre les opérateurs et les autorités belges ou	—§ 4. De Koning bepaalt, na advies van de autoriteiten bevoegd voor de bescherming van de gegevens en van het Instituut, de regels voor de samenwerking van de operatoren met de

avec certaines d'entre elles. Sont déterminés, entre autres, les éléments suivants, le cas échéant et par autorité concernée:	Belgische autoriteiten of met sommige van hen. Zo worden onder andere, in voorkomend geval en per betrokken autoriteit, de volgende zaken geregeld:
— a) le mode de transfert, la forme et le contenu des demandes et des réponses;	— a) de overdrachtsmodus, de vorm en de inhoud van de verzoeken en antwoorden;
— b) le degré d'urgence de traitement des demandes;	— b) het dringendheidsniveau voor de behandeling van de verzoeken;
— c) le délai de réponse;	— c) de antwoordtermijn;
— d) la disponibilité requise du service;	— d) de vereiste beschikbaarheid van de dienst;
— e) les modalités de test de la collaboration;	— e) de nadere regels voor het testen van de samenwerking;
— f) les tarifs de rétribution de cette collaboration.	— f) de tarieven voor de vergoeding van die samenwerking.
— Si nécessaire et pour l'application du présent article, le Roi peut prévoir des règles différentes pour différentes catégories d'opérateurs, notamment selon le nombre de demandes qu'ils reçoivent des autorités judiciaires et des services de renseignement et de sécurité, le lieu de leur établissement et la fourniture ou non d'un réseau de communications électroniques en Belgique.]¹	— Indien nodig en voor de toepassing van dit artikel, kan de Koning verschillende regels bepalen voor verschillende categorieën van operatoren, met name in functie van het aantal vorderingen dat zij ontvangen van de gerechtelijke autoriteiten en de inlichtingen en veiligheidsdiensten, de plaats van vestiging en of zij al dan niet een elektronische communicatienetwerk aanbieden in België.]¹

Art. 145

Art. 145 .§ 1er. [² Est punie d'une amende de 50 euros à 100 000 euros, la personne qui enfreint les articles 15, 32, 33, 35, 41, 42, 45, 46, 106/2, 107/5, 124, 126 à 127/3, 133 et les arrêtés pris en exécution des articles 9, § 7, 32, 39, § 3, 47, 106/2, 126 à 126/3, 127 et , 127/2 et 127/3.] ²	Art. 145 .§ 1. [² Met een geldboete van 50 euro tot 100 000 euro wordt gestraft de persoon die de artikelen 15, 32, 33, 35, 41, 42, 45, 46, 106/2, 107/5, 124, 126 tot 127/3, 133 en de ter uitvoering van de artikelen 9, § 7, 32, 39, § 3, 47, 106/2, 126 tot 126/3, 127 en , 127/2 en 127/3 genomen besluiten overtreedt.] ²
---	--

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIE
SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, KMO, MIDDENSTAND EN ENERGIE
SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE
MINISTERE DE LA DEFENSE	MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING
SERVICE PUBLIC FEDERAL INTÉRIEUR	FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN
[DATE] – Projet d’arrêté royal d’exécution de la loi [à compléter]	[DATUM] – Ontwerp van koninklijk besluit
PHILIPPE, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
À tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu l’article 108 de la Constitution ;	Gelet op artikel 108 van de Grondwet;
Vu la loi [à compléter], les articles 6, 11 et 16 ;	Gelet op de wet van [aan te vullen], de artikelen 6, 11 en 16;
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l’article, 127/3, § 4 ;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, het artikel 127/3, § 4;
Vu le Code d’instruction criminelle, les articles 46bis, 88bis et 90quater ;	Gelet op het Wetboek van Strafvordering, de artikelen 46bis, 88bis en 90quater;
Vu la loi du 11 décembre 1998 du 11 décembre 1998 relative à la classification, aux habilitations de sécurité, aux avis de sécurité et au service public réglementé, l’article 24, § 2 ;	Gelet op de wet van 11 december 1998 van 11 december 1998 betreffende de classificatie, de veiligheidsmachtigingen, de veiligheidsadviezen en de publiek gereguleerde dienst, het artikel 24, § 2;
Vu la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité, les articles 18/7, 18/8, 18/17 et 18/18 ;	Gelet op de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, de artikelen 18/7, 18/8, 18/17/ en 18/18;
Vu l’arrêté royal du 9 janvier 2003 déterminant les modalités de l’obligation de collaboration légale en cas de demandes judiciaires concernant les communications électroniques ;	Gelet op het koninklijk besluit van 9 januari 2003 houdende modaliteiten voor de wettelijke medewerkingsplicht bij gerechtelijke vorderingen met betrekking tot elektronische communicatie;
Vu l’arrêté royal du 12 octobre 2010 déterminant les modalités de l’obligation de collaboration légale en cas de demandes concernant les communications électroniques par les services de renseignement et de sécurité ;	Gelet op het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 houdende de nadere regels voor de wettelijke medewerkingsplicht bij vorderingen door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten met betrekking tot elektronische communicatie;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;	Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;
Vu la consultation publique du [date] au [date] ;	Gelet op de openbare raadpleging van [datum] tot en met [datum];
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le [date] ;	Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op [datum];
Vu l'accord du ministre du Budget, donné le [date] ;	Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting, gegeven op [datum];
Vu l'avis de l'Autorité de protection des données [n°] du [date] ;	Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit [nr.] van [datum];
Vu l'avis de l'Organe de contrôle de l'information policière [n°] du [date] ;	Gelet op het advies van het Controleorgaan op de politionele informatie [nr.] van [datum];
Vu l'avis du Comité permanent de Contrôle des services de renseignement et de sécurité [n°] du [date] ;	Gelet op het advies van het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen-en veiligheidsdiensten [nr.] van [datum];
Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le [date] ;	Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op [datum];
Vu l'avis du Conseil d'État, donné le [date], en application de l'article 84, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2 ^o , des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le [date] ;	Gelet op het advies XX van de Raad van State, gegeven op [datum], met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2 ^o , van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op [datum];
Sur la proposition de Notre Ministre de l'Action et de la Modernisation publiques, de Notre ministre de la Justice et de Notre Ministre de la Défense et sur l'avis de nos Ministres réunis en Conseil,	Op de voordracht van Onze De Minister van Modernisering van de Overheid, Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Defensie en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,
NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :	HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :
Chapitre 1^{er}. Définitions	Hoofdstuk 1. Definities
Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :	Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:
1 ^o « loi » : la loi [à compléter] ;	1 ^o "wet": de wet [aan te vullen];
2 ^o « NTSU » : le National Technical and Tactical Support Unit des unités spéciales de la police fédérale.	2 ^o "NTSU" : de National Technical and Tactical Support Unit van de speciale eenheden van de federale politie.
Chapitre 2. Mise en œuvre du chapitre 2, section 1 de la loi	Hoofdstuk 2. Tenuitvoerlegging van hoofdstuk 2, afdeling 1 van de wet

Art. 2. Le délai visé à l'article 6, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , de la loi est de 5 jours ouvrables.	Art. 2. De termijn bedoeld in artikel 6, § 1, lid 1 van de wet bedraagt 5 werkdagen.
Chapitre 3. Mise en œuvre du chapitre 2, section 2 de la loi	Hoofdstuk 3. Tenuitvoerlegging van hoofdstuk 2, afdeling 2 van de wet
Art. 3. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 11, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , de la loi, l'entreprise concernée notifie à l'Institut les coordonnées de contact suivante de sa cellule de coordination :	Art. 3. § 1. Voor de toepassing van artikel 11, § 1, eerste lid, van de wet stelt de betrokken onderneming het Instituut in kennis van de volgende contactgegevens van haar Coördinatiecel:
1° pour le service de permanence de la cellule de coordination :	1° voor de permanentiedienst van de Coördinatiecel:
a) l'adresse complète du lieu où il est établi ;	a) het volledige adres van de plaats waar hij gevestigd is;
b) tous les numéros de téléphone disponibles et l'adresse e-mail ;	b) alle beschikbare telefoonnummers en het e-mailadres;
c) toute autre donnée que le prestataire de services juge utile pour garantir la disponibilité du service de permanence ;	c) elk ander gegeven dat de dienst aanbieder nuttig acht om de bereikbaarheid van de permanentiedienst te verzekeren;
2° pour les membres de la cellule de coordination et le candidat-membre pour lequel une vérification de sécurité a été demandée :	2° voor de leden van de Coördinatiecel en de kandidaat-leden voor wie een veiligheidsverificatie werd aangevraagd:
a) le nom, le prénom ou les prénoms, la fonction, les numéros de téléphone de service et l'adresse e-mail de service ;	a) de naam, de voornaam of voornamen, de functie, de beschikbare diensttelefoonnummers en het dienst-e-mailadres;
b) la date de fin de validité l'avis de sécurité ;	b) de einddatum van de geldigheid van het veiligheidsadvies;
c) toute autre donnée que le prestataire de services juge utile pour garantir la disponibilité de ces personnes ou pour un meilleur service, dont les langues parlées ;	c) elk ander gegeven dat de dienst aanbieder nuttig acht om de bereikbaarheid van deze personen te verzekeren of voor een betere dienstverlening, waaronder de talen die ze spreken;
3° pour le responsable final de la cellule de coordination :	3° voor de eindverantwoordelijke van de Coördinatiecel:
a) le nom, le prénom ou les prénoms, le numéro de téléphone direct et l'adresse e-mail ;	a) de naam, de voornaam of voornamen, het rechtstreeks telefoonnummer en het emailadres;
b) toute autre donnée que le prestataire de services juge utile pour garantir la disponibilité de cette personne ou pour un meilleur service, dont les langues parlées.	b) elk ander gegeven dat de dienst aanbieder nuttig acht om de bereikbaarheid van deze persoon te verzekeren of voor een betere dienst, waaronder de talen die zij spreekt.
Le service de permanence, les membres de la cellule de coordination et le responsable final de la cellule de coordination sont disponibles au	De permanentiedienst, de leden van de Coördinatiecel en de eindverantwoordelijke van de Coördinatiecel zijn tenminste bereikbaar via

minimum via un service de communications interpersonnelles permettant des appels.	één interpersoonlijke communicatiedienst die oproepen mogelijk maakt.
Le délai visé à l'article 11, § 1 ^{er} , alinéa 2, de la loi est de 5 jours ouvrables.	De termijn bedoeld in artikel 11, § 1, tweede lid, van de wet bedraagt 5 werkdagen.
Le service désigné par le Roi au sens de l'article 11, § 1 ^{er} , alinéas 3 et 4, de la loi est le NTSU.	De door de Koning aangewezen dienst in de zin van artikel 11, § 1, derde en vierde lid, van de wet is de NTSU.
§ 2. Le service désigné par le Roi au sens de l'article 11, § 2, alinéa 2, de la loi est le NTSU.	§ 2. De door de Koning aangewezen dienst in de zin van artikel 11, § 2, tweede lid van de wet is de NTSU.
Seules les administrations suivantes peuvent consulter les données telles que visées au § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2 ^o et 3 ^o :	Alleen de volgende administraties kunnen de gegevens zoals beoogd in paragraaf 1, lid 1, 2 ^o en 3 ^o raadplegen:
1 ^o le NTSU ;	1 ^o de NTSU;
2 ^o les services de renseignement et de sécurité ;	2 ^o de inlichtingen- en veiligheidsdiensten;
3 ^o l'Institut dans le cadre du contrôle du respect de cette loi par les entreprises concernées.	3 ^o het Instituut in het kader van de controle van de naleving door de betrokken ondernemingen van deze wet.
Chapitre 4. Mise en œuvre du chapitre 3 de la loi	Hoofdstuk 4. Tenuitvoerlegging van hoofdstuk 3 van de wet
Art. 4. [sera complété ultérieurement]	Art. 4. [zal later worden aangevuld]
Chapitre 5. Modifications de l'arrêté royal du 9 janvier 2003 déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes judiciaires concernant les communications électroniques	Hoofdstuk 5. Wijzigingen van het koninklijk besluit van 9 januari 2003 houdende modaliteiten voor de wettelijke medewerkingsplicht bij gerechtelijke vorderingen met betrekking tot elektronische communicatie
Art. 5. Dans l'article 1 ^{er} de l'arrêté royal du 9 janvier 2003 déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes judiciaires concernant les communications électroniques, remplacé par l'arrêté royal du 8 février 2011, le 1. est abrogé.	Art. 5. In het koninklijk besluit van 9 januari 2003 houdende modaliteiten voor de wettelijke medewerkingsplicht bij gerechtelijke vorderingen met betrekking tot elektronische communicatie, vervangen bij het koninklijk besluit van 8 februari 2011, wordt de bepaling onder 1. opgeheven.
Art. 6. L'article 2 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 8 février 2011, est abrogé.	Art. 6. Artikel 2 van hetzelfde besluit vervangen bij het koninklijk besluit van 8 februari 2011, wordt opgeheven.
Art. 7. Dans les articles 3, 4, § 1 ^{er} , et 5, alinéa 1 ^{er} , du même arrêté, remplacés par l'arrêté royal du 8 février 2011, et dans l'article 10bis, alinéa 1 ^{er} , du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 8 février 2011, les mots « la Cellule de coordination de la Justice » sont chaque fois	Art. 7. In de artikelen 3, 4, § 1, en 5, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 8 februari 2011 10bis, eerste lid, en in artikel 10bis, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 februari 2011t worden de woorden "de Coördinatiecel

remplacés par les mots « la Cellule de coordination ».	Justitie" telkens vervangen door de woorden "de Coördinatieceel".
Art. 8. Dans l'annexe, article 3, alinéa 4, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 8 novembre 2016, les mots « Cellule de coordination Justice » sont remplacés par les mots « cellule de coordination ».	Art. 8. In de bijlage, artikel 3, vierde lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 8 november 2016, worden de woorden "de Coördinatieceel Justitie" vervangen door de woorden "de Coördinatieceel".
Chapitre 6. Modifications de l'arrêté royal du 12 octobre 2010 déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes concernant les communications électroniques par les services de renseignement et de sécurité	Hoofdstuk 6. Wijzigingen van het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 houdende de nadere regels voor de wettelijke medewerkingsplicht bij vorderingen door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten met betrekking tot elektronische communicatie
Art. 9. À l'article 1 ^{er} de l'arrêté royal du 12 octobre 2010 déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes concernant les communications électroniques par les services de renseignement et de sécurité, le 2 ^o est abrogé.	Art. 9. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 houdende de nadere regels voor de wettelijke medewerkingsplicht bij vorderingen door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten met betrekking tot elektronische communicatie wordt de bepaling onder 2 ^o opgeheven:
Art. 10. Dans le même arrêté, le chapitre II-comportant l'article 2 est abrogé.	Art. 10. In hetzelfde besluit wordt hoofdstuk II, dat artikel 2 bevat, opgeheven;
Art. 11. Dans les articles 3, § 1, § 2, alinéa 1 ^{er} , 4, § 1 ^{er} , 5, alinéa 1 ^{er} , et 6, alinéa 1 ^{er} , 1 ^{ère} phrase, de l'arrêté, les mots « la Cellule de coordination de la Justice » sont remplacés par les mots « la Cellule de coordination ».	Art. 11. In de artikelen 3, § 1, § 2, eerste lid, 4, § 1, 5, eerste lid, en 6, eerste lid, eerste zin, van hetzelfde besluit, worden de woorden "Coördinatieceel Justitie" telkens vervangen door de woorden "de Coördinatieceel".
Art. 12. Notre Ministre du Numérique, Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de la Défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.	Art. 12. Onze minister van Digitalisering, Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Defensie zijn, ieder wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.
Par le Roi :	Van Koningswege:
Donné à (lieu), le	Gegeven te (plaats),
PHILIPPE	FILIP
Par le Roi :	Van Koningswege:
La Ministre de l'Action et de la Modernisation publiques,	De Minister van Modernisering van de Overheid,

V. MATZ	V. MATZ
La Ministre de la Justice,	De Minister van Justitie,
A. VERLINDEN	A. VERLINDEN
Le Ministre de la Défense,	De Minister van Defensie,
T. FRANCKEN	T. FRANCKEN
Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur	De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken
B. QUINTIN	B. QUINTIN

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE
MINISTERE DE LA DEFENSE	MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING
SERVICE PUBLIC FEDERAL INTÉRIEUR	FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN
[Date]. - Arrêté royal	[Datum]. - Koninklijk besluit houdende
RAPPORT AU ROI	VERSLAG AAN DE KONING
Sire,	Sire,
<u>COMMENTAIRE ARTICLE PAR ARTICLE</u>	<u>ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING</u>
Article 1^{er}	Artikel 1
Cette disposition ne nécessite pas de commentaire.	Deze bepaling behoeft geen commentaar.
Art. 2	Art. 2
Cette disposition ne nécessite pas de commentaire.	Deze bepaling behoeft geen commentaar.
Art. 3	Art. 3
La cellule de coordination, son responsable et chaque membre doivent chacun renseigner une seule adresse email, de sorte que les autorités ne doivent pas déterminer quelle est l'adresse email la plus pertinente.	De Coördinatieceel, haar verantwoordelijke en elk lid moeten elk een enkel e-mailadres opgeven zodat de autoriteiten niet hoeven te bepalen welk e-mailadres het meest relevant is.
La cellule de coordination, son responsable et ses membres doivent pouvoir être joints via un appel. L'article 2, 22/1 ^o , de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques définit un appel comme « une connexion établie au moyen d'un service de communications interpersonnelles accessible au public permettant une communication vocale bidirectionnelle ».	De Coördinatieceel, haar verantwoordelijke en elk lid moeten telefonisch bereikbaar zijn. Artikel 2, 22/1 ^o , van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie definieert een oproep als "door middel van een voor het publiek beschikbare interpersoonlijke communicatiedienst tot stand gebrachte verbinding die tweewegsprakcommunicatie mogelijk maakt".
Le NTSU est bien placé pour déterminer quelles sont les entreprises concernées pour lesquelles il est nécessaire de connaître les coordonnées de contact de la cellule de coordination. Il peut en effet tenir compte des besoins des services de	De NTSU is goed geplaatst om te bepalen voor welke betrokken ondernemingen de contactgegevens van de Coördinatieceel bekend moeten zijn. Ze kan immers rekening houden met de noden van de politiediensten, de

police, des autorités judiciaires et des services de renseignement et de sécurité.	gerechtelijke autoriteiten en de inlichtingen- en veiligheidsdiensten.
Les agents des services de renseignement et de sécurité et du NTSU doivent pouvoir obtenir les coordonnées des membres de la Cellule de coordination. En effet, ceci se justifie par rapport aux besoins opérationnels qui se présentent dans la pratique, notamment dans le cas où les agents précités doivent prendre contact direct avec les membres en question.	De personeelsleden van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en van de NTSU moeten de contactgegevens van de leden van de Coördinatiecel kunnen verkrijgen. Dat is immers gerechtvaardigd in het licht van de operationele behoeften die zich aandienen in de praktijk, met name in het geval dat de voornoemde personeelsleden contact moeten opnemen met de leden in kwestie.
L'IBPT doit pouvoir obtenir des informations sur les membres de la Cellule de coordination, de manière à pouvoir contrôler que le fournisseur de services respecte bien la loi.	Het BIPT moet informatie kunnen verkrijgen over de leden van de Coördinatiecel zodat het kan controleren of de dienstaanbieder wel degelijk de wet naleeft.
Art. 4	Art. 4
[À compléter]	[Aan te vullen]
Art. 5-11	Art. 5-11
Les arrêtés royaux du 9 janvier 2003 et du 12 octobre 2010 font référence à la Cellule de coordination de la Justice. Ces arrêtés sont modifiés dès lors que cette cellule a le même objet que le point de contact des entreprises concernées qui fait l'objet de règles au chapitre 3 de la loi.	De koninklijke besluiten van 9 januari 2003 en van 12 oktober 2010 verwijzen naar de Coördinatiecel Justitie. Die besluiten worden dan ook gewijzigd aangezien deze cel hetzelfde doel heeft als het contactpunt van de betrokken ondernemingen dat het voorwerp uitmaakt van regels in hoofdstuk 3 van de wet.
Art. 12	Art. 12
Cette disposition ne nécessite pas de commentaire.	Deze bepaling heeft geen commentaar.
Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.	Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.
J'ai l'honneur d'être,	Ik heb de eer te zijn,
Sire,	Sire,
de Votre Majesté,	van Uwe Majesteit,
le très respectueux	de zeer eerbiedige
et très fidèle serviteur,	en zeer getrouwe dienaar,
La Ministre de l'Action et de la Modernisation publiques,	De Minister van Modernisering van de Overheid,

V. MATZ	V. MATZ
La Ministre de la Justice,	De Minister van Justitie,
A. VERLINDEN	A. VERLINDEN
Le Ministre de la Défense,	De Minister van Defensie,
T. FRANCKEN	T. FRANCKEN
Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur	De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken
B. QUINTIN	B. QUINTIN

Version coordonnée de l'arrêté royal du 9 janvier 2003 déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes judiciaires concernant les communications électroniques	Gecoördineerde versie van het koninklijk besluit van 9 januari 2003 houdende modaliteiten voor de wettelijke medewerkingsplicht bij gerechtelijke vorderingen met betrekking tot elektronische communicatie
---	---

Arrêté royal du 9 janvier 2003 déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes judiciaires concernant les communications électroniques	Koninklijk besluit van 9 januari 2003 houdende modaliteiten voor de wettelijke medewerkingsplicht bij gerechtelijke vorderingen met betrekking tot elektronische communicatie
<p>Article 1.^[1] Pour l'application du présent arrêté, on entend par :</p> <p>—1. " loi du 11 décembre 1998 " : la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité;</p> <p>2. " loi du 13 juin 2005 " : la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;</p> <p>3. " temps réel " : la durée minimale nécessaire à l'exécution d'une prestation déterminée, selon les règles de l'art, sans interruption et en mettant en oeuvre les moyens et le personnel adéquats;</p> <p>4. " service NTSU-CTIF (National Technical & Tactical Support Unit - Central Technical Interception Facility) " : le système central d'interception technique du service de police intégrée, structuré à deux niveaux;</p> <p>5. " secteur Internet " : l'ensemble des opérateurs de réseaux de communications électroniques et des fournisseurs de services de communications électroniques</p> <ul style="list-style-type: none"> - qui fournissent aux utilisateurs un accès à Internet, - qui fournissent aux utilisateurs finals des services de communications électroniques sur internet via un point de terminaison de réseau, - qui fournissent des activités sur internet, ou - qui mettent à cette fin des installations à disposition comme des éléments de réseau, des locaux, des équipements terminaux ou des installations connexes.]¹ 	<p>Artikel 1.^[1] Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :</p> <p>—1. " wet van 11 december 1998 " : de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie, de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen;</p> <p>2. " wet van 13 juni 2005 " : de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;</p> <p>3. " werkelijke tijd " : minimum tijdsduur nodig voor de uitvoering van een bepaalde prestatie volgens de regels van de kunst, zonder onderbreking en waarvoor aangepaste middelen en personeel werden ingezet;</p> <p>4. " dienst NTSU-CTIF (National Technical & Tactical Support Unit - Central Technical Interception Facility) " : de Centrale Technische Interceptiefaciliteit van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;</p> <p>5. " internetsector " : het geheel van operatoren van elektronische communicatienetwerken en verstreckers van elektronische communicatiediensten :</p> <ul style="list-style-type: none"> - die aan gebruikers toegang tot het internet aanbieden, - die aan eindgebruikers via een netwerkaansluitpunt elektronische communicatiediensten over het internet aanbieden, - die activiteiten op het internet aanbieden, of - die faciliteiten hiervoor ter beschikking stellen zoals bijvoorbeeld netwerkonderdelen, lokalen, eindapparatuur of bijbehorende faciliteiten.]¹
<p>Art. 2.^[1] § 1er. Pour satisfaire à l'obligation de collaboration imposée par les articles 46bis, § 2, 88bis, § 2, et 90quater, § 2, du Code</p>	<p>Art. 2.^[1] § 1. Om aan de medewerkingsplicht te voldoen zoals opgelegd door de artikelen 46bis, § 2, 88bis, § 2, en 90quater, § 2, van het</p>

d'instruction criminelle, chaque opérateur d'un réseau de communications électronique et chaque fournisseur d'un service de communications électroniques désigne nommément une ou plusieurs personnes chargées d'assumer les tâches résultant de l'obligation de collaboration. Ces personnes constituent la " Cellule de coordination de la Justice."

—§ 2. Le cas échéant, des opérateurs de réseaux de communications électroniques et des fournisseurs de services de communications électroniques peuvent créer une Cellule de coordination de la Justice commune. En pareil cas, cette Cellule de coordination de la Justice doit prévoir le même service pour chaque opérateur individuel d'un réseau de communications électroniques ou fournisseur individuel d'un service de communications électroniques.

—La Cellule de coordination de la Justice doit être établie sur le territoire du Royaume.

—§ 3. Pour la mise en oeuvre des tâches résultant de l'application des mesures visées aux articles 46bis, 88bis et 90ter du Code d'instruction criminelle, les membres de la Cellule de coordination de la Justice doivent avoir fait l'objet d'un avis de sécurité conformément à l'article 22quinquies de la loi du 11 décembre 1998.

—Le Ministre de la Justice demande l'avis de sécurité à l'autorité de sécurité visée à l'article 15, alinéa 1er, de la loi du 11 décembre 1998. Cet avis de sécurité doit être positif et renouvelé tous les cinq ans.

—Le Ministre de la Justice, par décision motivée, a le droit de refuser des personnes en tant que membres de la Cellule de coordination de la Justice.

—§ 4. Pour l'exécution de sa mission de collaboration, la Cellule de coordination de la Justice peut, sous sa surveillance, se faire aider par des agents et des préposés de l'opérateur d'un réseau de communications électroniques ou fournisseur d'un service de communications électroniques concerné.

—La Cellule de coordination de la Justice est disponible en permanence.

—§ 5. La Cellule de coordination de la Justice communique sans délai les données suivantes à l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications :

— les nom, prénom, fonction, titre, service, numéro de téléphone et adresse courriel de service des membres de la Cellule de coordination de la Justice;

— le numéro de GSM de service de la Cellule

Wetboek van strafvordering, wordt er door iedere operator van een elektronisch communicatienetwerk en iedere verstrekker van een elektronische communicatiedienst één of meerdere personen bij name aangeduid en belast met de taken die uit de medewerkingsplicht voortvloeien. Deze personen vormen de " Coördinatiecel Justitie."

—§ 2. In voorkomend geval kunnen operatoren van elektronische communicatienetwerken en verstrekkers van elektronische communicatiediensten een gezamenlijke Coördinatiecel Justitie oprichten. In dat geval dient deze Coördinatiecel Justitie voor elke individuele operator van een elektronisch communicatienetwerk of verstrekker van een elektronische communicatiedienst dezelfde dienstverlening te voorzien.

—De Coördinatiecel Justitie dient op het grondgebied van het Rijk gevestigd te zijn.

—§ 3. Om de taken die voortvloeien uit de toepassing van de maatregelen bedoeld in de artikelen 46bis, 88bis en 90ter van het Wetboek van strafvordering uit te voeren, moeten de leden van de Coördinatiecel Justitie het voorwerp uitgemaakt hebben van een veiligheidsadvies overeenkomstig artikel 22quinquies van de wet van 11 december 1998.

—De Minister van Justitie vraagt het veiligheidsadvies aan de veiligheidsoverheid bedoeld in artikel 15 van de wet van 11 december 1998. Dit veiligheidsadvies moet positief zijn en om de vijf jaar vernieuwd worden.

—De Minister van Justitie heeft het recht om, bij gemotiveerde beslissing, personen die deel uitmaken van de Coördinatiecel Justitie te weigeren.

—§ 4. Voor de uitvoering van de medewerking en onder zijn toezicht kan de Coördinatiecel Justitie gebruik maken van de hulp van personeelsleden en aangestelden van de betrokken operator van een elektronisch communicatienetwerk of verstrekker van een elektronische communicatiedienst.

—De Coördinatiecel Justitie is permanent beschikbaar.

—§ 5. De Coördinatiecel Justitie deelt onverwijld volgende gegevens mee aan het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie :

— de naam, voornaam, functie, titel, dienst, diensttelefoonnummer en dienst e-mailadres van de leden van de Coördinatiecel Justitie;

— het nummer van de dienst GSM van de Coördinatiecel Justitie;

— het volledige adres van de plaats waar de

<p>de coordination de la Justice; l'adresse complète du lieu où est établi le service de permanence de la Cellule de coordination de la Justice, ses numéros de téléphone (poste fixe et GSM) et de fax ainsi que son adresse courriel; toute autre donnée que la Cellule de coordination de la Justice juge utile de communiquer pour garantir son accessibilité. L'Institut belge des services postaux et des télécommunications transmet sans délai ces données au Service de la Politique criminelle du Service public fédéral Justice, lequel veille à ce qu'elles soient communiquées aux autorités judiciaires compétentes. Toute modification des données visées à l'alinéa 1er est communiquée sans délai par la Cellule de coordination de la Justice, à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, lequel transmet ces nouvelles données directement au Service de la Politique criminelle du Service public fédéral Justice.</p> <p>§ 6. Chaque opérateur d'un réseau de communications électroniques et chaque fournisseur d'un service de communications électroniques prend toutes les dispositions nécessaires pour protéger l'information traitée par sa Cellule de coordination de la Justice, afin d'en garantir la confidentialité.]¹</p>	<p>permanentiedienst van de Coördinatieceel Justitie gevestigd is, de telefoonnummers (vaste lijn en GSM), faxnummers en het e-mailadres;</p> <p>elk ander gegeven dat de Coördinatieceel Justitie nuttig acht mee te delen om zijn bereikbaarheid te verzekeren. Het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie deelt deze gegevens onverwijld mee aan de Dienst voor het Strafrechtelijk Beleid van de Federale Overheidsdienst Justitie, die ervoor zorgt dat de gegevens meegedeeld worden aan de bevoegde gerechtelijke autoriteiten. Elke wijziging van de in het eerste lid bedoelde gegevens wordt onverwijld door de Coördinatieceel Justitie meegedeeld aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, dat die gegevens onmiddellijk verzendt aan de Dienst voor het Strafrechtelijk Beleid van de Federale Overheidsdienst Justitie.</p> <p>§ 6. Elke operator van een elektronisch communicatienetwerk en elke verstrekker van elektronische communicatiediensten neemt alle maatregelen nodig om de informatie behandeld door zijn Coördinatieceel Justitie te beschermen, teneinde de vertrouwelijkheid ervan te waarborgen.]¹</p>
<p>Art. 3.^[1] § 1er. Pour l'application de l'article 46bis, § 2, du Code d'instruction criminelle, la Cellule de coordination de la Justice des opérateurs de réseaux de communications électroniques auxquels une capacité de numérotation dans le plan national de numérotation visé à l'article 11, § 1er, de la loi du 13 juin 2005 n'a pas été attribuée, et la Cellule de coordination de la Justice des fournisseurs de services de communications électroniques communiquent, en temps réel, sauf dispositions contraires dans la réquisition, les données requises au juge d'instruction, au procureur du Roi ou à l'officier de police judiciaire dès réception de la réquisition visée à l'article 46bis, § 1er, du Code d'instruction criminelle, conformément aux modalités déterminées à l'article 10bis.</p> <p>§ 2. Pour l'application de l'article 46bis, § 2, du Code d'instruction criminelle, la Cellule de coordination de la Justice de chaque opérateur auquel une capacité de numérotation dans le plan national de numérotation visé à l'article 11, § 1er, de la loi du 13 juin 2005 a été attribuée, permet au service NTSU-CTIF une consultation automatisée de la banque de données</p>	<p>Art. 3.^[1] § 1. Voor de toepassing van artikel 46bis, § 2, van het Wetboek van strafvordering delen de Coördinatieceel Justitie van de operatoren van elektronische communicatienetwerken die geen nummeringscapaciteit toegewezen gekregen hebben in het nationale nummeringsplan bedoeld in artikel 11, § 1 van de wet van 30 juni 2005, en de Coördinatieceel Justitie van de verstrekkers van elektronische communicatiediensten, bij ontvangst van de vordering bedoeld in artikel 46bis, § 1, van het Wetboek van strafvordering, en behoudens andersluidende bepalingen in de vordering, de gevorderde gegevens in werkelijke tijd mee aan de onderzoeksrechter, de procureur des Konings of de officier van gerechtelijke politie, volgens de in artikel 10bis bepaalde nadere regels.</p> <p>§ 2. Voor de toepassing van artikel 46bis, § 2, van het Wetboek van strafvordering, staat de Coördinatieceel Justitie van iedere operator die nummeringscapaciteit heeft toegewezen gekregen in het nationale nummeringsplan bedoeld in artikel 11, § 1 van de wet van 13 juni 2005, de dienst NTSU-CTIF toe de databank</p>

<p>contenant le fichier des clients. L'accès est concretisé par une application Internet sécurisée, par le biais de laquelle l'opérateur recevra une requête électronique qu'il est tenu de traiter et de répondre de manière automatique et immédiate.</p> <p>Le service NTSU-CTIF fixe les détails techniques complémentaires de cette procédure. Le service NTSU-CTIF ne peut consulter cette banque de données qu'à la réception de la requête visée à l'article 46bis, § 1er. Le service NTSU-CTIF conserve un log et fait un journal de chaque accès et consultation de la banque de données. Il prend également les mesures physiques et logicielles nécessaires pour prévoir un niveau de protection adéquat.]¹</p>	<p>met het klantenbestand te consulteren. De toegang wordt geconcretiseerd via een beveiligde internettoepassing, langs dewelke de operator een elektronisch verzoek zal ontvangen waarbij hij gehouden is dit verzoek geautomatiseerd en onmiddellijk te behandelen en te bantwoorden.</p> <p>De dienst NTSU-CTIF bepaalt de verdere technische details van deze procedure. Slechts bij ontvangst van de vordering bedoeld in artikel 46bis, § 1, consulteert de dienst NTSU-CTIF deze databank. De dienst NTSU-CTIF bewaart een log en maakt een journaal op van iedere toegang en consultatie van de databank. Zij neemt tevens de nodige fysieke en softwarematige maatregelen om in een passend beveiligingsniveau te voorzien.]¹</p>
<p>Art. 4.^{[1} § 1er. Pour l'application de l'article 88bis, § 2, alinéa 1er et 3 du Code d'instruction criminelle, la Cellule de coordination de la Justice communique, en temps réel, sauf dispositions contraires dans la réquisition, au juge d'instruction ou, le cas échéant, au procureur du Roi, dès réception de la réquisition visée à l'article 88bis, § 1er du Code d'instruction criminelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les données d'appel et les données de localisation requises d'équipements terminaux à partir desquelles ou vers lesquels des appels sont effectués; - les données d'appel et les données de localisation requises d'équipements terminaux à partir desquels ou vers lesquels des appels, datant de moins de trente jours, ont été effectués. <p>§ 2. Les données d'appel et les données de localisation requises d'équipements terminaux à partir desquels ou vers lesquels des appels, datant de plus de trente jours, ont été effectués sont communiquées au juge d'instruction ou, le cas échéant, au procureur du Roi dès qu'elles sont disponibles et, au plus tard, le jour ouvrable suivant, à la même heure de la réception de la requête visée au § 1er, sauf dispositions contraires dans la réquisition.</p> <p>§ 3. Les données visées aux § 1er et § 2 sont communiquées conformément aux modalités déterminées à l'article 10bis.]¹</p>	<p>Art. 4.^{[1} § 1. Voor de toepassing van artikel 88bis, § 2, eerste en derde lid, van het Wetboek van strafvordering, deelt de Coördinatiecel Justitie bij ontvangst van de vordering bedoeld in artikel 88bis, § 1 van het Wetboek van strafvordering, in werkelijke tijd, behoudens andersluidende bepalingen in de vordering, aan de onderzoeksrechter of, in voorkomend geval, aan de procureur des Konings mee :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de oproepgegevens en de lokalisatiegegevens van eindapparaten van waaruit of waarnaar oproepen worden gedaan; - de oproepgegevens en de lokalisatiegegevens van eindapparaten van waaruit of waarnaar oproepen werden gedaan en die minder dan dertig dagen oud zijn. <p>§ 2. De oproepgegevens en de lokalisatiegegevens van eindapparaten van waaruit of waarnaar oproepen werden gedaan en die meer dan dertig dagen oud zijn, worden aan de onderzoeksrechter of, in voorkomend geval, aan de procureur des Konings meegedeeld zodra zij voorhanden zijn en uiterlijk op de volgende werkdag op hetzelfde uur van de ontvangst van de vordering bedoeld in § 1, behoudens andersluidende bepalingen in de vordering.</p> <p>§ 3. De in § 1 en § 2 bedoelde gegevens worden meegedeeld volgens de in artikel 10bis bepaalde nadere regels.]¹</p>
<p>Art. 5.^{[1} Pour l'application de l'article 90quater, § 2 du Code d'instruction criminelle, la Cellule de coordination de la Justice prend les mesures nécessaires pour faire écouter, prendre connaissance et enregistrer des communications ou des télécommunications privées immédiatement, pendant leur</p>	<p>Art. 5.^{[1} Voor de toepassing van artikel 90quater, § 2 van het Wetboek van strafvordering, neemt de Coördinatiecel Justitie bij ontvangst van de beschikking bedoeld in artikel 90ter, § 1 of § 5 van het Wetboek van strafvordering de maatregelen die noodzakelijk zijn om onmiddellijk</p>

<p>transmission, dès réception de l'ordonnance visée à l'article 90ter, § 1er ou § 5, sauf dispositions contraires dans l'ordonnance.</p> <p>La communication interceptée est transmise en temps réel au service NTSU-CTIF.]1</p>	<p>privécommunicatie of telecommunicatie, tijdens de overbrenging ervan, te doen afluisteren, er kennis van te nemen en op te nemen, behoudens andersluidende bepalingen in de beschikking.</p> <p>De geïntercepteerde communicatie wordt in werkelijke tijd meegedeeld aan de dienst NTSU-CTIF.]1</p>
<p>ANNEXE.</p>	<p>BIJLAGE.</p>
<p>Art. 3. Collaboration légale indemnisée par un forfait annuel</p> <p>Un opérateur est indemnisé forfaitairement pour la collaboration prêtée à l'exécution des types de demandes ci-dessous.</p> <p>1° Réquisitions aux fins d'identification d'utilisateurs, d'un appareil terminal et de services conformément à l'article 46bis du Code d'instruction criminelle, indépendamment des critères de demande communiqués.</p> <p>2° Toutes les autres interventions administratives et techniques requises dans le cadre des articles 46bis, 88bis et suivants, et 90ter et suivants du Code d'instruction criminelle et qui n'ont pas été mentionnées ci-dessus.</p> <p>Un forfait de 1 300 000 euros par an est prévu pour les années 2017 et 2018.</p> <p>Le ministre de la Justice prend chaque année un arrêté après concertation entre le SPF Justice, le service NTSU et l'IBPT afin de fixer la clé de répartition, laquelle sera basée sur une moyenne mobile calculée sur 5 ans des 5 principales prestations en termes de montants.</p> <p>Un forfait de 1 000 euros est accordé aux plus petits opérateurs si les 2 conditions suivantes sont remplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Clarté concernant l'existence et les coordonnées de la cellule de coordination Justice - Accord sur l'adhésion au projet d'automatisation TANK. <p>Un petit opérateur est un opérateur qui représente moins de 4 % de l'enveloppe totale.</p>	<p>Art. 3. Wettelijke medewerking vergoed met een jaarlijks forfait</p> <p>Een operator wordt op forfaitaire basis vergoed voor het leveren van medewerking voor de uitvoering van de onderstaande types van bevestigingen:</p> <p>1° Vorderingen ter identificatie van gebruikers, eindapparatuur en diensten op basis van artikel 46bis van het Wetboek van strafvordering ongeacht de aangeleverde bevestigingscriteria.</p> <p>2° Alle andere administratieve en technische tussenkomsten gevorderd binnen het kader van de artikels 46bis, 88bis e.v., 90ter e.v. van het Wetboek van strafvordering en die hierboven niet werden vermeld.</p> <p>Een forfait van 1.300.000 euro per jaar wordt hiervoor voorzien in 2017 en 2018.</p> <p>De Minister van Justitie neemt jaarlijks een besluit na het overleg tussen FOD Justitie, NTSU en BIPT om de verdeelsleutel vast te leggen, die zal gebaseerd zijn op een voortschrijdend gemiddelde van 5 jaar van de 5 grootste prestaties qua bedragen.</p> <p>Aan de kleinere operatoren wordt een forfait toegekend van 1000 euro indien is voldaan aan volgende 2 voorwaarden:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Duidelijkheid omtrent het bestaan en de contactgegevens van de Coördinatiecel Justice; - Een overeenkomst om aan te sluiten bij het automatiseringsproject TANK. <p>Een kleine operator is een operator die minder dan 4% van het totale pakket vertegenwoordigt.</p>

Version coordonnée de l'arrêté royal du 12 octobre 2010 déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes concernant les communications électroniques par les services de renseignement et de sécurité	Gecoördineerde versie van het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 houdende de nadere regels voor de wettelijke medewerkingsplicht bij vorderingen door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten met betrekking tot elektronische communicatie
---	---

Arrêté royal du 12 octobre 2010 déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes concernant les communications électroniques par les services de renseignement et de sécurité	Koninklijk besluit van 12 oktober 2010 houdende de nadere regels voor de wettelijke medewerkingsplicht bij vorderingen door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten met betrekking tot elektronische communicatie
CHAPITRE Ier. - Définitions	HOOFDSTUK I. - Definities
<p>Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :</p> <p>1° " loi du 30 novembre 1998 " : la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité;</p> <p>2° " loi du 11 décembre 1998 " : la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité;</p> <p>3° " loi du 13 juin 2005 " : la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;</p> <p>4° " arrêté royal du 9 janvier 2003 " : l'arrêté royal du 9 janvier 2003 portant exécution des articles 46bis, § 2, alinéa 1er, 88bis, § 2, alinéas 1er et 3, et 90quater, § 2, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle ainsi que 109ter, E, § 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;</p> <p>5° " temps réel " : la durée minimale nécessaire à l'exécution d'une prestation déterminée, selon les règles de l'art, sans interruption et en mettant en oeuvre les moyens et le personnel adéquats;</p> <p>6° " secteur Internet " : l'ensemble des opérateurs de réseaux de communications électroniques et des fournisseurs de services de communications électroniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qui fournissent aux utilisateurs un accès à Internet, - qui fournissent aux utilisateurs finaux des services de communications électroniques sur Internet via un point de terminaison de réseau, - qui fournissent des activités sur Internet, ou - qui mettent à cette fin des installations à 	<p>Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :</p> <p>1° " wet van 30 november 1998 " : de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten;</p> <p>2° " wet van 11 december 1998 " : de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen;</p> <p>3° " wet van 13 juni 2005 " : de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;</p> <p>4° " koninklijk besluit van 9 januari 2003 " : koninklijk besluit van 9 januari 2003 tot uitvoering van de artikelen 46bis, § 2, eerste lid, 88bis, § 2, eerste en derde lid, en 90quater, § 2, derde lid van het Wetboek van Strafvordering en van artikel 109ter, E, § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;</p> <p>5° " werkelijke tijd " : minimum tijdsduur nodig voor de uitvoering van een bepaalde prestatie volgens de regels van de kunst, zonder onderbreking en waarvoor aangepaste middelen en personeel werden ingezet;</p> <p>6° " internetsector " : het geheel van operatoren van elektronische communicatienetwerken en verstreckers van elektronische communicatiediensten :</p> <ul style="list-style-type: none"> - die aan gebruikers toegang tot het internet aanbieden, - die aan eindgebruikers via een netwerkaansluitpunt elektronische

<p>disposition comme des éléments de réseau, des locaux, des équipements terminaux ou des installations connexes.</p>	<p>communicatiediensten over het internet aanbieden, - die activiteiten op het internet aanbieden, of - die faciliteiten hiervoor ter beschikking stellen zoals bijvoorbeeld netwerkonderdelen, lokalen, eindapparatuur of bijbehorende faciliteiten.</p>
<p><u>CHAPITRE II.</u>— De Cellule de coordination de la Justice</p>	<p><u>HOOFDSTUK II.</u>— De Coördinatiecel Justitie</p>
<p><u>Art. 2.</u> § 1er. Pour l'application des articles 18/7, 18/8, 18/17 de la loi du 30 novembre 1998, les services de renseignement et de sécurité peuvent faire appel à la Cellule de coordination de la Justice instituée par l'arrêté royal du 9 janvier 2003. — § 2. Pour la mise en oeuvre des tâches résultant de l'application des mesures visées aux articles 18/7, 18/8 et 18/17 de la loi du 30 novembre 1998, les membres de la Cellule de coordination de la Justice doivent avoir fait l'objet d'un avis de sécurité conformément à l'article 22quinquies de la loi du 11 décembre 1998. — § 3. Le Ministre de la Justice demande l'avis de sécurité à l'autorité de sécurité visée à l'article 15, alinéa 1er, de la loi du 11 décembre 1998. Cet avis de sécurité doit être positif et renouvelé tous les cinq ans. — Le Ministre de la Justice, par décision motivée, a le droit de refuser des personnes en tant que membres de la Cellule de coordination de la Justice. — § 4. La Cellule de coordination de la Justice communique sans délai les données suivantes à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications : — les nom, prénom, fonction, titre, service, numéro de téléphone et adresse courriel de service des membres de la Cellule de coordination de la Justice; — le numéro de GSM de service de la Cellule de coordination de la Justice; — l'adresse complète du lieu où est établi le service de permanence de la Cellule de coordination de la Justice, ses numéros de téléphone (poste fixe et GSM) et de fax ainsi que son adresse courriel; — toute autre donnée que la Cellule de coordination de la Justice juge utile de communiquer pour garantir son accessibilité. — L'Institut belge des services postaux et des télécommunications transmet sans délai ces données à la Sûreté de l'Etat et au Service général du renseignement et de la sécurité. — Toute modification des données visées à</p>	<p><u>Art. 2.</u> § 1. Voor de toepassing van de artikelen 18/7, 18/8, 18/17 van de wet van 30 november 1998, kunnen de inlichtingen en veiligheidsdiensten beroep doen op de Coördinatiecel Justitie die werd ingesteld door het koninklijk besluit van 9 januari 2003. — § 2. Om de taken die voortvloeien uit de toepassing van de maatregelen bedoeld in de artikelen 18/7, 18/8 en 18/17 van de wet van 30 november 1998 uit te voeren, moeten de leden van de Coördinatiecel Justitie het voorwerp uitgemaakt hebben van een veiligheidsadvies overeenkomstig artikel 22quinquies van de wet van 11 december 1998. — § 3. De Minister van Justitie vraagt het veiligheidsadvies aan de veiligheidsoverheid bedoeld in artikel 15, eerste lid, van de wet van 11 december 1998. Dit veiligheidsadvies moet positief zijn en om de vijf jaar vernieuwd worden. — De Minister van Justitie heeft het recht om, bij gemotiveerde beslissing, personen die deel uitmaken van de Coördinatiecel Justitie te weigeren. — § 4. De Coördinatiecel Justitie deelt onverwijld volgende gegevens mee aan het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie : — de naam, voornaam, functie, titel, dienst, diensttelefoonnummer en dienst e-mailadres van de leden van de Coördinatiecel Justitie; — het nummer van de dienst GSM van de Coördinatiecel Justitie; — het volledige adres van de plaats waar de permanentiedienst van de Coördinatiecel gevestigd is, de telefoonnummers (vaste lijn en GSM), faxnummers en het e-mailadres; — elk ander gegeven dat de Coördinatiecel Justitie nuttig acht mee te delen om zijn bereikbaarheid te verzekeren. — Het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie deelt deze gegevens onverwijld mee aan de Veiligheid van de Staat en de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid. — Elke wijziging van de in het eerste lid bedoelde gegevens wordt onverwijld door de</p>

<p>l'alinéa 1er est communiquée par la Cellule de coordination de la Justice, sans délai, à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, lequel transmet ces nouvelles données sans délai à la Sûreté de l'Etat et au Service général du renseignement et de la sécurité. Chaque opérateur d'un réseau de communications électroniques et chaque fournisseur d'un service de communications électroniques prend toutes les mesures de sécurité nécessaires pour protéger les informations traitées par sa Cellule de coordination de la Justice afin d'en garantir la confidentialité.</p>	<p>Coördinatieceel Justitie meegedeeld aan het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie, dat die gegevens onverwijld verzendt aan de Veiligheid van de Staat en de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid. Elke operator van een elektronisch communicatienetwerk en elke verstrekker van een elektronische communicatiedienst neemt alle veiligheidsmaatregelen nodig om de informatie behandeld door zijn Coördinatieceel Justitie te beschermen, teneinde de vertrouwelijkheid ervan te waarborgen.</p>
<p>CHAPITRE III. - Des méthodes spécifiques</p>	<p>HOOFDSTUK III. - De specifieke methoden</p>
<p>Section 1re. - Des modalités et délais de communication des données d'identification et de facturation et des conditions d'accès aux fichiers des clients</p>	<p>Afdeling 1. - De nadere regels en termijnen voor het meedelen van de identificatie- en facturatiegegevens en de voorwaarden voor de toegang tot de bestanden van de klanten</p>
<p>Art. 3. § 1er. Pour l'application de l'article 18/7, § 3, alinéa 1er, de la loi du 30 novembre 1998, la Cellule de coordination de la Justice des opérateurs de réseaux de communications électroniques auxquels une capacité de numérotation dans le plan national de numérotation visé à l'article 11, § 1er, de la loi du 13 juin 2005 n'a pas été attribuée, et la Cellule de coordination de la Justice des fournisseurs de service de communications électroniques communiquent, en temps réel, sauf dispositions contraires dans la réquisition, les données requises au dirigeant du service concerné dès réception de la réquisition visée à l'article 18/7, § 1er et § 2, de la loi du 30 novembre 1998, conformément aux modalités déterminées à l'article 6.</p> <p>§ 2. Pour l'application de l'article 18/7, § 3, alinéa 2, de la loi du 30 novembre 1998, la Cellule de coordination de la Justice de chaque opérateur auquel une capacité de numérotation dans le plan national de numérotation visé à l'article 11, § 1er, de la loi du 13 juin 2005 a été attribuée, donne au dirigeant du service concerné accès à la banque de données contenant le fichier des clients. L'accès est implémenté par une application Internet sécurisée, sur la base d'une requête électronique à laquelle l'opérateur est tenu de répondre de manière automatique.</p> <p>Les services de renseignement et de sécurité fixent les détails techniques complémentaires de cette procédure. Ils prennent également les mesures physiques et logicielles nécessaires</p>	<p>Art. 3. § 1. Voor de toepassing van artikel 18/7, § 3, eerste lid, van de wet van 30 november 1998 delen de Coördinatieceel Justitie van de operatoren van elektronische communicatienetwerken die geen nummeringscapaciteit toegewezen gekregen hebben in het nationale nummeringsplan bedoeld in artikel 11, § 1 van de wet van 13 juni 2005, en de Coördinatieceel Justitie van de verstrekkers van een elektronische communicatiedienst, bij ontvangst van de vordering bedoeld in artikel 18/7, § 1 en § 2, van de wet van 30 november 1998 en behoudens andersluidende bepalingen in de vordering, de gevorderde gegevens in werkelijke tijd mee aan het betrokken diensthoofd, volgens de in artikel 6 bepaalde nadere regels.</p> <p>§ 2. Voor de toepassing van artikel 18/7, § 3, tweede lid, van de wet van 30 november 1998, verleent de Coördinatieceel Justitie van iedere operator die nummeringscapaciteit heeft toegewezen gekregen in het nationale nummeringsplan bedoeld in artikel 11, § 1 van de wet van 13 juni 2005, aan het betrokken diensthoofd toegang tot de databank met het klantenbestand. De toegang wordt geïmplementeerd via een beveiligde internettoepassing, op basis van een elektronisch verzoek waarop de operator gehouden is om een geautomatiseerd antwoord te verstrekken.</p> <p>De inlichtingen- en veiligheidsdiensten bepalen de verdere technische details van deze</p>

<p>pour assurer un niveau de protection adéquat. L'identité des auteurs de toute demande de consultation à la banque de données est enregistrée dans un système de contrôle au sein du service de renseignement et de sécurité concerné. Ces informations sont conservées pendant une période de dix ans.</p>	<p>procedure. Zij nemen tevens de nodige fysieke en softwarematige maatregelen om een passend beveiligingsniveau te verzekeren. Bij iedere aanvraag tot raadpleging van een gegevensbank wordt de identiteit van de aanvrager opgetekend in een controlesysteem binnen de betrokken inlichtingen- en veiligheidsdienst. Deze informatie wordt gedurende tien jaar bewaard.</p>
<p><u>Section 2.</u> - Des modalités et délais de communication des données d'appel des moyens de communications électroniques et des données de localisation</p>	<p><u>Afdeling 2.</u> - De nadere regels en termijnen voor de mededeling van de oproepgegevens van elektronische communicatiemiddelen en de lokalisatiegegevens</p>
<p><u>Art. 4.</u> § 1er. Pour l'application de l'article 18/8, § 3, de la loi du 30 novembre 1998, la Cellule de coordination de la Justice communique, en temps réel, sauf dispositions contraires dans la réquisition, au dirigeant du service concerné, dès réception de la réquisition visée à l'article 18/8, § 1er et § 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les données d'appel et les données de localisation requises d'équipements terminaux à partir desquels ou vers lesquels des appels sont effectués; - les données d'appel et les données de localisation requises d'équipements terminaux à partir desquels ou vers lesquels des appels, datant de moins de trente jours, ont été effectués. <p>§ 2. Les données d'appel et les données de localisation requises d'équipements terminaux à partir desquels ou vers lesquels des appels, datant de plus de trente jours, ont été effectués sont communiquées, sauf dispositions contraires dans la réquisition, au dirigeant du service concerné dès qu'elles sont disponibles et, au plus tard, dans les vingt-quatre heures après la réception de la réquisition visée au § 1er.</p> <p>§ 3. Les données visées aux § 1er et § 2 sont communiquées conformément aux dispositions définies à l'article 6.</p>	<p><u>Art. 4.</u> § 1. Voor de toepassing van artikel 18/8, § 3, van de wet van 30 november 1998, deelt de Coördinatieceel Justitie bij ontvangst van de vordering bedoeld in artikel 18/8, § 1 en § 2, in werkelijke tijd, behoudens andersluidende bepalingen in de vordering, aan het betrokken diensthoofd mee :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de oproepgegevens en de lokalisatiegegevens van eindapparaturen van waaruit of waarnaar oproepen worden gedaan; - de oproepgegevens en de lokalisatiegegevens van eindapparaturen van waaruit of waarnaar oproepen werden gedaan en die minder dan dertig dagen oud zijn. <p>§ 2. De oproepgegevens en de lokalisatiegegevens van eindapparaturen van waaruit of waarnaar oproepen werden gedaan en die meer dan dertig dagen oud zijn, worden, behoudens andersluidende bepalingen in de vordering, aan het betrokken diensthoofd meegedeeld zodra zij voorhanden zijn en uiterlijk binnen de vierentwintig uur na ontvangst van de vordering bedoeld in § 1.</p> <p>§ 3. De in de § 1 en § 2 bedoelde gegevens worden meegedeeld volgens de in artikel 6 bepaalde nadere regels.</p>
<p><u>CHAPITRE IV.</u> - De la méthode exceptionnelle L'écoute, la prise de connaissance et l'enregistrement des communications électroniques</p>	<p><u>HOOFDSTUK IV.</u> - De uitzonderlijke methode Het afluisteren, kennismaken en registreren van elektronische communicaties</p>
<p><u>Art. 5.</u> Pour l'application de l'article 18/17, § 3, de la loi du 30 novembre 1998, la Cellule de coordination de la Justice prend les mesures nécessaires pour faire écouter, prendre connaissance et enregistrer des communications électroniques, immédiatement pendant leur transmission, sauf dispositions</p>	<p><u>Art. 5.</u> Voor de toepassing van 18/17, § 3, van de wet van 30 november 1998, neemt de Coördinatieceel Justitie de maatregelen die noodzakelijk zijn om elektronische communicatie onmiddellijk, tijdens de overbrenging ervan, te doen afluisteren, er kennis van te nemen en op te nemen</p>

<p>contraires dans la réquisition. La communication interceptée est transmise en temps réel au point de terminaison du réseau désigné par le dirigeant du service concerné.</p>	<p>behoudens andersluidende bepalingen in de vordering. De geïntercepteerde communicatie wordt in werkelijke tijd doorgestuurd naar het door het betrokken diensthoofd aangeduide netwerkaansluitingspunt.</p>
<p>CHAPITRE V. - Dispositions communes</p>	<p>HOOFDSTUK V. - Gemeenschappelijke bepalingen</p>
<p>Art. 6. Pour l'application de l'article 18/7, § 3, l'article 18/8, § 3 et 18/17, § 3, de la loi du 30 novembre 1998 et de l'article 127, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 13 juin 2005, la Cellule de coordination de la Justice communique les données requises selon les règles de l'art et avec les moyens techniques performants disponibles sur le marché. Elle communique ces données par voie électronique sécurisée sous une forme aisément utilisable pour le service concerné. Le Ministre de la Justice, le Ministre de la Défense et le Ministre qui a l'Institut belge des Services postaux et des télécommunications dans ses attributions, déterminent le format spécifique de présentation des données par les opérateurs de réseaux de communications électroniques et les fournisseurs de services de communications électroniques ainsi que le mode de transmission de ces données. Dans l'impossibilité, pour quelque raison que ce soit, de transmettre les données requises par voie électronique, les opérateurs de réseaux de communications électroniques et les fournisseurs de services de communications électroniques sont tenus de communiquer les informations requises à l'agent du service désigné à cet effet par le dirigeant du service, sur présentation de sa carte de légitimation.</p>	<p>Art. 6. Voor de toepassing van artikel 18/7, § 3, artikel 18/8, § 3 en artikel 18/17, § 3, van de wet van 30 november 1998 en van artikel 127, § 1, eerste lid, van de wet van 13 juni 2005 deelt de Coördinatiecel Justitie de gevorderde gegevens mee volgens de regels van de kunst en door middel van de performante technische middelen die beschikbaar zijn op de markt. Hij deelt deze gegevens via beveiligde elektronische weg mee in een voor de betrokken dienst gemakkelijk te gebruiken vorm. De Minister van Justitie, de Minister van Landsverdediging en de Minister bevoegd voor het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie, leggen het specifiek formaat vast voor de presentatie van de gegevens door de operatoren van elektronische communicatie-netwerken en de verstrekkers van elektronische communicatiediensten, evenals de overdrachts-modus van deze gegevens. Indien om welke reden ook, geen elektronische overdracht van de gevraagde gegevens kan gebeuren, dienen de operatoren van elektronische communicatienetwerken en de verstrekkers van elektronische communicatiediensten de gevraagde informatie over te maken aan de daartoe door het diensthoofd aangewezen agent van de dienst, op vertoon van zijn legitimatiebewijs.</p>